

SÉANCE PLENIÈRE

du

JEUDI 01 MARS 2007

Après-midi

PLENUMVERGADERING

van

DONDERDAG 01 MAART 2007

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 16 par M. Herman De Croo, président.

Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance : M. Guy Verhofstadt et Mme Laurette Onkelinx

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront publiées sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Excusés

Devoirs de mandat : Marleen Govaerts et Joëlle Milquet

Raisons familiales : Yvon Harmegnies

En mission : Véronique Ghenne et Patrick Moriau

Gouvernement fédéral

Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Finances : en mission à l'étranger (Moscou)

Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères : en mission à l'étranger (Moscou)

André Flahaut, ministre de la Défense : réunions ministres européens Défense (Allemagne)

Marc Verwilghen, ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique : en mission à l'étranger (Canada)

Sabine Laruelle, ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture

Questions

01 Question de Mme Muriel Gerkens au Premier ministre sur "le réacteur nucléaire à Kinshasa" (n° P1796)

01.01 **Muriel Gerkens** (ECOLO) : À Kinshasa, un réacteur nucléaire construit par les Américains pour la Belgique est dans un état lamentable. Les Belges se sont chargés de l'entretien et de la maintenance des installations jusqu'en 1987, puis l'ont laissé aux autorités congolaises. Mais le Congo n'a pas pu assumer correctement cette responsabilité, peut-être parce qu'il ne disposait pas des compétences requises.

Une fois que le Centre d'étude de l'énergie nucléaire (CEN) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) auront transmis le rapport qui leur a été demandé au sujet de ces installations, la Belgique assumera-t-elle ses responsabilités ? Comment garantira-t-elle la sécurité des habitants, du bâtiment et de son environnement ?

01.02 **Guy Verhofstadt**, premier ministre (*en français*) : J'ai été informé dimanche de la situation des installations nucléaires à Kinshasa, au Congo. J'ai demandé deux rapports au CEN : un rapport à court terme qui devrait m'être transmis demain et un second qui sera rédigé suite à la visite sur place d'une équipe du CEN. Tous les éléments de l'enquête seront transmis à l'AIEA. Une fois qu'elle aura rendu son avis, j'évaluerai la situation avec le CEN et je proposerai des mesures.

Je veillerai en tout cas à régler le problème dans les plus brefs délais.

01.03 Muriel Gerkens (ECOLO) : La Belgique est-elle prête à assumer si nécessaire un démantèlement ou la maintenance des installations ?

01.04 Guy Verhofstadt, premier ministre (*en français*) : Je ne peux vous répondre avant de disposer du rapport, qui servira aussi à établir des responsabilités. Je rappelle que les installations ont été données à la Belgique par les États-Unis.

Ma préoccupation actuelle est de déterminer s'il y a des problèmes, quelle est leur nature et quelles sont les solutions proposées par le CEN. Mais la Belgique ne reniera pas ses responsabilités.

01.05 Muriel Gerkens (ECOLO) : Il incombe à la Belgique de prendre en charge ce problème.

Ce réacteur est au sommet d'une colline qui surplombe Kinshasa. Les conséquences d'un accident pourraient être dramatiques. Et, contrairement à ce que M. De Decker semble penser, le gouvernement congolais n'a pas la possibilité d'assumer seul cette responsabilité.

01.06 Guy Verhofstadt, premier ministre (*en français*) : J'ai conscience des responsabilités historiques de la Belgique. C'est pourquoi j'ai envoyé le CEN sur place.

01.07 Muriel Gerkens (ECOLO) : Le rôle à jouer par la Belgique est d'autant plus important qu'il y a aussi un problème de dispersion de matériel nucléaire.

L'incident est clos.

02 Question de M. Melchior Wathelet au premier ministre sur "l'octroi d'un doctorat honoris causa à M. Kabila, président du Congo" (n° P1795)

02.01 Melchior Wathelet (cdH) : Je suis surpris par la manière dont a été traité le dossier du titre de docteur honoris causa que M. Flahaut voudrait voir décerner à M. Kabila. M. De Gucht et vous-même avez d'abord affirmé que ce type d'initiative était de la compétence du ministre des Affaires étrangères. Une telle décision serait donc d'ordre politique. Pour sortir de l'imbroglio, vous avez ensuite déclaré que la décision appartenait au conseil d'administration de l'École royale militaire (ERM). Dès lors, la décision n'aurait plus rien de politique. Quelle est l'interprétation correcte ?

Par ailleurs, l'absence de cohérence de votre gouvernement, déjà malsaine à l'échelon belge, l'est encore plus au niveau international, et ce d'autant que M. Flahaut a déjà dû être rappelé à l'ordre, notamment par M. Solana au sujet de l'envoi de militaires au Congo.

Enfin, la presse rapporte ce matin certains propos peu élogieux de votre entourage au sujet de M. Flahaut. Cela n'améliore pas non plus notre image.

02.02 Guy Verhofstadt, premier ministre (*en français*) : Je ne peux que répéter les propos que M. Flahaut et moi-même avons tenus hier. Vu l'émoi provoqué par l'annonce de ce titre de docteur honoris causa, le ministre de la Défense a décidé, en concertation avec moi-même, de demander au conseil d'administration de l'ERM de se prononcer.

L'avis du Conseil de la Faculté des sciences sociales et militaires sera également sollicité.

02.03 Melchior Wathelet (cdH) : Le meilleur moyen de rester cohérent est de ne rien dire ! Vous ne répondez pas à ma question.

02.04 **Guy Verhofstadt**, premier ministre (*en français*) : Vous êtes surpris, voire agacé, que le problème soit résolu.

02.05 **Melchior Wathelet** (cdH) : Vous ne tranchez pas ; vous ne prenez pas position politiquement. En ce qui concerne la cohérence au sein de votre équipe, je constate que vous rappelez sans cesse à l'ordre M. Flahaut. Je voudrais que la politique internationale de la Belgique soit plus claire et cohérente.

L'incident est clos.

Le **président** : M. Verwilghen est légitimement excusé. M. De Coene souhaite-t-il poser sa question aujourd'hui et entendre la réponse d'un autre ministre ou préfère-t-il poser sa question à M. Verwilghen la semaine prochaine ?

02.06 **Philippe De Coene** (sp.a-spirit) : Je préfère poser ma question la semaine prochaine au ministre.

03 **Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Défense sur "la mise à disposition d'hélicoptères militaires au président du Bénin" (n° P1798)**

03.01 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang) : « Transformez les épées en socs de charrues », telle était une devise des pacifistes dans les années 70. M. Flahaut est occupé à transformer l'armée belge mais il ne sait pas exactement en quoi. Nous avons déjà appris que notre armée avait joué le rôle d'Europe Assistance pour un milliardaire russe. Il nous revient maintenant que notre force aérienne organise un service de taxi aérien pour le président du Bénin. Deux hélicoptères belges sont stationnés dans ce pays, avec pas moins de 17 militaires pour s'en occuper. Le département de la Défense précise qu'il s'agit d'un exercice mais cela signifie-t-il alors qu'un chef d'état étranger sert de cobaye ? Pourquoi notre pays offre-t-il un cadeau au président du Bénin sous la forme d'un service de taxi aérien pendant un an ? L'ensemble du gouvernement était-il au courant et a-t-il approuvé cette opération ?

03.02 **Laurette Onkelinx**, ministre (*en néerlandais*) : Je réponds au nom de M. Flahaut. Le Bénin est intéressé par l'achat de deux à quatre hélicoptères A109 de nos forces armées. Le dossier de vente est en préparation. Deux A109 sont déployés au Bénin pour permettre à l'équipage de se familiariser avec les conditions de travail dans un climat tropical, avec les vols à basse altitude et avec les appareils de vision nocturne. En outre, l'objectif est de permettre aux militaires béninois de se familiariser avec les possibilités de l'appareil. Des vols contre paiement sont également effectués pour le président du Bénin.

03.03 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang) : Apparemment donc, on ne peut plus apprendre à voler à basse altitude en Belgique et il n'y fait plus jamais nuit! (*Rires sur les bancs du Vlaams Belang*). Le texte du chef de cabinet du ministre de la Défense ne parle d'ailleurs aucunement de faire payer les vols effectués pour les besoins du président et, de toute façon, les appareils ont déjà été transportés au Bénin à nos frais. Notre armée n'a pas à organiser de service de taxi pour un chef d'État d'Afrique Centrale, quel qu'il soit!

L'incident est clos.

Le **président** : M. Maingain n'étant pas présent, je lui suggérerai de reporter sa question à la semaine prochaine.

04 **Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "les nouveaux chiffres de l'OCDE relatifs à la pression fiscale sur l'emploi" (n° P1799)**

04.01 **Hendrik Bogaert** (CD&V) : L'OCDE mesure chaque année la charge fiscale sur le travail dans les pays membres. Pour la septième année consécutive, il apparaît que les isolés belges sont les plus taxés de l'ensemble du monde industrialisé. En ce qui concerne la pression fiscale et parafiscale totale, nous sommes troisièmes du classement. Étant donné le rythme « effréné » auquel la violette a fait baisser la pression fiscale, il faudra encore attendre 40 ans avant d'atteindre la moyenne européenne !

Ce gouvernement a beau prétendre que la pression fiscale s'est déplacée du travail vers la consommation,

cette affirmation ne repose sur rien. Les chiffres de l'OCDE montrent clairement que les super-amendes sur le travail restent une réalité dans notre pays !

04.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Je réponds au nom de M. Reynders, qui est en séjour à Moscou. La méthodologie de l'OCDE est basée sur des cas types. Pour les besoins de la comparaison, il n'a été tenu compte que des déductions et des prestations existant dans presque tous les pays. Pour un couple avec deux enfants et un revenu moyen, la pression fiscale a baissé de 2,5 points de pour cent en Belgique, tandis qu'elle a augmenté de 2,5 points de pour cent chez nos voisins. Le fossé s'est dès lors comblé à concurrence de 5 % et ne se chiffre plus qu'à 2 points de pour cent. Nous avons réalisé toutes ces avancées dans le cadre d'une discipline budgétaire stricte. En effet, contrairement à nos voisins, la Belgique n'a pas enregistré de déficits au cours des dernières années.

Il n'empêche que les pays de l'OCDE et de l'UE-15 dans leur ensemble font encore mieux que nous, bien que la fracture se réduise également par rapport à cette moyenne. Le couple belge type a bien progressé dans le classement international, notre pays passant de la deuxième à la sixième place. En ce qui concerne les isolés, nous ne quittons toutefois pas la position de tête. Il convient pourtant de souligner que les articles publiés dans la presse tiennent compte de la pression fiscale, comme de la pression sociale. Peut-être M. Bogaert devrait-il poser la même question au ministre des Affaires sociales.

04.03 Hendrik Bogaert (CD&V) : La réalité, c'est que la pression fiscale ne diminue guère et que cette stagnation exerce un effet négatif sur l'emploi. Depuis l'avènement de la violette, 67.000 personnes sont venues grossir les rangs des chômeurs et le degré d'emploi n'a augmenté que de 0,23 pour cent, ce qui est bien trop peu pour réaliser dans les délais les objectifs de Lisbonne. En outre, la Banque Nationale estime que le budget présente un déficit structurel de 51 milliards d'euros et que nous sommes les champions de la pression fiscale qui pèse sur les isolés. Je suggère au gouvernement de consulter le dictionnaire à la recherche de la signification du terme « statu quo ».

L'incident est clos.

04.04 Pieter De Crem (CD&V) : Non seulement des ministres se font continuellement excuser et ne viennent pas mais plus aucun ministre n'est même présent cette fois !

Le **président** : Vous avez parfaitement raison, Monsieur De Crem. Des ministres vont arriver mais je vais suspendre la séance pendant un moment jusqu'à ce que l'un d'entre eux soit présent dans l'hémicycle.

La séance est suspendue à 14 h 45.

Elle est reprise à 14 h 46.

05 Question de Mme Greet van Gool au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la réforme approfondie des services d'incendie" (n° P1800)

05.01 Greet van Gool (sp.a-spirit) : Hier, les pompiers ont manifesté à Bruxelles ainsi que dans d'autres villes du pays. Ils ont formulé une série de revendications justifiées qui ont trait essentiellement à leur statut. Ils revendiquent par exemple un salaire identique pour tous les membres du personnel des services d'incendie, quel que soit leur lieu d'affectation. Ils exigent en outre la reconnaissance de leur profession en tant que métier à risque et réclament une formation et un apprentissage solides. Comme chacun sait, le ministre a l'intention de s'attacher d'abord à améliorer l'organisation et la structure des services d'incendie. Est-il disposé aussi à se concerter avec les syndicats de façon à satisfaire les desiderata exprimés hier ?

05.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Comme je me trouvais en commission de l'Intérieur de la Chambre, c'est mon chef de cabinet qui a reçu les syndicats descendus dans la rue hier. Le projet concernant la réforme des services d'incendie sera traité au Parlement à partir de la semaine prochaine. Les syndicats ont précisé qu'ils en soutiennent les idées-force. Les fédérations de services d'incendie et les villes et communes étaient représentées au sein de la commission Paulus. Les idées-force du projet ont été examinées et débattues, au préalable et en long et en large, avec elles. Par conséquent, la réforme bénéficie du soutien d'une grande partie de la population. C'est ainsi que le gouvernement a accepté entre autres de satisfaire les conditions budgétaires posées par les villes et communes, l'organisation des services

d'incendie étant en réalité de leur compétence.

Le projet sera examiné à la Chambre au cours des semaines à venir et, parallèlement, je commencerai à négocier avec les syndicats au sein du Comité C. Les textes sont déjà prêts. Il ne faut pas attendre l'adoption du projet par le Parlement pour entamer les négociations avec les syndicats, mais nous ne pourrions conclure celles-ci que si la réforme est adoptée. À partir de ce moment-là, en effet, les services d'incendie seront dotés de la même organisation et de la même structure dans tout le pays.

Nous suivons une procédure analogue à celle qui fut appliquée lors de la réforme des polices, même si cela n'implique pas que le statut évolue forcément à l'identique. J'aimerais que la réforme des services d'incendie soit terminée d'ici à la fin de la législature.

05.03 Greet van Gool (sp.a-spirit) : Je me réjouis d'entendre que l'on va déjà négocier avec les syndicats. Dans de nombreuses villes, les corps de pompiers sont confrontés à un important phénomène de vieillissement. L'on recourt aussi beaucoup à des pompiers volontaires. Il convient donc de rendre la profession plus attrayante, pour attirer plus de jeunes.

Veut-on permettre aux volontaires qui exercent déjà une autre activité professionnelle mais qui s'engagent comme pompiers volontaires de bénéficier du congé éducatif ?

05.04 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Nous ne pouvons pas anticiper les négociations, qui débiteront le 16 mars prochain. Les volontaires y seront certainement associés mais la distinction entre professionnels et volontaires sera certainement maintenue. Je ne suis pas partisan d'une professionnalisation complète des corps de pompiers. Toutefois, la suggestion de Mme Van Gool sera intégrée dans les négociations.

L'incident est clos.

06 Questions jointes de

- **M. Benoît Drèze au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les conditions de détention au centre fermé de Vottem" (n° P1801)**

- **M. Mohammed Boukourna au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les conditions de détention au centre fermé de Vottem" (n° P1802)**

06.01 Benoît Drèze (cdH) : Après la démission, il y a un an, du médecin du Centre, se déclarant incapable de soigner correctement les enfants incarcérés, et le refus, en novembre dernier, par quatre gardiens, de placer en cellules d'isolement des personnes souffrant de graves problèmes psychiatriques, aujourd'hui, selon *La Libre Match*, étant donné qu'il n'y a plus de médecin à Vottem, c'est le directeur du personnel qui ordonne aux infirmières d'administrer des médicaments à des doses inappropriées. Celles qui le font remarquer sont harcelées par la direction avant d'être licenciées abusivement. C'est inadmissible !

Je regrette vraiment que le ministre de la Santé ne soit pas compétent dans les centres fermés et vous invite tous à vous interroger sur ces pratiques !

Le ministre confirme-t-il ces faits ? Dispose-t-il d'informations complémentaires ? Accepte-t-il, à la demande de la Ligue des droits de l'homme, d'auditionner les ONG sur le vécu en centres fermés ?

06.02 Mohammed Boukourna (PS) : En novembre dernier, je vous interrogeais sur le même sujet et j'aurais aimé ne pas devoir y revenir !

D'après *La Libre Match*, des personnes qui n'appartiennent pas au personnel médical participent à la prise de décision d'actes médicaux, ordonnent la délivrance de médicaments potentiellement dangereux et des prescriptions sont effectuées à distance ! Une énorme pression est exercée sur les membres du personnel qui souhaitent respecter la déontologie médicale.

Confirmez-vous ces faits ? L'Office des étrangers a-t-il pris une décision ou réagi à ce sujet ? Une plainte a-t-elle été déposée ? Quelles dispositions prendrez-vous pour faire la lumière sur ces faits et les empêcher de se reproduire ?

06.03 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Je constate que ces accusations ont été lancées cette fois-ci par des infirmières, dont une a été licenciée. J'avais déjà demandé qu'on arrête de s'adresser au ministre par le biais de la presse, qu'on s'adresse directement à moi et qu'on me fasse un rapport de tous les faits que vous dénoncez. Cela ne s'est pas produit.

Jusqu'à présent, aucune enquête n'a fait apparaître des pratiques illicites. En revanche, une analyse du rapport des ONG a fait apparaître des inexactitudes quant aux faits relatés.

Nous avons discuté hier de la possibilité de commander un audit des centres fermés au Collège des médiateurs. Je ne m'y suis pas opposé. Mais je rappelle qu'il existe un service de contrôle à l'Office des étrangers et une commission des plaintes. Enfin, tous les parlementaires ainsi qu'une série d'organisations ont accès au centre fermé. Il faut privilégier le recours aux instances existantes.

J'ai demandé à mon administration d'examiner les nouvelles plaintes.

06.04 Benoît Drèze (cdH) : Il est fait recours à la presse car les personnes en question subissent des pressions. L'année passée, dans les jours qui ont suivi les témoignages, le directeur a demandé aux membres du personnel de signer une pétition comme quoi ces faits ne s'étaient pas passés.

Aujourd'hui, une personne témoigne publiquement pour sauver son honneur. Il existe un régime pour les gens comme vous et moi, mais aussi un régime non contrôlé dans les centres fermés.

Je souhaiterais qu'un médecin soit inclus à nouveau dans le personnel de Vottem afin qu'il puisse juger sur place en âme et conscience.

06.05 Mohammed Boukourna (PS) : Si des plaintes émanaient des centres à l'encontre de fonctionnaires ou à propos de leur fonctionnement, j'aurais apprécié évidemment que ces personnes s'adressent directement à vous. C'est certain et logique.

Nous avons examiné en commission la proposition demandant aux médiateurs fédéraux de préparer un audit sur les centres fermés et d'autres politiques.

06.06 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Je me pose la question du recours en première instance à la presse, alors que des voies administratives ont été prévues à cette fin. Pour ma part, je n'ai pas eu confirmation des faits antérieurs évoqués. Je me demande pourquoi l'infirmière en question a attendu des mois avant de sortir cette histoire dans la presse. Mais je réitère mon invitation. Ceux qui souhaitent s'exprimer peuvent venir demain à mon bureau à 11h.

Hier, en commission, j'ai marqué mon accord pour charger les médiateurs d'un examen complémentaire de la situation.

06.07 Mohammed Boukourna (PS) : Il faut évidemment privilégier le recours aux instances chargées des contrôles avant d'envisager de s'adresser à la presse. Nous soulevons ici des points qui méritent d'être clarifiés. Ce dossier confirme l'utilité de la mission des médiateurs fédéraux.

06.08 Benoît Drèze (cdH) : Les gardiens qui ont témoigné l'année passée ne sont pas restés anonymes pour moi. Je les ai rencontrés avec Mme Genot. Quant à l'infirmière, elle a écrit plusieurs lettres indiquant son malaise. Il en résulte qu'elle s'est sentie victime de harcèlement et, ensuite, de licenciement abusif. Ce sont des faits objectifs qui devraient vous inciter à modifier votre regard.

L'incident est clos.

07 Question de M. Daniel Bacquelaine au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la réforme de la cardiologie" (n° P1804)

07.01 Daniel Bacquelaine (MR) : Un des deux arrêtés royaux relatifs aux soins cardiaques a été suspendu par le Conseil d'État dont la critique essentielle porte sur le préjudice subi par les centres qui seront privés de cardiologie. Allez-vous simplement adapter le contenu de ces arrêtés royaux pour tenir compte des remarques du Conseil d'État ou allez-vous en profiter pour modifier ces arrêtés en profondeur et tenir compte des négociations entre institutions hospitalières ?

07.02 Rudy Demotte, ministre (*en français*) : Je garde la même ligne de conduite. Il y a un consensus pour considérer la technique B1 comme obsolète et pour se concentrer sur les techniques B2 et B3. Premièrement, je souhaite aborder le problème du couplage de ces deux niveaux. Ensuite, des seuils d'activité sont nécessaires pour éviter les problèmes : 400 pour les B2, 250 pour les B3.

Suite à l'arrêt de suspension du 21 février, je vais retirer mon arrêté et réintroduire le même, en tenant compte d'un certain nombre de remarques du Conseil d'État, dont celle relative à la formulation de l'urgence, à calculer plutôt en temps qu'en kilomètres.

Enfin, lorsque le Conseil d'État attire l'attention sur le fait que des cardiologues risquent de ne pas retrouver les mêmes conditions de travail, il rejoint mon argument selon lequel il y a pléthore d'offre.

07.03 Daniel Bacquelaine (MR) : J'entends bien votre détermination, et je n'utiliserai pas le mot entêtement.

Les B1 seuls, cela n'a certes pas de sens et il faut arrêter. Par contre, le couplage entre la coronarographie, l'angioplastie interventionnelle et la chirurgie cardiaque, je ne suis pas si sûr que ce soit indispensable. Au contraire, la chirurgie cardiaque va progressivement devenir de plus en plus marginale.

Les négociations entre institutions hospitalières qui suivent la parution des arrêtés royaux se font sur base d'intérêts financiers et non de la qualité des soins. À Liège, par exemple, il y a deux services de chirurgie cardiaque : c'est évidemment un non-sens sur le plan de la qualité des soins !

Je voudrais que certains points soient re-précisés dans l'arrêté royal qui organise les soins en matière de cardiologie.

Il faudrait également que les centres hospitaliers, qui bénéficient d'une large expérience en la matière, puissent continuer à travailler et revoir les centres de chirurgie cardiaque en tenant compte davantage de la qualité des soins que des intérêts particuliers.

L'incident est clos.

08 Question de M. Luc Goutry au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le kiwi bradé" (n° P1805)

08.01 Luc Goutry (CD&V) : Le dossier relatif au modèle kiwi devient de plus en plus affligeant. Il y a deux semaines à peine, Mme De Block a déclaré que ce modèle est condamné étant donné qu'il ne permet manifestement pas de maîtriser les coûts du remboursement des médicaments. Le CD&V estime que les médicaments doivent être mis en concurrence et qu'il faut opter pour les moins onéreux si nous voulons maîtriser les prix.

Le ministre semble assurément avoir cédé à la pression de l'industrie pharmaceutique. Il a déjà modifié la procédure à deux reprises, à l'avantage des médicaments de marque. Le ministre déclare à présent que la diminution importante du prix de l'hypocholestérolémiant Zocor, vendu uniquement par Merck Sharpe & Dohme (MSD), prouve que le modèle est efficace.

M. Vankrunkelsven, sénateur, déclare toutefois que la procédure suivie n'est pas acceptable étant donné que la société qui produit le Zocor commercialise également le nouvel hypocholestérolémiant Inergy à un prix beaucoup plus élevé. Le médicament Inergy sera également remboursé. Comme il est d'usage sur le marché pharmaceutique, seul le médicament le plus cher sera encore en vente dans le futur et les frais

encourus par l'assurance maladie seront dès lors accrus.

Que pense le ministre de cette procédure et du fait que le remboursement des deux produits de la même société est lié ? Suivra-t-il l'avis de la Commission de remboursement des médicaments (CRM) ? Comment des économies seront-elles dès lors réalisées ?

08.02 Rudy Demotte, ministre (*en néerlandais*) : Il serait absurde de suivre les deux avis de la CRM et de ne pas autoriser le remboursement du produit Zocor mais bien celui du produit Inergy, plus coûteux. Le coût en serait plus élevé pour la société. Je souhaite toutefois une diminution du prix des hypocholestérolémiants en autorisant le remboursement du Zocor en tant que seule simvastatine. Je me demande pourquoi les autres entreprises n'ont pas réagi. Les prix des simvastatines ont considérablement diminué depuis mon entrée en fonction.

Les informations publiées aujourd'hui dans la presse sont exagérées. Le nouveau médicament Inergy est une combinaison de deux autres produits, qui ont fait l'objet d'un avis positif de la CRM. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'un médicament de première ligne et il ne peut remplacer la simvastatine. Je suis étonné que M. Goutry se contente de relayer l'argumentation de la presse. Selon l'article en question, une diminution du prix d'un médicament pourrait entraîner la disparition de ce produit sur notre marché mais il s'agit d'un non-sens. Des médicaments génériques sont également disponibles.

08.03 Luc Goutry (CD&V) : J'ai bien entendu vérifié mes arguments auprès d'experts. Les déclarations de ces derniers vont toutes dans le même sens. Le marketing organisé autour d'un nouveau produit évince presque toujours le produit meilleur marché et plus ancien utilisé dans les mêmes indications.

En plus de perdre le produit bon marché, nous avons également perdu le dernier pour cent de confiance dans la solution qui consiste à organiser une adjudication publique dans le but de maîtriser les coûts de remboursement des médicaments.

Je continue dès lors à trouver étonnant que le remboursement de deux produits de la même société soit couplé, même si le ministre dément l'existence d'un tel système. La décision en incombe au ministre, car la CRM se limite à rendre un avis.

08.04 Rudy Demotte, ministre (*en néerlandais*) : Si je suivais l'avis, j'agréerais un médicament plus onéreux, j'assurerais son remboursement et je refuserais un médicament meilleur marché.

08.05 Luc Goutry (CD&V) : Le ministre devrait permettre le remboursement du Zocor, le vainqueur bon marché de la procédure kiwi, et attendre la preuve de l'efficacité supérieure de l'Inergy avant d'agréer ce dernier. Il se retranche à présent derrière les avis de la CRM, qui ne sont pas unanimes. Je me demande si les socialistes ne se sont pas laissé mener par le bout du nez par l'industrie pharmaceutique.

L'incident est clos.

09 Question de M. Ludo Van Campenhout au secrétaire d'État aux Entreprises publiques, adjoint à la ministre du Budget et de la Protection de la consommation, sur "le manque de communication d'Infrabel aux usagers de la SNCB à Anvers" (n° P1806)

09.01 Ludo Van Campenhout (VLD) : Le tunnel ferroviaire Kennedy sera hors service les quatre prochains week-ends, ce qui aura d'importantes conséquences pour les voyageurs. Très peu d'informations sont fournies : des brochures n'ont été distribuées dans les gares que cette semaine mais les voyageurs du week-end ne seront pas informés pour autant. Aux Pays-Bas, ProRail diffuse largement de telles informations dans les journaux et à la télévision.

Le secrétaire d'État reconnaît-il que le groupe cible, à savoir les voyageurs du week-end, a été mal informé ? Promet-il une meilleure communication à l'avenir ?

09.02 Bruno Tuybens, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Je ne peux pas donner tort à M. Van Campenhout. Infrabel n'a distribué les brochures, diffusé les affiches et placé les informations sur le site internet que cette semaine. Elle a jugé qu'il valait mieux informer les voyageurs le plus tard possible mais elle

m'a fait savoir aujourd'hui qu'il est peut-être préférable d'opérer en deux phases et de mener une campagne deux semaines avant les travaux et juste avant les travaux. Il faut aussi qu'il y ait un échange d'informations correct entre Infrabel et la société de transport SNCB, afin que les informations puissent également être incorporées dans le planificateur d'itinéraire. Il s'agit-là effectivement d'un point important qui doit retenir l'attention à l'avenir.

09.03 Ludo Van Campenhout (VLD) : Je remercie le secrétaire d'État pour la fermeté de son intervention. En ce qui concerne la communication, il convient certainement d'établir une distinction entre les personnes qui voyagent la semaine et celles qui voyagent le week-end.

L'incident est clos.

09.04 Pieter De Crem (CD&V) : L'heure des questions a connu des ratés à cause de l'absence de certains ministres. Celle de M. Flahaut, en particulier, est frappante. Le ministre n'était pas officiellement « empêché ». C'est seulement lorsqu'un problème politique a surgi qu'il a dû se rendre subitement à l'étranger, à Wiesbaden. Si des ministres sont empêchés en raison d'obligations à l'étranger, il convient de l'annoncer.

L'ordre du jour de cet après-midi comporte plusieurs projets relatifs à la Protection de la consommation. La ministre, Mme Van den Bossche, sera-t-elle présente ?

Le **président** : Oui, Mme Van den Bossche sera présente. Par ailleurs, l'annonce tardive du voyage de M. Flahaut à Wiesbaden m'a surpris, moi aussi.

09.05 Pieter De Crem (CD&V) : Les obligations internationales sont généralement connues longtemps à l'avance et j'ignore s'il s'est vraiment rendu à Wiesbaden, mais sa présence à la Chambre était bel et bien annoncée.

Le **président** : Je serais particulièrement surpris si le ministre n'était pas à Wiesbaden, alors qu'il me l'a signalé.

10 Ordre du jour

Le **président** : Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 28 février 2007, je vous propose de reporter la discussion du projet de loi portant modification de la procédure de fixation du taux maximum de référence pour les opérations d'assurance à long terme (n°s 2844/1 à 3) et d'inscrire à l'ordre du jour de la séance plénière de cet après-midi les points suivants:

- le projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République de l'Ouganda, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Kampala le 1er février 2005 (transmis par le Sénat) (n° 2904/1);
- le projet de loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants :
 - 1° Instrument d'amendement à la Constitution de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992);
 - 2° Instrument d'amendement à la Convention de l'Union internationale des télécommunications (Genève, 1992), faits à Marrakech le 18 octobre 2002 (transmis par le Sénat) (n° 2905/1);
- le projet de loi portant assentiment à l'Accord, conclu par échange de lettres datées du 23 mai 2005, entre le Gouvernement du Royaume de Belgique avec la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif à la coopération dans les régions frontalières (transmis par le Sénat) (n° 2906/1);
- le projet de loi portant assentiment à l'Acte portant révision de la Convention sur la délivrance de brevets européens (Convention sur le brevet européen) du 5 octobre 1973, révisée en dernier lieu le 17 décembre 1991, fait à Munich le 29 novembre 2000 (transmis par le Sénat) (n° 2907/1);
- le projet de loi portant assentiment à l'Accord d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Turquie, signé à Ankara le 3 novembre 2003 (transmis par le Sénat) (n° 2908/1);
- le projet de loi portant assentiment à la Convention d'assistance administrative entre le Royaume

de Belgique et le Royaume du Maroc en vue de prévenir, de rechercher et de réprimer les infractions douanières, et à l'Annexe, signées à Bruxelles le 4 octobre 2002 (transmis par le Sénat) (n° 2909/1);

- le projet de loi portant assentiment à l'Accord bilatéral d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan, signé à Bruxelles le 18 mai 2004 (transmis par le Sénat) (n° 2910/1);
- le projet de loi portant assentiment à l'Accord bilatéral d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Cabinet des Ministres de l'Ukraine, signé à Bruxelles le 1er juillet 2002 (transmis par le Sénat) (n° 2911/1);
- le projet de loi portant assentiment à la Convention générale de coopération au développement entre le Royaume de Belgique et la République du Rwanda, signée à Kigali le 18 mai 2004 (transmis par le Sénat) (n° 2912/1);
- le projet de loi portant assentiment à la Convention générale de coopération bilatérale directe entre le Royaume de Belgique et la République de l'Ouganda, signée à Kampala le 1er février 2005 (transmis par le Sénat) (n° 2913/1);
- le projet de loi portant assentiment à l'Accord d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Royaume de Belgique et le Burkina Faso, signé à Bruxelles le 24 novembre 2003 (transmis par le Sénat) (n° 2914/1);
- le projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République d'Albanie relative à la coopération policière, signée à Bruxelles le 22 mars 2005 (transmis par le Sénat) (n° 2915/1);
- le projet de loi interdisant le financement de la fabrication, de l'utilisation ou de la détention de mines antipersonnel et de sous-munitions (transmis par le Sénat) (n° 2833/1);
- le projet de loi relatif à la contribution de la Belgique à l'Initiative PPTE ("Pays pauvres très endettés") dans le cadre de la quatorzième reconstitution des ressources de l'Association internationale de Développement (AID) (n° 2876/1).

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Projets et propositions

11 **Projet de loi modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, en ce qui concerne la reconduction tacite de contrats à durée déterminée (2790/1-5)**

- Proposition de loi favorisant la protection du consommateur en ce qui concerne la reconduction tacite des contrats à durée déterminée (1803/1-2)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

11.01 **Magda De Meyer**, rapporteur : La commission a examiné ce projet les 23 janvier et 6 février 2007. Dans son exposé introductif, la ministre a souligné la nécessité d'instaurer une protection particulière en faveur du consommateur en ce qui concerne la reconduction tacite des conventions de service à durée limitée. Cette reconduction tacite présente l'inconvénient d'à nouveau lier le consommateur pour une durée plus longue s'il omet de réagir en temps opportun. Le nombre de contrats de service comportant une clause de tacite reconduction, généralement imprimée en petits caractères, ne cesse d'augmenter et la responsabilité du prolongement ou non de la convention repose entièrement chez le consommateur.

Le projet de loi comporte deux éléments : le consommateur peut à tout moment résilier le contrat moyennant le respect d'un délai d'un mois maximum et la clause de tacite reconduction doit figurer à la première page, en caractères gras et dans un encadré.

Lors de la discussion générale, M. T'Sijen a attiré l'attention sur sa propre proposition de loi visant à remédier au déséquilibre entre le consommateur et le vendeur, qui repose sur le même principe de base mais défend une philosophie différente. Le projet tend effectivement à contraindre le vendeur à rappeler au consommateur la date de résiliation de son contrat.

Sur la base de cette proposition de loi, plusieurs auditions ont été organisées qui ont malgré tout mis en

évidence plusieurs problèmes : les contrats d'assurance devraient être exclus de la nouvelle obligation et la charge administrative des vendeurs augmenterait considérablement.

M. T'Sijen s'est déclaré disposé à se rallier à la solution de rechange proposée dans l'actuel projet mais il a malgré tout présenté deux amendements tendant l'un, à élargir le champ d'application du projet aux produits, l'autre, moins ambitieux, à habiliter le Roi à étendre le champ d'application aux produits. Deux autres amendements ont été retirés après les explications de la ministre.

Mme Creyf a marqué son accord sur les objectifs du projet mais a néanmoins émis des réserves. Elle a relayé les craintes d'être exposés à des coûts supplémentaires exprimées par le secteur de la distribution et les classes moyennes devant le Conseil de la consommation. Ces secteurs ont également estimé que le délai de résiliation est trop court et que la réaction des vendeurs pourrait bien être de rallonger la durée des contrats.

M. Lano a estimé que la mesure selon laquelle les consommateurs peuvent résilier un contrat à tout moment allait trop loin.

Mme Ghenne a souscrit au projet de loi au nom du PS.

M. Tant a demandé davantage de clarté sur la délégation de pouvoir au Roi concernant les produits et les catégories de produits.

La ministre a répondu lors de la discussion que le projet ne s'applique qu'aux contrats de service. Elle s'est déclarée disposée à ajouter dans le projet que des produits ou des catégories de produits peuvent également relever du champ d'application du projet de loi par le biais d'un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. Le deuxième amendement de M. T'Sijen a dès lors été adopté de facto en commission.

Deux amendements ont été adoptés. La commission a adopté le projet par huit voix et trois abstentions.

11.02 **Simonne Creyf** (CD&V) : Ce projet comporte deux dispositions. Il y a tout d'abord la condition de forme qui prévoit que la clause doit figurer en première page, en caractères gras et dans un encadré distinct du reste du texte. Ensuite, il est prévu qu'un tel contrat peut être résilié à tout moment après la reconduction moyennant le respect d'un délai de préavis d'un mois maximum.

Nous reconnaissons l'existence du problème. En effet, le consommateur ignore ou perd de vue que ces contrats ne peuvent être résiliés que durant certaines périodes. Aujourd'hui, le nombre de contrats qui lient les consommateurs est infini.

Le CD&V a cosigné la proposition de loi de M. T'Sijen. Selon celle-ci, le vendeur doit avertir le client de la possibilité de mettre un terme au contrat. Le projet de loi opère un choix différent. Tout contrat peut être résilié après sa reconduction moyennant un préavis d'un mois au maximum. Cet élément a suscité des réactions partagées au Conseil de la consommation. Les classes moyennes et le secteur de la distribution soulignent que les consommateurs pourront désormais résilier leurs contrats sans indemnité et presque immédiatement. Pour eux, c'est exagéré.

Sans vouloir revenir sur tous les éléments négatifs à nos yeux, je tiens cependant à rappeler qu'une de nos principales critiques porte sur le fait que les entreprises auront tendance à prolonger la durée de leurs contrats. Le projet pourrait alors se révéler contre-productif.

La large délégation de compétences au Roi inspire en outre des réticences à notre groupe. Le Roi peut en effet exclure des services et, par la voie de l'adoption d'un amendement, désormais aussi ajouter certains produits. Sur quoi sommes-nous en fait censés voter ? On ne voit pas clairement quels produits et services seront exclus ou ajoutés. Il en résulte une insécurité juridique pour les entreprises, qui ne peuvent plus évoluer dans un cadre légal stable.

C'est pourquoi nous nous abstiendrons lors du vote sur ce projet.

Une question technique pour conclure. L'obligation de faire figurer la clause de tacite reconduction en caractères gras et dans un encadré s'applique-t-elle également aux contrats de courtage immobilier ? L'arrêté royal prévoit en effet également des délais de résiliation écourtés pour ce type de contrats. Le rapport entre ces deux nouvelles réglementations n'apparaît pas clairement.

11.03 Dominique Van Roy (MR) : De nos jours, de nombreux contrats à durée déterminée comprennent une clause de reconduction tacite, souvent ignorée par le consommateur car reprise dans les conditions générales. En outre, cette clause varie de contrat à contrat et le consommateur laisse souvent le délai s'écouler sans avoir pu agir, se retrouvant de nouveau lié, avec toutes les conséquences financières. Mais la reconduction tacite constitue aussi une sécurité pour le consommateur distrait ou négligent, en empêchant une cessation soudaine des services.

C'est pourquoi, je salue l'équilibre instauré par ce projet, qui permet au consommateur de résilier son contrat à tout moment, avec un préavis d'un mois. Et comme le contrat doit mentionner clairement la clause de reconduction tacite, on évite des nouvelles charges administratives dans le chef des vendeurs.

Notre groupe souscrit donc au présent texte de loi, qui apportera une plus-value à la protection du consommateur, tout en ne créant pas de frais supplémentaires pour les entreprises.

Le **président** : Je vous félicite pour votre première intervention à cette tribune (*Applaudissements sur tous les bancs*).

11.04 Koen T'Sijen (sp.a-spirit) : Je me félicite qu'on ait aujourd'hui déjà trouvé une solution à ce problème. Dans le cadre du régime actuel, il existe en effet un déséquilibre entre le consommateur et le vendeur. Il est souvent mentionné en petits caractères qu'un contrat est reconduit tacitement, à moins que le client ne le résilie avant une certaine date. Ainsi, la responsabilité repose entièrement sur le consommateur, pour qui il est évidemment difficile de garder tous ces éléments à l'esprit et qui oublie souvent de résilier le contrat en temps voulu.

La technique de la reconduction tacite est utilisée pour divers abonnements. Elle est surtout préjudiciable au consommateur administrativement plus faible. Il ressort d'une enquête menée par le programme des consommateurs Kassa que 54 % des personnes interrogées jugent la reconduction tacite peu pratique et que 83 % d'entre elles y seraient favorables si un avertissement clair figurait sur le contrat. Il est effectivement très fâcheux de devoir payer pour des services qu'on ne souhaite plus.

De telles clauses de reconduction tacite entravent également l'accès de nouvelles entreprises innovantes au marché. D'un point de vue économique, il s'indique donc également de mettre un terme à cette restriction de concurrence.

Ce projet, examiné dans le prolongement de ma proposition de loi, stipule que les conventions de services à durée déterminée sont résiliables après reconduction tacite moyennant un préavis d'un mois et que la clause de tacite reconduction doit être inscrite clairement dans le contrat, en caractères gras et dans un encadré. Je me réjouis de l'adoption de mon amendement. Il permet au Roi d'élargir le champ d'application à certaines catégories de produits. Les objections étaient nombreuses à ce sujet mais je pense qu'il est préférable que cette matière soit réglée par le biais d'un arrêté royal plutôt que de ne pas l'être. Le Roi pourra également prévoir des exceptions, par exemple pour les comptes à terme. J'ai bon espoir que l'arrêté royal entrera en vigueur rapidement.

Le projet répond aux aspirations des organisations de consommateurs et à la préoccupation accrue pour les droits des consommateurs. Il dissipe également la crainte du Conseil de la consommation que les lourdeurs administratives ne s'aggravent. J'espère que ce projet sera adopté à une large majorité.

11.05 Freya Van den Bossche, ministre (*en néerlandais*) : La loi sur les pratiques du commerce se base souvent sur des délégations au Roi. Cette méthode permet de faire évoluer plus rapidement la réglementation en fonction du contexte en mutation.

La crainte que cette modification de loi entraîne l'élaboration de contrats à durée déterminée de plus en plus longue me paraît non fondée étant donné que le prix doit rester identique pendant l'ensemble de la durée du contrat et qu'il est dès lors particulièrement malaisé, pour le vendeur, de proposer des prix concurrentiels pour les contrats à long terme.

Au sein du Conseil de la consommation, les consommateurs et les fédérations professionnelles sont des parties radicalement opposées. En l'occurrence, il s'agit effectivement d'une mesure à large portée pour protéger les consommateurs. Le but est, en effet, que les consommateurs bénéficient aussi des avantages du libre marché, au lieu d'en subir seulement les inconvénients.

En réalité, les dispositions du projet s'inspirent d'éléments déjà en vigueur pour le secteur immobilier. L'obligation d'indiquer la clause en première page s'applique évidemment aussi aux agents immobiliers.

Je remercie les membres de la commission pour le débat constructif que nous avons eu, ainsi que M. T'Sijen, dont la proposition de loi a attiré notre attention sur la question.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2790/5)

Le projet de loi compte 3 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

11.06 Simonne Creyf (CD&V) : Je voudrais encore livrer une réplique à la ministre quant à l'article premier. S'il est en effet courant de se baser sur des arrêtés royaux dans la loi sur les pratiques du commerce, force est de constater qu'en l'espèce, c'est pour l'ensemble du champ d'application qu'il est renvoyé à l'arrêté royal. Cette situation nuit particulièrement à la sécurité juridique.

La reconduction tacite ne comporte pas que des éléments négatifs. En effet, ce principe assure également la continuité d'un service. Il est exact que le consommateur devait bénéficier d'une meilleure protection, mais on peut tout de même se demander si à présent, le pendule n'est pas en train de passer entièrement de l'autre côté. L'acheteur peut résilier à tout moment et sans bourse délier un contrat qui a été prolongé. Nous nous abstiendrons pour cette raison lors du vote.

Vos réponses relatives aux agents immobiliers et à l'arrêté royal m'ont échappé.

11.07 Freya Van den Bossche, ministre (*en néerlandais*) : La législation se fonde, dans une certaine mesure, sur l'arrêté royal relatif au secteur immobilier. Il y est stipulé que lorsqu'un contrat fait l'objet d'une reconduction tacite, le consommateur peut résilier ce contrat moyennant le respect d'un délai de préavis d'un mois. Sur ce point, la loi ne diffère pas de l'arrêté royal. Le secteur immobilier doit toutefois mentionner cet état de fait en page 1 de ce type de contrat. Pour le reste, les possibilités de résiliation restent inchangées.

11.08 Simonne Creyf (CD&V) : Les exigences de forme doivent dès lors être reprises ?

11.09 Freya Van den Bossche, ministre (*en néerlandais*) : Oui, cette disposition s'applique à chaque secteur.

Les articles 1 à 3 sont adoptés article par article.

Le **président** : La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

12 **Projet de loi modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (2843/1-3)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

Le **président**: Mme Magda De Meyer, qui est rapporteuse, renvoie à son rapport écrit.

12.01 Trees Pieters (CD&V) : Ce projet tend à transposer en droit belge le règlement 2006/2004. Un règlement est directement applicable. Une transposition n'est nécessaire que si le règlement le prescrit explicitement, comme c'est le cas en l'espèce. Ce règlement vise principalement à coordonner et à mieux harmoniser la coopération en matière de protection du consommateur entre les instances compétentes des différents États membres. Il est évident que la lutte en matière de protection du consommateur doit de plus en plus être menée au niveau européen. Le règlement a une incidence pratique importante.

Lors des discussions, j'ai soumis à la ministre une série d'observations du Conseil d'État. Elle a alors indiqué qu'un règlement ne doit en principe pas être transposé dans le droit interne et que la directive jointe en annexe a déjà été transposée dans l'ordre juridique interne. Lors de la discussion des articles, j'ai obtenu de la ministre toutes les précisions que je souhaitais. Étant donné que les réponses se sont révélées concluantes et que le projet assure la conformité de la législation en matière de protection du consommateur au sein de l'Espace économique européen, mon groupe votera tout à l'heure en faveur du projet, comme en commission. (*Applaudissements*)

12.02 Freya Van den Bossche, ministre (*en néerlandais*) : Je tiens à remercier les membres de la commission pour leur attitude constructive.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte corrigé par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2843/1)

Le projet de loi compte 4 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 4 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

13 **Projet de loi réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance (2799/1-5)**
- **Proposition de loi réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance et de sécurité dans les lieux ouverts (2038/1-3)**
- **Proposition de loi réglant l'utilisation de caméras de surveillance (2187/1-3)**

Transmis par le Sénat

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

13.01 Corinne De Permentier, rapporteur : Le projet qui vous est présenté répond à une nécessité tant sociale que constitutionnelle. Il a cependant suscité débat car il met en balance le droit à la vie privée avec le droit à la sécurité.

La loi de 1992 ne présentait pas de garanties suffisantes quant au respect de la vie privée des personnes filmées.

Le présent projet rend obligatoire de notifier la présence de dispositifs de vidéosurveillance. Les images

visionnées devront être détruites après un délai maximal d'un mois et l'accès aux images limité. Il sera interdit de recueillir des images portant atteinte à l'intimité des personnes ou visant à donner des informations relatives aux convictions idéologiques, religieuses ou à l'appartenance politique.

La commission de la Protection de la Vie privée sera informée de l'installation de caméras de vidéosurveillance.

Enfin, en cas de disposition de caméras dans l'espace public, la décision de poser une caméra de vidéosurveillance devra être prise par le conseil communal.

Cette loi offre un bon équilibre entre les divers impératifs auxquels doit être soumise une société démocratique en veillant à ce que les organes publics et privés ne puissent s'immiscer dans la vie privée des individus tout en garantissant à la société que les mesures nécessaires à sa sécurité soient prises (*Applaudissements sur tous les bancs*).

13.02 Katrien Schryvers (CD&V) : Nous faisons œuvre utile en examinant aujourd'hui un projet de loi réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance car une réglementation de cette matière répond à une nécessité impérieuse. Il y a assez longtemps, le CD&V avait déposé une proposition de loi et il était le premier à le faire. A l'époque, nous nous réjouissions que le ministre semblait se rallier à notre prise de position et donc laisser l'initiative au parlement mais, malheureusement, le débat de commission n'a pas du tout tenu ses promesses. Il est apparu clairement, plusieurs fois, que le ministre partage notre vision des choses en matière de caméras de surveillance sur plusieurs plans mais, à l'évidence, nous ne faisons pas la même lecture que lui de certains articles. Comme, en commission, le manque de temps a fait que nous n'avons disposé d'aucune marge de manœuvre pour débattre et apporter des correctifs ; Le résultat obtenu est un texte imparfait qui comporte de nombreuses zones d'ombre et laisse trop de place à l'interprétation. La Commission de la Protection de la Vie privée et la Ligue des Droits de l'Homme ont fait le même constat. Le présent actuel provoquera litiges et procès.

Ce projet prévoit que dans des espaces non privés, des caméras peuvent être placées après un avis positif du conseil communal et du chef de corps de la zone de police concernés. Mais quid si l'un des avis est négatif ou si aucun avis n'est donné ? En pratique, un avis négatif contraignant n'est rien d'autre qu'un droit de veto. Certes, le ministre dit que des concertations auront lieu dans les zones qui fonctionnent bien mais il n'empêche qu'en cas de litiges, des règles claires sont nécessaires. Nous proposons donc que le chef de corps donne un avis au conseil communal après une analyse de sécurité et d'efficacité. Le conseil communal pourra alors, à son tour, approuver le placement de la caméra. Il s'agira d'une approbation temporaire car de nouvelles analyses pourraient indiquer qu'une vidéo-surveillance n'est plus nécessaire. Après trois ans, une nouvelle autorisation devra être demandée. Nous présenterons un amendement dans ce sens.

Le projet prévoit une durée maximale de conservation des enregistrements d'un mois, comme l'a conseillé à plusieurs reprises la Commission de la protection de la vie privée. Il ne prévoit cependant aucune durée de conservation minimale. Des images pourront donc déjà avoir été détruites au moment où la police les demandera dans le cadre de la constatation d'un délit. Le ministre a déclaré qu'aucune personne qui place une caméra ne détruira des images susceptibles de prouver un délit, mais il oublie que les caméras enregistrent aussi les infractions commises par celui qui enregistre et stocke les images. Nous plaçons dès lors pour une durée de conservation minimale des images des caméras, dans les espaces fermés comme non fermés. Nous avons également un amendement à ce sujet.

Aujourd'hui, je n'ai encore formulé que quelques-unes de nos objections. J'espère donc qu'une évaluation et une adaptation restent possible et que celui qui sera chargé d'appliquer la loi consultera aussi les documents parlementaires. Etant donné les nombreuses possibilités d'interprétation, il me semble que ce sera pour le moins nécessaire.

13.03 Jean-Claude Maene (PS) : De plus en plus de communes et d'entreprises installent des systèmes de vidéosurveillance, donnant l'impression d'un développement anarchique, sans régulation. Les dispositions que nous examinons clarifieront les choses, elles donneront davantage de garanties juridiques.

Le projet de loi a fait l'objet d'un travail remarquable au Sénat.

Les systèmes de vidéosurveillance sont déjà régis par les dispositions de la loi de 1992 relative à la

protection de la vie privée. Toutefois, une loi plus précise s'impose afin d'éviter l'insécurité juridique.

La rapporteuse, Mme De Permentier, a déjà longuement rappelé ce qu'énonce la Convention européenne des Droits de l'Homme. Il convient de chercher un équilibre entre le respect de la vie privée, pour éviter que nous ne tombions dans une société à la "Big Brother", et le rôle préventif de la surveillance par caméras.

Notre objectif est de mieux encadrer l'utilisation de caméras de surveillance.

La loi relative à la protection de la vie privée impose à l'utilisateur d'un système de caméras d'en faire la déclaration auprès de la Commission de la protection de la vie privée.

Trop peu d'utilisations de caméras répondent à ces différentes obligations, ce qui appelle une régulation.

Les cinq grands principes sous-tendant le dispositif mis en place nous paraissent importants : le principe de finalité légitime, qui veut que l'objectif de la vidéosurveillance soit conforme à la loi ; le principe de proportionnalité, qui exige une balance entre respect de la vie privée et protection de l'ordre public ; le principe de transparence, qui veut que le citoyen soit informé qu'il est visionné ; le principe de qualité des images, qui implique l'obligation d'empêcher leur falsification à de mauvaises fins ; et le principe de subsidiarité, qui impose de prouver qu'il n'y a pas d'autre mesure moins attentatoire à la vie privée.

La loi de 1992 octroie des droits importants aux citoyens. À ces garanties s'ajouteront des dispositions du projet de loi en discussion.

Pour les caméras installées dans les espaces publics, c'est-à-dire par les communes et les zones de police, un débat aura lieu au sein du conseil communal, qui aura le dernier mot. Les mesures de prévention et de sécurité devront aussi apparaître dans le plan zonal de sécurité débattu en conseil, ce qui assurera la cohérence avec les autres priorités et dispositifs de police. Les images devront être prises sous l'autorité de la police et le Roi précisera les conditions d'habilitation pour les visionner.

J'attire également l'attention sur la clarification des obligations auxquelles seront soumis les utilisateurs privés de caméras de surveillance dans les lieux privés accessibles ou non au public et sur l'interdiction générale de porter atteinte à l'intimité, aux opinions politiques, syndicales et autres.

Mon groupe votera donc ce texte qui nous semble apporter des garanties suffisantes (*Applaudissements*).

13.04 Willy Cortois (VLD) : Ce projet de loi a été examiné en détail en commission de l'Intérieur. Des représentants de la Ligue des Droits de l'Homme, de la Commission de la protection de la vie privée et des polices locale et fédérale ont été entendus. La Ligue a préconisé une approche légale inverse et une interdiction générale de l'installation de caméras de surveillance, en prévoyant néanmoins quelques exceptions bien définies. Cette approche ne me déplaît guère mais elle ne tient pas compte des préoccupations de la société en matière de sécurité. Les représentants de la Commission de la protection de la vie privée et la police ont formulé quelques observations critiques sur le texte du Sénat mais l'ont néanmoins approuvé sur le fond.

Au cours des dix dernières années, le nombre de caméras de surveillance placées par des pouvoirs publics, des entreprises, des commerces et des particuliers a connu une croissance explosive. Le problème, à cet égard, consistait à veiller à ce que cette surveillance par caméras ne mette pas en danger le droit à la protection de la vie privée. Nous ne devons pas aboutir à une société où nous serions épiés sans cesse. La loi du 8 décembre 1992 sur la protection de la vie privée ne pouvait pas prévoir cette évolution technologique

et n'offre dès lors pas de réponse décisive au phénomène des caméras de surveillance. De nombreuses caméras de surveillance fonctionnent encore sans autorisation.

Ce projet tend à créer un équilibre entre le droit à la vie privée et la lutte contre la criminalité. Le VLD accepte le principe du placement de caméras de surveillance pour autant que ces dernières s'inscrivent dans le cadre d'une politique de sécurité intégrale décidée et contrôlée de façon démocratique.

L'article 5 du présent projet prévoit que l'installation de caméras de surveillance sur la voie publique est soumise à un avis positif du conseil communal et du chef de corps. On a dès lors l'impression que l'avis d'un organe élu démocratiquement ne vaut pas davantage que celui du titulaire d'un mandat. Selon moi, il s'agit là de l'un des points faibles de ce projet.

Ce projet stipule également ce qu'il faut entendre par caméra de surveillance. L'installation d'autres caméras, telles que les radars par exemple, relève d'autres législations.

Il est bon que ce projet ait été confié au Sénat. Celui-ci a mené à bien sa mission de réflexion et élaboré un texte équilibré. Le texte n'est toutefois pas parfait. Certains amendements, notamment du CD&V, pourraient améliorer et préciser le texte mais le temps manque pour renvoyer le projet au Sénat. Compte tenu de la prolifération des caméras de surveillance, il est en effet urgent de légiférer. En commission, le texte a d'ailleurs été adopté par dix voix et deux abstentions.

13.05 Dirk Claes (CD&V) : Nous avons présenté un certain nombre d'amendements constructifs mais ceux-ci ne pourront donc semble-t-il pas être adoptés par manque de temps. Nous sommes pourtant disposés à demander à nos collègues du Sénat d'examiner rapidement le projet. Nous souhaitons avant tout disposer d'un bon projet de loi, pour éviter toute contestation juridique ultérieure.

13.06 Willy Cortois (VLD) : Je comprends vos préoccupations mais l'histoire nous apprend que de telles opérations tournent généralement à l'échec. Le risque de voir le travail déjà accompli anéanti est grand. Il faut faire des choix en politique. S'il n'est pas possible d'atteindre l'idéal, il faut se contenter de moins.

Ce projet de loi est en tout état de cause un pas dans la bonne direction, avec un équilibre correct entre le souci de la protection de la vie privée et celui d'une société plus sûre.

13.07 Dirk Claes (CD&V) : L'avis du Conseil d'État sur le texte modifié par le Sénat n'a pas été demandé. Nous le regrettons. Le CD&V est favorable à une loi sur l'utilisation des caméras de surveillance mais craint qu'une loi de réparation sera rapidement nécessaire.

13.08 Willy Cortois (VLD) : Nos préoccupations sont les mêmes. Il faut légiférer en la matière. L'actuel projet de loi peut indéniablement être amélioré mais cette tâche devra être réalisée sous la prochaine législature. *(Applaudissements sur les bancs du VLD)*

13.09 Stijn Bex (sp.a-spirit) : Pourquoi cette législation est-elle nécessaire ? L'installation de caméras de surveillance connaît une croissance exponentielle et nous allons vers une situation comparable à celle de Londres où tout le monde est filmé en permanence. Par ailleurs, la législation en vigueur prête à confusion, notamment à la suite de la décision prise par un juge de Termonde le 25 octobre 2006. Un propriétaire de différentes habitations dans une rue de Sint-Niklaas y avait installé une caméra qui contrôlait l'ensemble de la rue. Les voisins y étaient opposés mais le juge a estimé qu'il ne s'agissait pas d'une atteinte à leur vie privée. Il est dès lors incontestable qu'un cadre législatif adapté et plus efficace est nécessaire. Nous estimons que les personnes qui installent des caméras de surveillance pour des raisons privées ne peuvent les orienter que sur leur habitation privée et non vers les espaces publics.

Spirit a introduit une proposition de loi tendant à lutter contre la prolifération anarchique des caméras de surveillance. M. Cortois a déjà fait allusion à la demande de la Commission francophone des droits de l'homme d'éventuellement subordonner l'autorisation d'installation de caméras à un avis de la Commission de la protection de la vie privée. La mise en place de cette procédure entraînerait cependant une énorme charge de travail et cette matière ne ressortit pas vraiment à la compétence de la commission. Nous estimons que le choix de confier cette compétence au conseil communal est judicieux.

Nous voulons éviter de nous retrouver dans une société dans laquelle tout le monde serait en permanence filmé. Nous considérons que le droit à la protection de la vie privée est aussi important que le droit à la sécurité. Ces droits ne sont par ailleurs nullement contraires et ce projet de loi cherche précisément à concilier et à équilibrer ces deux aspects. S'il est certain que les caméras peuvent accroître la sécurité, elles ne peuvent en aucun cas la garantir. Leur effet dissuasif est relativement limité, sauf à certains endroits, notamment dans les garages, mais même dans ce cas, leur effet se limite souvent à simplement déplacer la criminalité vers les endroits où il n'y a pas de surveillance caméra. Le fait de disposer d'images augmente en effet les chances d'attraper les délinquants. Le coût de la surveillance caméra du domaine public est toutefois très élevé. Le choix entre policiers et caméras de surveillance doit donc toujours être un choix bien pensé au niveau local.

Par le passé, tous les aspects concernant la surveillance par caméra tombaient dans le champ d'application de la législation relative à la protection de la vie privée, mais les principes généraux de cette législation - finalité, efficacité, proportionnalité et subsidiarité - y sont très difficilement applicables. Ce projet exige donc que l'avis du chef de corps de la zone de police locale soit demandé. Ce dernier doit clairement motiver la pertinence du placement d'une caméra en montrant qu'il est bel et bien dicté par un risque réel en matière de sécurité et la garantie que le placement d'une caméra de surveillance permettra effectivement de lutter contre ce risque et ceci de manière plus efficiente que ne le permettrait la seule mobilisation de policiers.

13.10 Dirk Claes (CD&V): L'adoption d'une législation adéquate constitue un progrès mais l'absence d'évaluation est une lacune. Ne convient-il pas de vérifier si les objectifs sont atteints ?

13.11 Stijn Bex (sp.a-spirit) : Lors des débats en commission, j'ai souligné la nécessité de procéder à des évaluations régulières. Le ministre a expliqué l'article 5 comme suit : aucune caméra de surveillance ne peut être installée sans l'avis préalable du chef de corps. Le conseil communal doit en être informé, pour formuler ensuite un avis. Les caméras ne peuvent pas être placées sans avis positif. Lorsqu'une surveillance par caméra est mise en place, il convient d'évaluer la situation avant de l'étendre éventuellement. Je cite l'exemple des caméras placées Oude Markt et dans une rue adjacente, à Louvain. Avant d'étendre la surveillance par caméra à d'autres rues, il conviendra d'évaluer l'actuelle surveillance. Un conseil communal fort et un bourgmestre ouvert à la critique disposent assurément de moyens suffisants pour demander effectivement une telle évaluation.

13.12 Katrien Schryvers (CD&V) : M. Bex a-t-il vraiment lu l'article 5 ? Le ministre a certes exposé son interprétation, mais cet article ne dispose pas que l'avis du chef de corps doit absolument être soumis au conseil communal. Le ministre considère que dans une zone qui fonctionne bien, les deux sont liés. Nous l'espérons également mais, pour nous, il convient de tenir compte, dans le travail législatif, de la possibilité de litiges. Or, cette garantie n'existe pas. M. Bex prétend qu'un conseil communal qui fonctionne bien, n'augmentera le nombre de caméras de surveillance qu'après une évaluation. Il parle à juste titre d'augmentation en nombre et non de prolongation, car le présent projet de loi accorde des autorisations de durée illimitée.

13.13 Stijn Bex (sp.a-spirit) : J'ai lu attentivement l'article 5 et même vos amendements à l'article. Vous affirmez que la loi ne précise pas que l'avis du chef de corps doit être obtenu avant que le conseil communal puisse se prononcer. Si tel devait être le cas, j'invite chaque conseiller communal à consulter les documents parlementaires où le ministre comme les commissaires ont déclaré que l'avis du chef de corps devait précéder la décision du conseil communal. S'il en est autrement, qu'ils attaquent la décision devant les instances compétentes.

La subdivision très claire en différents lieux pour l'installation de caméras constitue une bonne chose. La catégorie 'lieux ouverts', qui est la plus strictement réglementée, doit être interprétée au sens large. Il en va de même pour la catégorie 'lieux fermés' soumise à des dispositions qui ne s'appliquent pas à la dernière catégorie. La catégorie 'lieux fermés non accessibles au public' couvre uniquement les espaces privés.

Étonné que M. Cortois ne l'ait pas fait, je souhaiterais saluer le sénateur VLD, M. Noreilde, pour sa contribution fructueuse au dossier.

13.14 Willy Cortois (VLD) : J'ai explicitement mentionné M. Noreilde.

13.15 Stijn Bex (sp.a-spirit) : Cela m'a donc échappé et je m'en excuse. Nous soutiendrons ce projet.
(*Applaudissements de la majorité*)

13.16 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Ce projet est né d'une initiative parlementaire concernant une matière fondamentale, à savoir la protection de la vie privée. Il est tout à l'honneur du Parlement de s'être prononcé également après tant de débats.

Nous ne modifions plus le texte et ne le renvoyons plus au Sénat par manque de temps. La raison en est que les amendements de Mme Schryvers n'apportent aucune plus-value fondamentale au texte.

Il y a deux points de discussion. Le premier est la répartition des compétences entre le chef de corps et le conseil communal. Ils doivent tous deux rendre un jugement. Dans la pratique, le chef de corps signale un besoin et le conseil communal adopte une position politique à ce sujet. Ils doivent donc « chercher » jusqu'à ce qu'ils se soient trouvés. C'est ainsi qu'il convient de lire l'article 5.

Le délai de conservation des images constitue l'autre point de discorde. Il s'élève actuellement à un mois maximum, à moins que les images puissent contribuer à résoudre un délit. Est-ce trop long ou est-ce juste trop court ? Un délai de conservation trop court présente le risque que les images soient déjà détruites avant que l'on ne se rende compte qu'elles pourraient être utiles pour résoudre un délit.

Loin d'être parfait, le règlement légal proposé représente toutefois un grand pas en avant. Au cours des dernières années, les caméras ont poussé comme des champignons et en dehors de tout cadre législatif. M. Bex a souligné à juste titre que la législation en matière de protection de la vie privée ne constituait pas le cadre légistique le plus adéquat pour offrir une réponse à l'ensemble du problème. Avec ce projet, nos administrations disposent d'un instrument auquel elles pourront recourir utilement afin de mener une meilleure politique de sécurité. Je me félicite que cette initiative parlementaire puisse devenir aujourd'hui une loi. (*Applaudissements*)

13.17 Dirk Claes (CD&V) : Le délai de conservation maximal a été fixé à un mois. L'on peut dès lors décider de détruire les images après seulement un jour. Qu'advient-il s'il apparaît ultérieurement que les images auraient pu être utiles pour élucider un délit ?

13.18 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : En plus d'un délai maximal, M. Claes estime donc également qu'il conviendrait de fixer un délai minimal. Il serait ainsi nécessaire de filmer un endroit de façon continue et de conserver toutes les images. Cette option est irréalisable sur le plan pratique, tant pour des images vidéo que pour des films numériques. S'ajoutent à cela des risques liés à la protection de la vie privée. Les citoyens ont droit à la sécurité, mais également au respect de leur vie privée. Ce projet entretient un bel équilibre entre ces deux principes.

13.19 Dirk Claes (CD&V) : Plusieurs systèmes coexisteront donc, l'un conservant les images un jour, l'autre une semaine et un autre encore, un mois. Il aurait mieux valu opter pour un système uniforme.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) (2799/1)

Le projet de loi compte 14 articles.

Amendements déposés :

Art. 5

- 4 **Dirk Claes** cs (2799/3)

- 7 *Dirk Claes cs (2799/3)*
- 8 *Dirk Claes cs (2799/3)*

Art. 6

- 9 *Dirk Claes cs (2799/2)*

Art. 7

- 10 *Dirk Claes cs (2799/3)*

Les autres articles sont adoptés, article par article, sans observation.

La discussion des articles est close. Le vote sur les amendements et les articles réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

14 Observations sur un projet de loi

Par lettre du 26 février 2007, le président de la Commission d'avis et d'enquête réunie du Conseil supérieur de la Justice transmet un avis sur le projet de loi relatif à l'internement des personnes atteintes d'un trouble mental (n° 2841/1).

Dépôt sur le bureau de la Chambre.

15 Projet de loi relatif à l'internement des personnes atteintes d'un trouble mental (2841/1-5)

- Proposition de loi relative à l'internement des délinquants atteints d'un trouble mental (899/1-2)
- Proposition de loi relative à l'internement des délinquants atteints d'un trouble mental (1402/1-2)
- Proposition de loi complétant, en ce qui concerne les modalités d'introduction du pourvoi en cassation, l'article 19ter de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels (2046/1-2)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

15.01 Walter Muls, rapporteur : La commission a consacré sept réunions à ce sujet, dont deux extra-muros. Le vice-premier ministre a présenté un exposé introductif ayant trait aux nombreuses réformes réalisées après l'affaire Dutroux. La structure de l'application des peines a été fondamentalement modifiée avec la réforme de la loi Lejeune et les commissions de libération conditionnelle qui donnent aujourd'hui naissance aux tribunaux de l'application des peines.

Il est évident que les affaires qui ont défrayé la chronique dans notre pays il y a quelque temps ont eu aussi des répercussions sur la défense sociale. La loi de 1964 n'était elle-même, au fond, qu'une mise à jour de la loi de 1930. Le présent projet de loi tient compte d'un grand nombre de recommandations de la commission Delva qui a consacré une étude approfondie au vaste problème de l'internement.

Avec ce projet, le gouvernement poursuit un double objectif : d'une part protéger la société et d'autre part assurer un suivi thérapeutique adapté aux personnes atteintes d'un trouble mental qui ont commis un délit.

Le gouvernement a choisi de confier aux tribunaux de l'application des peines le suivi des internés qui était jusqu'ici de la compétence des commissions de défense sociale.

Quelles sont les lignes de force de ce projet ? Il comporte une nouvelle définition de la personne malade mentale. En effet, les concepts de « démence » ou de « débilité mentale », utilisés dans la loi actuelle, ne sont plus adaptés à notre époque. L'internement sera désormais soumis à trois conditions : les faits mis à charge de la personne doivent être démontrés, son trouble mental doit être persistant et la personne doit représenter un danger pour la société.

L'expertise psychiatrique constituera une obligation légale. Elle devra répondre à une série de critères qualitatifs et l'expert devra être agréé. L'expertise pourra aussi être pluridisciplinaire.

À l'avenir, le tribunal compétent pourra ordonner une incarcération immédiate et prononcer, en outre, une série d'interdictions professionnelles.

Les victimes d'un auteur interné bénéficieront aussi du droit d'être informées des modalités de l'exécution de la peine. Il n'y aura plus de distinction, en la matière, entre les auteurs internés et les auteurs condamnés.

La loi prévoit actuellement pour seules modalités d'exécution, la libération conditionnelle à l'essai, la libération conditionnelle définitive et la semi-liberté. Les commissions de défense sociale ont développé d'autres modalités supplémentaires mais qui ne reposaient toutefois sur aucune base légale. Aujourd'hui, le gouvernement veut encadrer ces différentes modalités en instituant une procédure et des conditions d'octroi. La durée de la période de mise à l'épreuve pour les libérations est de deux ans minimum mais est renouvelable.

Les tribunaux de l'application des peines seront désormais compétents pour toutes les décisions concernant l'exécution de l'internement. C'est donc le tribunal de l'application des peines qui décidera de l'établissement dans lequel sera interné le détenu. Le tribunal de l'application des peines collaborera aussi étroitement avec les coordinateurs qui seront désignés dans chaque ressort d'une cour d'appel. L'accompagnement des personnes mises en liberté conditionnelle sera assuré par le parquet.

La libération définitive ne pourra être accordée qu'après une libération conditionnelle à l'essai d'au moins deux ans et à condition que le trouble mental se soit suffisamment amélioré pour permettre de ne plus devoir craindre que l'interné ne commette de nouveaux faits punissables.

La proposition de loi permet aux tribunaux de l'application des peines d'interner les condamnés qui développent un trouble mental pendant leur détention. De manière tout à fait logique, l'internement d'un condamné prend fin au moment où il a terminé de purger sa peine. Ensuite, la loi qui lui est applicable est la loi sur la protection de la personne des malades mentaux, et le juge peut alors le faire admettre dans une institution.

Le gouvernement conclut que l'internement constitue une nouvelle étape dans la mise en place d'un système cohérent d'application des peines. Toutefois, cette réforme serait inutile sans le développement, en parallèle, d'un véritable réseau de soins. La politique doit dès lors être axée sur l'augmentation de la capacité des établissements pour internés et sur la création de structures d'accueil adéquates autour de ces établissements, le tout dans le but d'assurer la réinsertion de l'interné dans la société.

Deux nouveaux établissements seront créés à Gand et à Anvers. Par ailleurs, les projets pilotes pourront désormais compter sur un financement structurel. Cent vingt places supplémentaires seront créées à Rekem, Bierbeek et Zelzate, auxquelles s'ajouteront 20 lits supplémentaires à l'institut Tyteca à Bruxelles. Un total de 180 lits MSP seront convertis en lits MSP pour internés. Par ailleurs, 90 habitations protégées seront également créées. Paifve bénéficiera de 45 nouvelles places pour les internés " *mid* " et " *high* " sécurité. À Tournai seront aménagées 40 places externes.

À l'issue de l'exposé du gouvernement, MM. Verherstraeten, Giet et Muls ont présenté leurs propres propositions de loi.

M. Schoofs a ouvert la discussion générale en faisant remarquer que la Flandre adoptait une approche différente de celle de la Wallonie concernant l'internement des délinquants. Il a déclaré qu'il estimerait regrettable que seuls des juristes siègent au sein des tribunaux de l'application des peines lorsqu'ils prennent des décisions en matière d'internement. Il a également demandé quel était l'impact budgétaire de ces modifications de loi.

Pour M. Wathelet, il importe surtout de prévoir des moyens matériels et humains suffisants en vue de l'application de cette loi. Il a de plus souligné que chacun des orateurs qui ont pris la parole lors des auditions a remis en question la composition des tribunaux de l'application des peines. À ses yeux, la notion d'intérêt de la victime pourrait ouvrir la voie à certains problèmes d'interprétation.

M. Malmendier s'est demandé pourquoi le juge de paix, et non les tribunaux de l'application des peines,

devait prendre une décision quant au placement des internés condamnés arrivant en fin de peine. Il est également revenu sur la question de l'intérêt de la victime. Les victimes doivent bénéficier d'une information de qualité. Si un interné se soustrait aux soins convenus lors d'une libération à l'essai, il en va non seulement de l'intérêt de la victime mais également de l'intérêt de l'ensemble de la société.

Mme Lalieux espère que des moyens suffisants seront dégagés pour inciter les institutions à accueillir ce type de personnes. Le projet de loi s'inscrit dans un souci de cohérence avec la réforme du statut juridique externe des détenus. Il envisage le traitement et la réinsertion de la personne avec un plus grand professionnalisme et en collaboration avec la santé publique.

M. Muls a rappelé que les commissions de Défense sociale ont dû se contenter jusqu'à présent de maigres moyens. Il s'est réjoui que de nombreux collègues aient partagé le même souci et a reconnu que de nombreux projets avaient pu être concrétisés au cours des quatre années de cette législature.

M. Verherstraeten a souligné que les coordinateurs de chaque ressort constituaient un lien entre l'institution et le tribunal de l'application des peines et que cette situation entraînerait un conflit entre la Justice et la Santé publique. Actuellement, les directeurs des institutions doivent donner leur avis sur l'octroi de la surveillance électronique, sur l'internement limité ou encore sur les congés alors qu'ils se plaignent déjà d'une surcharge de travail. Il a invité les membres de la commission à lire l'article paru dans la revue *Orde van de Dag* sur la rémunération des experts. Enfin, il a regretté que le projet ne se soit pas accompagné d'un plan financier.

M. Courtois a constaté qu'un consensus s'était dégagé sur la nécessité de prendre des mesures envers les personnes les plus faibles. M. Borginon s'est félicité qu'un certain nombre de réformes importantes aient été réalisées durant cette législature, telles que la loi Dupont, la création des tribunaux de l'application des peines, la loi sur le statut juridique externe des détenus et la loi qui nous occupe à présent. Il a estimé qu'un rapport d'expertise contradictoire offrait autant de garanties que la présence d'un psychiatre au sein de l'instance de décision.

M. Casaer a pu constater de ses propres yeux les conditions déplorables dans les sections psychiatriques de nos prisons. Il pense que le projet de loi pourra jouer un rôle de levier pour libérer des moyens budgétaires. Étant donné que les tribunaux de l'application des peines viennent à peine d'entamer leurs travaux, il conviendra de réfléchir au moment le plus opportun pour faire entrer cette loi en vigueur.

M. Van Parys a présenté l'historique du projet de loi, a rappelé les recommandations de la commission Delva qui n'ont pas été suivies et évoque notamment la mise en observation, le Centre pénitentiaire de recherche et d'observation clinique (CPROC), la composition de la commission des tribunaux d'application des peines et la présence éventuelle d'un psychiatre. Il a également précisé que les possibilités de recours sont moins étendues que dans le cadre de la loi du 10 février 1998. Il déplore également que l'avis du Collège des procureurs généraux fait défaut. Il a déclaré que le projet de loi n'établit pas une distinction suffisante entre les mesures de protection vis-à-vis des internés et la sanction. Il a souligné que le circuit de soins développé en Flandre n'est pas compatible avec les procédures rigides du projet de loi qui est selon lui greffé sur la situation dans la partie francophone du pays. Il estimait que l'avis de la commission de la Santé publique de la Chambre et du Conseil supérieur de la Justice aurait dû être demandé et que la commission Justice aurait dû être assistée d'experts. Il demande également que le B.P.R. (Business Process Re-engineering) des maisons de justice soit communiqué.

La ministre a répondu aux différentes questions et observations. Lors du vote sur l'ensemble, le projet de loi a été adopté par neuf voix et cinq abstentions. (*Applaudissements*)

15.02 Tony Van Parys (CD&V) : En mai 1999, la commission Delva a publié ses recommandations relatives à une nouvelle loi sur les internés. C'est le ministre de la Justice de l'époque, M. De Clerck, qui avait institué cette commission. Le gouvernement a attendu pas moins de huit ans avant de déposer un projet de loi. Ensuite, ce très volumineux projet de loi – 156 articles ! – a été traité en moins d'une semaine en commission : l'urgence a été demandée en séance plénière le 1^{er} février pour l'examen du projet de loi, alors

que la discussion était close en commission dès le 6 février. Ce traitement précipité a bien sûr de regrettables conséquences. Ainsi, il n'a pas été tenu compte d'une série de recommandations pourtant extrêmement importantes de la commission Delva, ainsi que des observations essentielles des acteurs auditionnés, pas plus d'ailleurs que du point de vue du Conseil supérieur de la Justice et de la Ligue des Droits de l'homme.

La principale recommandation de la commission Delva, dont on n'a pas voulu tenir compte, est celle qui concerne la mise en observation des dossiers à risque les plus lourds dans un centre spécialisé. Il a été souligné lors des auditions que le problème des internés est extrêmement pressant pour les quelque 10 % d'internés représentant un risque grave pour la société. Cette catégorie comprend les dossiers qui ont bénéficié d'un grand intérêt médiatique et public. Je me réfère notamment aux dossiers Derochette et Ait Oud. La commission Delva avait expressément recommandé une période d'observation pour cette catégorie d'internés dans le cadre de l'examen psychiatrique avant une décision sur l'internement, la libération ou la libération à l'essai. Un centre résidentiel fermé, autrement dit un centre d'observation résidentiel spécialisé, devrait dès lors être créé à cet effet, ce qui permettrait de prendre ultérieurement une décision en connaissance de cause. La méthode de traitement adaptée pourrait également être développée par le biais de l'observation par des spécialistes. Les soins dispensés dans les annexes psychiatriques des prisons sont effectivement insuffisants. Il est en outre impossible de traiter et d'évaluer en même temps.

Le projet de loi ne reprend pas cette recommandation. Il était pourtant possible de se référer à l'arrêté royal du 19 avril 1999 instaurant le cadre pour la création d'un tel centre. Malgré toutes les recommandations, un tel centre n'a jamais été créé et ne le sera pas davantage par le biais de ce projet de loi. Les Pays-Bas ont le centre Pieter Baan. En l'absence d'un tel centre, notre pays ne disposera pas des instruments nécessaires pour prendre à l'égard des internés les décisions qui s'imposent pour garantir au mieux la sécurité de la société.

Nous avons eu huit ans pour le faire et nous ne l'avons pas fait. Si on n'a pas trouvé en huit ans le temps et les moyens de le faire, il est clair que celui qui votera en faveur de cette loi endossera aussi la responsabilité de cette occasion manquée.

À quoi aura servi la commission Delva si ses principaux avis sont ignorés ?

Même la recommandation, pourtant évidente, d'inclure un psychiatre dans la commission qui décide de l'internement – soit, désormais, le tribunal de l'application des peines - n'a pas été reprise. Pourtant, cette mesure n'aurait pas coûté bien cher. Le projet de loi ne prévoit pour seule modalité de recours contre les décisions d'internement que le pourvoi en cassation alors que la loi du 10 février 1998 stipulait déjà que l'avocat pouvait introduire un recours contre une décision relative à une libération. Aujourd'hui, ce droit fondamental est amputé.

Au cours de la discussion générale en commission, nous avons abordé cette question de manière approfondie mais dans le cadre de la discussion par article, le temps et l'intention ont fait défaut. Comment se fait-il que nous n'ayons eu que huit jours pour cette discussion alors que le gouvernement a eu besoin de huit ans pour transposer les recommandations de la commission Delva dans la législation ? Des propositions de loi ont pourtant été introduites tant pendant cette législature que pendant la précédente. Mais le gouvernement a attendu la fin de cette législature pour faire passer ce projet.

Le projet de loi ne répond pas aux objections formulées lors de l'audition. Tous les acteurs ont notamment souligné que l'internement est une mesure de protection et non une mesure pénale. Selon eux, le projet de loi est trop axé sur l'exécution des peines. MM. Casselman et Van Peteghem ont déclaré que le circuit de soins flexible appliqué en Flandre n'est pas compatible avec les procédures statiques du projet. Le circuit de soins intégré tient compte de la situation individuelle de chaque interné. Si la procédure de ce projet de loi est calquée sur celle appliquée dans le cadre des tribunaux d'application des peines, l'interné ne bénéficiera assurément pas de l'approche personnalisée dont il a besoin. Lors de l'audition, M. Heimans a souligné que le parcours de la libération conditionnelle est différent de celui de l'internement. La réalité thérapeutique n'est pas suffisamment prise en considération, comme l'indique par ailleurs le fait que les tribunaux d'application des peines seront compétents selon une composition inchangée, sans la présence d'un psychiatre.

Lors de l'audition, des critiques fondamentales ont également porté sur le calendrier et le lien avec les

tribunaux de l'application des peines. M. Heimans a attiré l'attention sur les difficultés auxquelles l'on pouvait s'attendre lors du démarrage des nouveaux tribunaux. Encore y inclure le secteur complexe des internés n'était pas une bonne idée pour lui. M. Casselman a pour sa part attiré l'attention sur la rapidité injustifiée avec laquelle le projet devait entrer en vigueur. Il estime qu'il fallait d'abord évaluer le fonctionnement des tribunaux de l'application des peines.

Nous n'avons même pas eu le temps de présenter des amendements prenant en compte nos critiques.

Je dénonce les conditions dans lesquelles la commission a dû travailler, sans disposer des documents et avis nécessaires. Il aurait fallu demander l'avis de la commission de la Santé publique ou nous aurions à tout le moins dû nous réunir en commission mixte.

Lorsque le représentant du Collège des procureurs généraux a demandé au cours de l'audition si l'avis du Collège avait été sollicité, la ministre a répondu : "Et alors?". Cette réponse est significative. Tout ce qui importe manifestement, c'est qu'une loi soit adoptée. Ce qui figure dans la loi n'a finalement pas tellement d'importance. La ministre a instrumentalisé la commission de la Justice.

La ministre s'est également passée de l'avis du Conseil supérieur de la justice. Celui-ci nous a adressé un courrier lorsqu'il a appris que ce projet de loi était inscrit à l'ordre du jour. Le Conseil y indique qu'il n'a pas eu le temps d'analyser le projet en profondeur, mais il attire malgré tout notre attention sur une série de problèmes essentiels. Selon le Conseil supérieur, il serait préférable d'attribuer la compétence juridique en matière d'internés à un organe spécifique. À cet effet, un assesseur spécialisé en psychiatrie, plutôt qu'un spécialiste en affaires pénitentiaires, devrait siéger au sein des tribunaux de l'application des peines. Ceux-ci devraient être rebaptisés en tribunaux des peines et des mesures lorsqu'ils doivent aussi se prononcer sur des internés. Cette proposition avait d'ailleurs recueilli l'unanimité lors de la discussion générale, mais la ministre refuse.

Par ailleurs, le Conseil supérieur de la justice souligne qu'une lourde charge de travail pèse sur les actuelles commissions de Défense sociale. Il se demande si la création de quatre tribunaux supplémentaires de l'application des peines suffira pour absorber cette charge et si la qualité du traitement des internés peut vraiment être garantie. La ministre se décharge de cette responsabilité sur le prochain gouvernement. La Ligue des Droits de l'Homme a aussi adressé à la commission de la Justice un courrier comportant des observations.

Il est très dommage que l'on ne tienne pas compte des objections de principe, à la fois fondamentales et franches de tous les acteurs de ce dossier. Les membres de la majorité n'ont pas eu non plus la possibilité d'assumer leurs responsabilités en commission car la ministre de la Justice voulait faire adopter le texte par la commission en huit jours. Mais les membres de la majorité n'en porteront pas moins une grande responsabilité s'ils adoptent aujourd'hui une loi bancale et qui n'élimine aucun des risques existants. Ils devraient avoir le courage de ne pas accepter cette façon de travailler et devraient demander un ajournement de l'examen de ce projet. S'ils ne le font pas, il ne sera plus nécessaire à l'avenir d'organiser des auditions en commission puisque de toute façon on n'en tiendra pas compte.

Quoi qu'il en soit, le CD&V assumera, lui, ses responsabilités. *(Applaudissements sur les bancs du CD&V et de la N-VA)*

15.03 Jean-Pierre Malmendier (MR): Il n'est pas facile de prendre la parole après avoir entendu tous les contre-arguments de M. Van Parys.

Cette législature a instauré le droit des peines privatives de liberté.

La majorité a adopté la loi de principe concernant l'administration pénitentiaire et le statut des détenus, la loi relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, ainsi que la loi instaurant les tribunaux d'application des peines. Il restait à réformer la loi de défense sociale.

Le texte en projet précise la notion de maladie mentale. Il propose le terme de « trouble mental », plus en phase avec la psychiatrie actuelle.

Une personne ayant commis un crime ou délit punissable d'emprisonnement peut être internée si, au moment du jugement, elle est atteinte d'un trouble mental qui a altéré sa capacité de contrôle de ses actes et s'il existe un danger qu'elle commette de nouvelles infractions en raison de son trouble mental.

Autre nouveauté : tout internement devra désormais être précédé d'une expertise psychiatrique, soumise à des critères qualitatifs et réalisée par un expert reconnu par le SPF Santé publique. La forme du rapport de cet expert sera déterminée par arrêté royal. Cette manière de faire est tout aussi pertinente que celle proposée par M. Van Parys.

Les instances judiciaires pourront, dans certains cas, ordonner l'incarcération immédiate ou prononcer des interdictions professionnelles à l'encontre d'auteurs d'infractions à caractère sexuel commises sur un mineur. Le texte donne enfin une base légale aux modalités d'exécution de l'internement, et introduit la possibilité d'accorder une surveillance électronique ou la détention limitée.

Les conditions prévues par la loi de défense sociale en ce qui concerne la libération à l'essai, la surveillance électronique ou la détention limitée ont été complétées.

Il ne pourra être octroyé de libération définitive de l'interné qu'après libération à l'essai d'au moins deux ans et à condition que le trouble mental se soit suffisamment amélioré pour ne pas craindre de nouvelles infractions.

Pour professionnaliser le fonctionnement et le personnel des commissions de défense sociale, ce sont les tribunaux d'application des peines qui prendront les décisions liées à l'exécution de l'internement.

Le dernier point fondamental est la place accordée à la victime dans l'exécution de l'internement.

Les lois de 1998 et de 2006 ont octroyé aux victimes le droit d'être informées des modalités d'exécution de la peine et entendues sur les modalités d'exécution les concernant pour les auteurs condamnés à de la prison, mais pas internés. Dans ce dernier cas, la victime ignorait tout. Il est heureux que le gouvernement propose désormais les mêmes dispositions, que l'auteur soit condamné ou interné.

La victime sera donc informée de l'exécution et des modalités d'exécution dans tous les cas, de même que des possibilités d'être entendue, mais il faudra un réel accompagnement de celle-ci, depuis l'accueil au commissariat de police jusqu'au prononcé de l'internement.

Ce projet constitue donc une avancée incontestable, même si ce n'est qu'un premier pas. Les initiatives législatives comme celles-ci doivent aussi être accompagnées par les moyens financiers nécessaires à leur praticabilité.

Des efforts budgétaires ont déjà été prévus pour augmenter le nombre de places dans les établissements de défense sociale et le circuit externe de soins. Mais il faudra aussi dégager des budgets complémentaires pour garantir un suivi des internés et assurer la mise en œuvre des droits des victimes dans le cadre de ce projet. (*Applaudissements*)

15.04 Walter Muls (sp.a-spirit) : Je souhaite esquisser la situation dans laquelle les commissions de Défense sociale sont actuellement contraintes de travailler. Ces commissions sont constituées d'un président-magistrat, d'un psychiatre et d'un avocat. J'ai siégé pendant six ans au sein de la commission de Défense sociale de Forêt dont la compétence s'étend à l'ensemble des personnes internées dans les arrondissements de Bruxelles-Hal-Vilvorde et de Nivelles. Ces commissions doivent calculer leurs frais de fonctionnement au plus juste. Pour ma commission, cette réalité impliquait que c'était elle qui se déplaçait, plutôt que de faire faire le déplacement par les personnes internées. Ces commissions sont parfois confrontées à des décisions extrêmement difficiles. À cet égard, je songe à des personnes internées qui pourraient guérir et être réintégrées au sein de la société si elles pouvaient bénéficier d'une thérapie adéquate mais qui, faute de solutions ou de traitements, restent internées. Les personnes internées sont traitées en parent pauvre. Ce reproche ne s'adresse nullement à l'actuelle ministre de la Justice ou à son

prédécesseur, mais à la société toute entière. Le degré de développement d'une société se mesure à la manière dont elle traite les personnes les plus vulnérables.

J'ai posé à la ministre quelque 25 questions sur les internés au cours de cette législature. J'ai constaté que des collègues de la majorité et de l'opposition, et même la ministre, se préoccupaient malgré tout du sort des internés. Le gouvernement a proposé de dégager d'abord des moyens et de créer des institutions, avant d'élaborer un statut. J'ai ensuite déposé une proposition de loi en collaboration avec M. Borginon sur la base des travaux effectués antérieurement en commission.

Au fil des années, nous avons assisté à des changements substantiels au niveau des moyens mais le statut de 1964, fondé sur une loi de 1930, est resté d'application. Ensuite, un incident à Liège a dévoilé un important hiatus dans la loi, à savoir qu'une chambre du conseil ou un tribunal peuvent décider sur le fond d'interner une personne irresponsable, après quoi une commission de défense sociale peut décider que l'intéressé est guéri, ce qui conduit à sa libération malgré les faits graves qu'il a commis.

Le projet de loi comporte plusieurs lignes de force. Les lacunes dans la législation sont comblées et une base juridique est créée pour plusieurs pratiques déjà mises en œuvre depuis quelque temps, sans être dotées d'un cadre légal. Par ailleurs, il est procédé à une professionnalisation – je n'insinue nullement par là que les pratiques à ce jour relevaient de l'amateurisme, bien au contraire. Je rends ici hommage à l'ensemble des magistrats, psychiatres et avocats qui se sont engagés en faveur des internés.

Certaines des critiques formulées par le Conseil supérieur de la Justice et la Ligue des droits de l'homme ne sont pas tombées dans l'oreille d'un sourd en ce qui me concerne. Elles ne sont toutefois pas de nature à ajourner la discussion d'aujourd'hui, même s'il n'en reste pas moins vrai qu'une évaluation approfondie devra être organisée pour vérifier s'il convient de modifier certains points au niveau de la composition ou de la dénomination des tribunaux de l'application des peines.

En ce qui concerne la mise en observation, nous devons vérifier si les mesures que nous prenons aujourd'hui seront ou non suffisantes.

Les auditions ont été particulièrement intéressantes et critiques. Les orateurs critiques ont cependant jugé ce projet positif, ce que d'aucuns semblent oublier dans la foulée des critiques émises. Cette critique est riche en enseignements et montre précisément l'utilité des auditions.

La Ligue des droits de l'homme juge, elle aussi, ce projet positif, même si elle n'est pas d'accord avec certains points.

Personnellement, je reste critique à l'égard de l'absence dans la composition des tribunaux de l'application des peines d'un psychiatre qui ne doit pas forcément disposer, à mon sens, du droit décisionnel.

Je me félicite toutefois du présent projet. Nous avons fait du bon travail. Le texte aurait pu aller plus loin, mais s'il peut faire comprendre à l'opinion publique que certains internés n'ont pas leur place en prison, nous aurons accompli un progrès important et nous pouvons voter le projet de loi en toute sérénité.
(Applaudissements sur les bancs de la majorité)

15.05 Melchior Wathelet (cdH) : Ce texte a été adopté rapidement. Peut-être aurait-on pu laisser un peu plus de temps à certaines organisations actives dans ce domaine pour nous fournir des avis plus détaillés. Quant aux auditions, il faut s'en servir non seulement pour conforter son avis mais également pour l'ajuster, surtout lorsque les voix que l'on entend sont unanimes, par exemple pour demander l'assistance d'un psychiatre lors de la prise de décision.

Le dépôt d'un projet est un point positif en soi. De même, il faut approuver le volet « professionnalisation », même si le terme n'est peut-être pas tout à fait bienvenu, et la mise en place d'une institution qui assure les décisions et le suivi de celles-ci en matière d'internement.

Au rang des points négatifs, il faut mentionner le nom. Le terme « peine » n'est pas approprié. En outre, cette politique nécessite la mise à disposition d'un budget consistant pour remédier aux délais excessifs que l'on connaît actuellement.

Un personnel qualifié en termes de disponibilité, de pratique humaine et de compétences est également

indispensable.

À de nombreuses reprises, les présidents des commissions de défense sociale ont rappelé la nécessité d'avoir suffisamment de personnel pour assurer le suivi médical au début, durant ou après l'internement.

Par ailleurs, un certain nombre de tribunaux d'application des peines ont été créés, qui seront appelés à traiter notamment des dossiers supplémentaires en matière de défense sociale. Lorsqu'on voit le nombre de dossiers concernés, cela représente un volume de travail considérable.

Tout cela nécessite en tout cas des moyens colossaux.

Or, nous ne pouvons pas ne pas atteindre les objectifs fixés. Pour ce, des moyens sont nécessaires, voire indispensables.

Le volet des psychiatres est fondamental.

Du point de vue budgétaire, les psychiatres nous ont dit qu'ils faisaient de la « philanthropie thérapeutique ». Les mots étaient assez percutants. Comment voulez-vous que nous ayons les meilleurs psychiatres s'ils se voient offrir des rémunérations sous le barème habituel, versées en retard ?

Une fois de plus, un problème de moyens apparaît.

Par ailleurs, l'ensemble des psychiatres ne pratiquent pas leur expertise d'une manière uniforme. La subjectivité et l'insécurité juridique que ces éléments impliquent font froid dans le dos. Si la liste constitue indéniablement un plus, nous devons cependant nous acheminer vers une uniformisation des pratiques en matière d'expertise.

Les auditions ne doivent pas effacer tout le volet positif d'un texte mais elles ne doivent pas non plus être ignorées.

Toutes les personnes auditionnées ont souligné l'importance de l'apport du psychiatre.

15.06 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Ne faites pas mine de croire que les psychiatres ne pourront plus apporter leur contribution ! Le tribunal d'application des peines tiendra compte de l'apport des psychiatres pour justifier sa décision !

15.07 Melchior Wathelet (cdH) : Encore heureux ! Mais les professionnels auditionnés en commission, le Conseil supérieur de la Justice, la Ligue des droits de l'homme, tous savaient que le psychiatre serait toujours présent mais insistent néanmoins pour qu'il soit associé à la prise de décision, comme c'est le cas dans le cadre de la commission de défense sociale.

J'ai relevé les éléments positifs de ce texte et, aussi, un certain nombre d'éléments plus négatifs, qu'il faudrait peut-être évaluer dans le futur.

J'aurais aimé que nous puissions voir les choses un peu plus en profondeur mais je trouve tout à fait positif que nous ayons pu discuter de la défense sociale.

N'oublions pas les établissements de défense sociale, qui sont en attente d'améliorations et croulent sous les demandes (*Applaudissements sur les bancs du cdH*).

15.08 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Tous les membres de la commission et tous les intéressés se sont rendu compte que la problématique des internés devait être examinée d'urgence. J'ai pu constater moi-même que, dans certaines prisons, les internés sont relégués aux oubliettes de la société.

Ce projet de loi est un pas dans la bonne direction. Des moyens sont libérés pour quelques centres spécialisés supplémentaires et je crois que le nouveau statut peut être un levier pour poursuivre sur cette

lancée dans les mois et les années à venir également. Avant que nous disposions d'une structure adéquate et complète, beaucoup d'eau coulera encore sous les ponts mais je pense que le progrès réalisé est néanmoins important.

Plusieurs orateurs ont déjà déclaré que ce projet de loi comporte des points positifs et d'autres qui le sont moins mais, dans le dossier Ait Oud, des voix ont réclamé d'urgence un statut solide prévoyant les garanties juridiques nécessaires. Or nous mettons ce statut aux voix aujourd'hui. Je n'admets pas que des membres de l'opposition prétendent que la majorité s'est laissé imposer ce projet de loi par la ministre de la Justice. Je reconnais que l'examen du projet a été restreint mais il est inexact d'affirmer que nous n'avons pas pu exprimer pleinement notre point de vue lors des discussions. Nous avons tenu compte des observations formulées lors des audiences en proposant des amendements sur quelques points du projet. Nous avons, MM. Muls, Giet et Borginon et moi-même apporté notre contribution au débat.

15.09 Melchior Wathelet (cdH) : Je tiens à confirmer que nous avons eu l'occasion de nous exprimer.

15.10 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Des opinions et des objections ont été émises et prises en considération, un travail parlementaire de qualité a été effectué.

15.11 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Les deux fonctionnaires compétents du SPF Justice ont apporté leur expertise lors de la préparation du texte. Nous ne nous sommes pas laissé dicter notre conduite. Le vendredi, entre 16 et 19 heures, aucun membre de l'opposition n'était présent. Le samedi matin, un seul était présent.

15.12 Tony Van Parys (CD&V) : Ce que M. Casaer ose prétendre ici est fort de café! Il avait été convenu que nous arrêterions nos travaux entre six heures et six heures trente. La ministre n'était pas présente. J'ai quitté Grobbendonk à six heures moins le quart et M. Verherstraeten à six heures. Immédiatement après notre départ, le président du groupe PS est allé trouver les membres de la commission pour leur dire que le travail continuait.

15.13 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Ce n'est pas vrai.

15.14 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Il ne me l'a en tout état de cause pas demandé.

15.15 Tony Van Parys (CD&V) : Et puisque M. Casaer abaisse le débat à un niveau aussi discutable, je voudrais également parler dans ce cas de cette réunion extra muros: ce que M. Casaer a dit ce samedi matin à la collaboratrice du groupe CD&V est à peine croyable et franchement sans gêne.

15.16 Bert Schoofs (Vlaams Belang) : La mémoire de M. Casaer est sélective pour ce qui se rapporte aux faits de vendredi après-midi. Après le départ de M. Verherstraeten, je suis encore resté une demi-heure pour observer l'attitude de la majorité. Il m'avait été dit que les activités cesseraient vers 18 h 30. Je l'ai signalé au président de la commission. Il a alors été dit qu'on poursuivrait jusqu'à 19 heures. J'ai aperçu le manège de M. Giet sans connaître l'objet des conversations et j'ai songé à une mascarade. Vers 18 h 40, j'ai encore posé quelques questions et je suis parti cinq minutes plus tard car je ne souhaitais pas participer à des débats au cours desquels la majorité n'en fait tout simplement qu'à sa guise.

15.17 Walter Muls (sp.a-spirit) : Le président m'a dit, à un moment donné, que nous devions interrompre nos travaux à 19h si nous souhaitions dîner à 20h. Si ces propos sont mis en doute, il suffit de demander les enregistrements.

En ce qui concerne la collaboratrice de M. Van Parys, il lui suffit de demander aux acteurs indépendants présents qui s'est montré désobligeant.

15.18 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Voilà à quoi mènent les réunions informelles organisées dans des restaurants et dans des hôtels. Peu me chaut si l'on pense pouvoir réaliser du travail parlementaire préparatoire dans ces conditions. Cependant, il est inacceptable de les commenter ensuite en séance plénière. Ou les réunions se déroulent exclusivement au Parlement, à l'avenir, ou l'on s'abstient de tout commentaire au sujet de réunions informelles. Et si cela se révèle impossible, le président doit veiller à ce

que pareilles réunions informelles soient supprimées. Celles-ci présentent plus de dangers que d'avantages tant pour la majorité que pour l'opposition.

15.19 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Si quelqu'un ose affirmer ici que notre commission n'a pas travaillé sérieusement, je considère que cette affirmation n'est pas davantage sérieuse. Pendant une journée et demie, nous avons discuté sérieusement et en connaissance de cause de cette matière. Les membres présents ont eu l'opportunité de présenter des amendements et plusieurs membres de la majorité l'ont d'ailleurs fait.

15.20 Karine Lalieux (PS) : Il est important que nous votions ce projet aujourd'hui et je suis heureuse que ce week-end au vert nous ait permis de travailler sérieusement ensemble.

Ce projet prend enfin en compte une partie fragilisée de la population et s'inscrit dans un modèle cohérent d'exécution des peines et des mesures. Nous apportons aujourd'hui la dernière pièce à un édifice qui est le fruit de quatre ans de travail gouvernemental et parlementaire sur le statut interne des condamnés, le statut externe des détenus, les tribunaux d'application des peines, etc. Sous cette législature, nous nous sommes efforcés de maintenir l'équilibre entre la protection de la société et la réinsertion et le traitement humain des personnes condamnées.

J'espère, Monsieur Wathelet, que vous reconnaîtrez le travail que nous avons réalisé ensemble.

15.21 Melchior Wathelet (cdH) : Je le reconnais. Comme je l'ai dit tout à l'heure, je me réjouissais de cette prise en considération. Il serait toutefois exagéré d'affirmer que rien n'existait jusqu'ici. Les commissions de défense sociale travaillent bien.

15.22 Karine Lalieux (PS) : Je parlais des lois, pas des acteurs sur le terrain. Les internés ne se retrouveront plus en prison ou en centre fermé, mais dans un réseau de soins qui sera développé sous la coordination de la Santé publique.

La victime sera enfin informée, entendue, et elle pourra donner son avis sur les modes d'exécution de la mesure.

Concernant les compétences des commissions de défense sociale transférées vers les tribunaux d'application des peines, si l'on hésite entre les dénominations de « tribunal d'application des peines » ou « des mesures et des peines », on pourra toujours modifier la loi pour correspondre davantage au travail accompli par les magistrats nommés.

Les rôles et responsabilités de chacun sont clarifiés, puisque l'avocat retrouve son rôle d'accompagnement de son client, tandis que le psychiatre peut être présent soit par écrit soit en qualité d'expert. La confusion des casquettes d'expert psychiatre, de psychiatre soignant et de psychiatre décideur risquait de déresponsabiliser le psychiatre.

Les réseaux de santé mentale et d'aide sociale aux justiciables ne souhaitent plus jouer le rôle de décideur. Les magistrats seront formés et secondés soit par des psychologues soit par des criminologues.

Monsieur Wathelet, au moment de l'internement, c'est le juge qui prend la décision, et pas le psychiatre. Pour la libération, ce sera de nouveau le magistrat qui prendra la décision. Ceci rétablira la confiance entre la personne et son psychiatre.

15.23 Melchior Wathelet (cdH) : Contrairement à vous, je pense qu'associer le psychiatre à la prise de décision permettait justement une véritable responsabilisation. Les auditions ont confirmé mon opinion.

Je me suis permis de défendre cette approche différente parce qu'elle était corroborée par l'ensemble des personnes que nous avons auditionnées.

15.24 Karine Lalieux (PS) : Nous resterons donc sur deux approches différentes. Nous avons hâte de voter

cette réforme.

15.25 Bert Schoofs (Vlaams Belang) : Nous avons tous reçu aujourd'hui une lettre dans laquelle le Conseil supérieur de la justice affirme sans ambages qu'on n'a pas consacré suffisamment de temps à ce projet. Lui-même n'a pas disposé du temps nécessaire pour formuler des observations. La commission de la Justice n'a pas donné suite, ce qu'elle aurait pu faire en présentant des amendements, aux observations qui avaient été faites de toutes parts à propos de la teneur du texte. J'ai moi aussi le sentiment que le texte sur lequel nous sommes appelés à voter n'a pas pu être suffisamment mûri.

Le Conseil supérieur ne ménage pas non plus ses critiques concernant le contenu. Les tribunaux de l'application des peines, qui viennent tout juste de commencer à fonctionner, se voient d'emblée adjoindre une tâche importante. Il est regrettable que les internés ne seront désormais plus évalués que par des juges et non plus par des psychiatres ni des médecins. C'est à tort qu'on qu'on renonce à la fructueuse approche multidisciplinaire, de sorte que l'évaluation sera désormais très unilatéralement pénale.

Sur le terrain, ce projet ne fait guère d'heureux, quoi qu'en dise Mme Lalieux. Peut-être ne connaît-elle que la pratique du côté francophone. On craint en Flandre que l'accueil des internés dans l'institution la plus appropriée soit mise en péril.

L'expertise péniblement acquise en Flandre sera peut-être perdue. Le texte comporte heureusement aussi des éléments susceptibles de remédier en partie à des situations pénibles dans lesquelles se trouvent parfois les internés.

Ce projet de loi ne prévoit pas non plus de possibilité de recours, ce qui semble relativement en vogue pour l'instant. Je ne peux néanmoins pas m'empêcher de me demander s'il s'agit vraiment de la voie à suivre. A mon avis, cette tendance n'améliorera pas la situation sur le plan de l'arriéré judiciaire.

En commission, j'ai posé des questions sur les conséquences budgétaires de ce projet, mais les réponses du ministre ne m'ont pas rendu moins sceptique. J'attends donc de voir ce qu'il adviendra de ce projet en pratique. Le Conseil supérieur de la justice a déjà mis en garde contre la pénurie de places d'accueil et de moyens. S'il devait s'avérer que la loi ne fonctionne pas sur le terrain, il est sûr que la première chose que l'on évoquera, ce sera le document du Conseil supérieur.

Le Vlaams Belang est également préoccupé par la situation des internés mais nous craignons que ce projet de loi ne soit pas la meilleure solution pour aboutir à un traitement plus efficace et plus humain. Les internés doivent être placés dans des institutions dans lesquelles ils ne sont pas considérés uniquement comme des criminels mais aussi comme des hommes qui peuvent guérir et retrouver leur place dans la société. Mais étant donné que notre scepticisme à cet égard est vraiment trop important, nous nous abstiendrons.

(Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang)

15.26 Laurette Onkelinx, ministre *(en français)* : Je remercie toutes les personnes qui se sont intéressées au sort des internés psychiatriques et à la défense sociale, ainsi que M. Muls qui nous a apporté son expérience de terrain. Nous modifions la loi, mais nous le faisons en rendant hommage au travail difficile accompli par les personnes de ce secteur.

Depuis l'affaire Dutroux, l'architecture de l'exécution des peines a été modifiée dans son ensemble. La loi Lejeune a été transformée, les commissions de libération conditionnelle ont été remplacées par les tribunaux d'application des peines, mais à côté de ces modifications qui concernaient davantage les condamnés, il s'agissait de se pencher sur le domaine de la défense sociale, l'objectif étant de protéger la société tout en assurant un soutien thérapeutique adapté aux auteurs des crimes et délits qui souffrent d'un trouble mental.

Nous avons voulu tenir compte de l'évolution de la société et professionnaliser la gestion de l'internement psychiatrique. Nous avons voulu confier la matière aux tribunaux d'application des peines, imposer des expertises beaucoup plus solides, instaurer un statut externe pour les internés, donner des droits aux victimes et mieux prévenir les risques de récidive.

La libération définitive d'un interné psychiatrique est conditionnée par une libération à l'essai pendant deux ans.

Il fallait aussi un circuit de soins intégrés pour les internés psychiatriques.

Dès le début de cette législature, nous avons marqué notre intérêt pour la situation de ces quelque mille personnes incapables, irresponsables de leurs actes, qui peuplent nos prisons, où il est impossible de les prendre en charge adéquatement.

Nous avons donc imaginé de construire autour de la loi un circuit de soins externes, qui permet de mieux prendre en compte ces internés, préparer davantage leur réinsertion et prévenir les risques de récidive.

Sur la construction de ce circuit de soins, voici quelques éléments : deux établissements de défense sociale spécifiques en Communauté flamande (Gand et Anvers) seront ouverts pour 2010. En Wallonie, les places déjà existantes seront élargies, notamment à Templeuve. Merksplas aura soixante places de ce type.

En 2007, dans chaque ressort de cour d'appel, un coordinateur sera engagé pour faciliter la collaboration entre la Justice et le secteur des soins psychiatriques. Nous attribuons aussi un double incitant financier aux institutions de soins accueillant des internés à faible risque.

Les projets-pilotes de Rekkem, Bierbeek et Zelzate sont financés de manière structurelle. Une norme d'encadrement particulière sera adoptée pour les internés à risque moyen dans les hôpitaux psychiatriques.

Deux cents lits des maisons de soins psychiatriques seront attribués aux internés. Nonante autres seront ouverts dans les habitations protégées. Les circuits externes de soins liés à Rekkem et Tournai seront mieux financés.

Dans chacune des annexes psychiatriques du pays, une équipe pluridisciplinaire est en cours d'engagement. Il s'agit là d'un effort sans précédent dans l'histoire de la défense sociale de notre pays.

Pour l'application de la loi, nous dégagerons des moyens pour les circuits de soins : quatre nouvelles chambres pour les tribunaux d'application des peines ; douze psychologues pour le volet expertise pour les internés. Dans certaines prisons, des équipes multidisciplinaires seront également mises sur pied. Nous allons enfin recruter des coordinateurs qui seront la charnière entre les TAP et les institutions de soins.

Je tiens beaucoup à cette loi, fruit d'un travail intense, en collaboration avec des professionnels de terrain.

Ce projet, fruit de cette expertise depuis des années, propose une structure de défense sociale tout à fait nouvelle. Il permettra aux plus faibles et délaissés de bénéficier d'un encadrement juridique clair et d'un circuit de soins adaptés, et de mieux prendre en compte les victimes. Il donnera des protections supplémentaires contre la récidive à notre société. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité*)

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Le **président** : Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2841/5)

Le projet de loi compte 157 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 157 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

La séance est levée à 19 h 56. Prochaine séance ce jeudi 1^{er} mars 2007 à 20 h 45.

De vergadering wordt geopend om 14.16 uur en voorgezeten door de heer Herman De Croo.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering: de heer Guy Verhofstadt en mevrouw Laurette Onkelinx

Een reeks mededelingen en besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Berichten van verhindering

Ambtsplicht: Marleen Govaerts en Joëlle Milquet

Familieaangelegenheden: Yvon Harmegnies

Met zending: Véronique Ghenne en Patrick Moriau

Federale regering

Didier Reynders, vice-eersteminister en minister van Financiën: met zending buitenslands (Moskou)

Karel De Gucht, minister van Buitenlandse Zaken: met zending buitenslands (Moskou)

André Flahaut, minister van Landsverdediging: vergadering Europese ministers Landsverdediging (Duitsland)

Marc Verwilghen, minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid: met zending buitenslands (Canada)

Sabine Laruelle, minister van Middenstand en Landbouw

Vragen

01 Vraag van mevrouw Muriel Gerkens aan de eerste minister over "de kernreactor in Kinshasa" (nr. P1796)

01.01 Muriel Gerkens (ECOLO): In Kinshasa bevindt zich een kernreactor die door de Amerikanen in opdracht van België werd gebouwd. De centrale verkeert in een erbarmelijke staat. Tot 1987 hebben de Belgen de werking en het onderhoud van de installaties verzekerd, en die daarna aan de Congolese overheid overgelaten. Maar de Congolezen hebben zich niet naar behoren van die taak gekweten, wellicht omdat ze niet over de nodige deskundigheid beschikken.

Zal België zijn verantwoordelijkheid nemen eens het Studiecentrum voor Kernenergie (SCK) en het Internationaal Atoomagentschap (IAEA) de gevraagde rapporten over die installaties hebben voorgelegd? Hoe zal ons land de veiligheid van de omwonenden, het gebouw en zijn omgeving waarborgen?

01.02 Eerste minister Guy Verhofstadt (Frans): Ik ben zondag op de hoogte gebracht van de toestand van de nucleaire installaties in de Congolese hoofdstad Kinshasa. Ik heb het SCK gevraagd twee verslagen op te stellen: een onmiddellijk verslag dat ik morgen zou moeten ontvangen en een ander dat zal worden opgesteld naar aanleiding van een bezoek ter plaatse door een team van het SCK. Alle gegevens van het onderzoek zullen aan het IAEA bezorgd worden. Na het advies van het Atoomagentschap zal ik samen met het SCK de toestand evalueren en maatregelen voorstellen.

Ik zal er in elk geval voor zorgen dat het probleem zo vlug mogelijk opgelost wordt.

01.03 Muriel Gerkens (ECOLO): Is België bereid om zo nodig de ontmanteling of het onderhoud van de installaties uit te voeren?

01.04 Eerste minister Guy Verhofstadt (Frans): Ik kan u niet antwoorden vooraleer ik over het verslag beschik. In het verslag moet ook worden uitgemaakt wie verantwoordelijk is. Ik herinner eraan dat die installaties door de Verenigde Staten aan België werden geschonken.

Ik wil op de eerste plaats vaststellen of er problemen zijn, van welke aard ze zijn en welke oplossingen het SCK voorstelt. Maar België zal zijn verantwoordelijkheid niet uit de weg gaan.

01.05 Muriel Gerkens (ECOLO): België moet zich om dat probleem bekommeren.

Die reactor bevindt zich op de top van een heuvel die boven Kinshasa uittorent. Een ongeval zou rampzalige gevolgen kunnen hebben. In tegenstelling tot wat de heer De Decker denkt, kan de Congolese regering die verantwoordelijkheid niet alleen aan.

01.06 Eerste minister **Guy Verhofstadt** (*Frans*): Ik ben mij bewust van de historische verantwoordelijkheid van België. Daarom heb ik dan ook het SCK ter plaatse gestuurd.

01.07 Muriel Gerkens (ECOLO): De rol van ons land is des te belangrijker daar er ook een probleem is van verspreiding van kernmateriaal.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Melchior Wathelet aan de eerste minister over "de toekenning van een eredoctoraat aan de Congolese president Kabila" (nr. P1795)

02.01 Melchior Wathelet (cdH): Ik ben verbaasd over de manier waarop het dossier betreffende de titel van doctor honoris causa die de heer Flahaut aan de heer Kabila wou toekennen, werd behandeld. Samen met de heer De Gucht hebt u eerst verklaard dat zo'n initiatief onder de bevoegdheid van de minister van Buitenlandse Zaken valt. Een dergelijke beslissing zou dus politiek van aard zijn. Om uit het imbrogio te geraken, hebt u vervolgens gesteld dat het de raad van bestuur van de Koninklijke Militaire School (KMS) toekomt die beslissing te nemen. In dat geval zou de politieke dimensie wegvallen. Wat is nu de juiste interpretatie?

Bovendien is de weinig coherente en op Belgisch vlak schadelijke houding van uw regering zo mogelijk nog schadelijker op internationaal niveau, des te meer omdat de heer Flahaut al eerder op het matje moest worden geroepen, met name door de heer Solana over de zending van troepen naar Congo.

Ten slotte stonden in de pers van vandaag weinig lovende uitspraken van uw entourage over de heer Flahaut te lezen. Dat is evenmin bevorderlijk voor uw imago.

02.02 Eerste minister **Guy Verhofstadt** (*Frans*): Ik kan alleen herhalen wat er gisteren tussen de heer Flahaut en mezelf gezegd werd. Gezien de beroering die naar aanleiding van de aangekondigde titel van doctor honoris causa is ontstaan, heeft de minister van Defensie in overleg met mezelf beslist om de raad van bestuur van de KMS te vragen zich over deze aangelegenheid uit te spreken.

Het advies van de Raad van de Faculteit sociale en militaire wetenschappen zal ook worden ingewonnen.

02.03 Melchior Wathelet (cdH): Niets zeggen is de beste manier om coherent te blijven ! Dus beantwoordt u mijn vraag niet.

02.04 Eerste minister **Guy Verhofstadt** (*Frans*): U bent verrast en zelfs geërgerd dat het probleem opgelost is.

02.05 Melchior Wathelet (cdH): U neemt geen beslissing. U neemt geen politiek standpunt in. Wat de coherentie binnen uw regering betreft, stel ik vast dat u de heer Flahaut voortdurend tot de orde roept. Ik zou graag willen dat de internationale politiek van ons land eenduidiger en coherenter zou zijn.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Minister Verwilghen is vanmiddag gewettigd afwezig. Wenst de heer De Coene zijn vraag vandaag te stellen en te laten beantwoorden door een andere minister of verkiest hij de vraag volgende week aan minister Verwilghen zelf te stellen?

02.06 **Philippe De Coene** (sp.a-spirit): Ik verkies mijn vraag volgende week aan de minister zelf te stellen.

03 **Vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de minister van Landsverdediging over "de terbeschikkingstelling van legerhelikopters aan de president van Benin" (nr. P1798)**

03.01 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): "Smeed zwaarden om tot ploegscharen" was een leuze van de pacifisten in de jaren 70. Minister Flahaut is het Belgische leger aan het omsmeden, maar hij weet niet goed tot wat. Eerst vernamen we dat ons leger voor Europ-Assistance had gespeeld voor een Russische miljardair. Nu komt ons ter ore dat onze luchtmacht een luchttaxidienst organiseert voor de president van Benin. Er zijn in dat land twee Belgische helikopters gestationeerd, begeleid door liefst zeventien militairen. Bij Defensie klinkt het dat het om een oefening gaat, maar moeten we dan aannemen dat een buitenlands staatshoofd als proefkonijn gebruikt wordt? Waarom krijgt de president van Benin gedurende één jaar een luchttaxi van ons cadeau? Gebeurt dit met het medeweten en de goedkeuring van de hele regering?

03.02 Minister **Laurette Onkelinx** (Nederlands): Ik antwoord in naam van minister Flahaut. Benin heeft interesse getoond voor de aankoop van twee à vier A109-helikopters van onze krijgsmacht. Het verkoopdossier is in voorbereiding. Er zijn twee A109's ontplooid in Benin om de bemanning toe te laten vertrouwd te raken met het werken in tropische omstandigheden, met het vliegen op lage hoogte en met de nachtzichtapparatuur. Daarnaast is het de bedoeling de Beninse militairen reeds kennis te laten maken met de mogelijkheden van het toestel. Tegen betaling worden er ook vluchten uitgevoerd voor de Beninse president.

03.03 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): Blijkbaar kan men dus in België niet leren vliegen op lage hoogte en is het hier nooit meer nacht! (*Gelach op de banken van het Vlaams Belang*) In de tekst van de kabinetschef van de minister van Defensie is er trouwens helemaal geen sprake van betaling voor de vluchten voor de president en hoe dan ook zijn de toestellen al op onze kosten naar Benin getransporteerd. Ons leger moet geen taxidienst organiseren voor welk Centraal-Afrikaans staatshoofd dan ook!

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vermits de heer Maingain afwezig is, zal ik hem voorstellen zijn vraag tot volgende week te verdagen.

04 **Vraag van de heer Hendrik Bogaert aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de nieuwe OESO-cijfers in verband met de belastingdruk op arbeid" (nr. P1799)**

04.01 **Hendrik Bogaert** (CD&V): Jaarlijks meet de OESO de belastingdruk op de arbeid in haar lidstaten. Voor het zevende jaar op rij blijkt dat de Belgische alleenstaanden het meest belast worden van heel de geïndustrialiseerde wereld. Wat de totale fiscale en parafiscale druk betreft, staan we met stip op drie. Aan het 'verschroeiende' tempo waarop de fiscale druk is gedaald onder paars, duurt het nog veertig jaar eer we het Europese gemiddelde bereiken!

De bewering dat deze regering de belastingdruk zou verschoven hebben van arbeid naar consumptie houdt ook geen steek. De OESO-cijfers tonen duidelijk aan dat de superboetes op arbeid in dit land nog altijd een realiteit zijn!

04.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (Nederlands): Ik antwoord in naam van minister Reynders die in Moskou verblijft. De methodologie van de OESO is gebaseerd op typegevallen. Ter wille van de vergelijkbaarheid wordt alleen rekening gehouden met aftrekken en uitkeringen die vrijwel in alle landen bestaan. Voor een koppel met een gemiddeld inkomen en twee kinderen is de belastingdruk met 2,5 procentpunten gedaald, terwijl die in de buurlanden met 2,5 procentpunten gestegen is. De kloof is dus 5 procent kleiner geworden en bedraagt nog slechts 2 procentpunten. Dit alles hebben we gerealiseerd in het kader van een strikte begrotingsdiscipline: in tegenstelling tot onze buurlanden heeft ons land de voorbije jaren geen tekorten gekend.

Dit neemt niet weg dat de OESO-landen en de EU-15 als geheel het nog beter doen dan wij, maar ook ten opzichte van dat gemiddelde wordt de kloof kleiner. Uit de internationale ranking blijkt dat het Belgische

typekoppel er fors is op vooruitgegaan: ons land zakt hier van de tweede naar de zesde plaats. Wat de alleenstaanden betreft, geraken we echter niet van de koppositie af. Toch moet er op gewezen worden dat de artikels in de pers zowel rekening houden met de fiscale druk als met de sociale druk. Misschien moet de heer Bogaert dezelfde vraag nog eens stellen aan de minister van Sociale Zaken.

04.03 Hendrik Bogaert (CD&V): De realiteit is dat de fiscale druk nauwelijks afneemt en dat dit een negatieve impact heeft op de tewerkstelling. Sinds het aantreden van paars zijn er 67.000 werklozen bijgekomen en is de werkgelegenheidsgraad slechts met 0,23 procent gestegen, veel te weinig om tijdig de Lissabondoelstellingen te halen. Daar komt nu nog bij dat de begroting volgens de Nationale Bank een structureel tekort vertoonde van 51 miljard euro en dat we de koploper zijn wat betreft de belastingdruk op alleenstaanden. Ik raad de regering aan de betekenis van de uitdrukking *status quo* eens in het woordenboek op te zoeken.

Het incident is gesloten.

04.04 Pieter De Crem (CD&V): Niet alleen zijn er voortdurend ministers die zich laten verontschuldigen en niet opdagen, maar nu is er zelfs helemaal geen minister meer aanwezig!

De **voorzitter**: U ziet dat goed, meneer De Crem. Een aantal ministers is in aantocht, maar toch ga ik even schorsen tot er een minister in de zaal is.

De vergadering wordt geschorst om 14.45 uur.

De vergadering wordt hervat om 14.46 uur.

05 Vraag van mevrouw Greet van Gool aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de grondige hervorming van de brandweer" (nr. P1800)

05.01 Greet van Gool (sp.a-spirit): Gisteren hebben de brandweerlieden betoogd in Brussel en ook elders in het land. Zij hebben een aantal terechte eisen, die vooral te maken hebben met hun statuut. Zo wil men hetzelfde loon voor elk personeelslid van de brandweer, ongeacht waar men dienst doet. Ook wil men dat het beroep erkend wordt als risicoberoep en vraagt men degelijke vorming en opleiding. De minister wil zoals bekend eerst werken aan een betere organisatie en structuur van de brandweer. Is hij bereid ondertussen ook te overleggen met de vakbonden om zo tegemoet te komen aan hun eisen?

05.02 Minister Patrick Dewael (Nederlands): Mijn kabinetschef heeft de vakbonden die gisteren betoogden, ontvangen, terwijl ikzelf in de kamercommissie Binnenlandse Zaken zat. Het ontwerp betreffende de brandweershervorming wordt vanaf volgende week behandeld in het Parlement. De vakbonden hebben duidelijk gemaakt dat zij de krachtlijnen van dat ontwerp ondersteunen. De federaties van de brandweer en de steden en gemeenten waren vertegenwoordigd in de commissie-Paulus. De krachtlijnen van het ontwerp zijn vooraf helemaal met hen besproken en bediscussieerd. Er bestaat bijgevolg een breed draagvlak voor de hervorming. Zo is de regering onder meer ingegaan op de budgettaire voorwaarden van de steden en gemeenten, omdat de organisatie van de brandweer eigenlijk een bevoegdheid is van steden en gemeenten.

Terwijl het ontwerp in de komende weken in de Kamer wordt besproken, start ik tegelijkertijd in het Comité C de onderhandelingen met de vakbonden. De teksten hiervoor zijn al klaar. We moeten de goedkeuring van het ontwerp in het Parlement niet afwachten om de besprekingen met de vakbonden op te starten, maar we kunnen de onderhandelingen pas afronden als de hervorming is goedgekeurd. Vanaf dat moment is de organisatie en de structuur van de brandweer immers voor het hele land dezelfde.

We volgen dezelfde procedure als bij de politiehervorming, ook al betekent dit niet dat het statuut noodzakelijkerwijs in die richting moet gaan. Ik zou de brandweershervorming graag voor het einde van de regeerperiode rond hebben.

05.03 Greet van Gool (sp.a-spirit): Ik ben blij dat men nu al met de vakbonden gaat overleggen. In vele steden kent men een grote vergrijzing van het brandweerkorps. Men werkt ook heel veel met vrijwilligers. Men moet het beroep dus aantrekkelijk maken opdat men jonge krachten kan aantrekken.

Wil men educatief verlof mogelijk maken voor de vrijwilligers die al elders werken maar zich als vrijwillige brandweperlui inzetten?

05.04 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): We mogen niet vooruitlopen op de onderhandelingen die op 16 maart 2007 starten. De vrijwilligers maken zeker deel uit van de onderhandelingen, maar het onderscheid tussen professionelen en vrijwilligers blijft zeker behouden. Ik wil geen volledig geprofessionaliseerd brandweerkorps. De suggestie van mevrouw van Gool wordt evenwel meegenomen in de onderhandelingen.

Het incident is gesloten.

06 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Benoît Drèze** aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de detentieomstandigheden in het gesloten centrum van Vottem" (nr. P1801)

- de heer **Mohammed Boukourna** aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de detentieomstandigheden in het gesloten centrum van Vottem" (nr. P1802)

06.01 **Benoît Drèze** (cdH): Nadat de arts van het centrum een jaar geleden zijn ontslag aanbood en verklaarde niet in staat te zijn de opgesloten kinderen correct te behandelen, en vier bewakers in november vorig jaar weigerden mensen met zware psychiatrische problemen in de isoleercel op te sluiten, krijgen de verpleegsters vandaag volgens het weekblad *La Libre Match* bevel van de personeelsdirecteur om geneesmiddelen toe te dienen in onaangepaste dosissen. Er is immers geen arts meer in Vottem. Verpleegkundigen die de directie daarop wijzen, worden weggepest of zelfs uiteindelijk onrechtmatig ontslagen. Dat is onaanvaardbaar!

Ik betreur ten eerste dat de minister van Volksgezondheid geen bevoegdheid heeft in de gesloten centra, en verzoek u allen dat soort praktijken niet zomaar aan te zien!

Bevestigt de minister die feiten? Heeft hij nog bijkomende informatie? Stemt hij ermee in om op verzoek van de Liga voor de Rechten van de Mens de ngo's te horen over wat er in de gesloten centra gebeurt?

06.02 **Mohammed Boukourna** (PS): In november jongstleden heb ik u over hetzelfde onderwerp ondervraagd. Ik had gehoopt dat ik niet op dit thema zou moeten terugkomen!

Volgens *La Libre Match* beslissen personen die niet tot het medisch personeel behoren mee betreffende geneeskundige verstrekkingen, gelasten ze de afgifte van mogelijk gevaarlijke geneesmiddelen en leveren ze zelfs voorschriften op afstand af! De personeelsleden die de medische deontologie willen naleven, staan onder enorme druk.

Kan u die feiten bevestigen? Heeft de Dienst Vreemdelingenzaken een beslissing genomen of ter zake gereageerd? Werd er klacht ingediend? Welke maatregelen zal u nemen teneinde deze zaak op te helderen en te voorkomen dat dergelijke feiten zich herhalen?

06.03 Minister **Patrick Dewael** (*Frans*): Ik stel vast dat de beschuldigingen deze keer uitgaan van verpleegsters, van wie een ontslagen werd. Ik heb in het verleden al gevraagd dat men zich niet langer via de pers maar wel rechtstreeks tot de minister zou richten, en dat men een verslag zou maken met alle feiten die u aan de kaak stelt. Dat is echter niet gebeurd.

Tot hier toe bracht geen enkel onderzoek onwettige praktijken aan het licht. Anderzijds is uit de analyse van het verslag van de ngo's gebleken dat de verhalen niet altijd stroken met de werkelijkheid.

We hebben gisteren de mogelijkheid besproken om het College van ombudsmannen met een audit van de gesloten centra te belasten. Ik heb me daar niet tegen gekant. Ik wijs er echter op dat er bij de Dienst Vreemdelingenzaken een controledienst en een klachtencommissie bestaat. Ten slotte hebben alle parlementsleden en een reeks organisaties toegang tot het gesloten centrum. We moeten de voorrang geven aan de bestaande instanties.

Ik heb mijn administratie gevraagd de nieuwe klachten te onderzoeken.

06.04 Benoît Drèze (cdH): De pers wordt ingeschakeld, want de betrokkenen worden onder druk gezet. Vorig jaar heeft de directeur, in de dagen na de getuigenissen, aan de personeelsleden gevraagd een petitie te ondertekenen waarin stond dat die feiten zich niet hadden voorgedaan.

Vandaag legt iemand een publieke getuigenis af om zijn eer te redden. Er bestaat een rechtsorde voor mensen zoals u en ik, maar in de gesloten centra bestaat er ook een regime waarop geen toezicht wordt uitgeoefend.

Ik wens dat er opnieuw een geneesheer in de personeelsformatie van Vottem wordt opgenomen opdat hij ter plaatse naar eer en geweten zou kunnen oordelen.

06.05 Mohammed Boukourna (PS): Indien de centra klachten zouden hebben over bepaalde ambtenaren of over hun werking, zou ik het uiteraard op prijs stellen dat die personen zich rechtstreeks tot u richten. Dat is niet meer dan normaal en ook logisch.

In commissie hebben we het voorstel dat ertoe strekt de federale ombudsmannen met de voorbereiding van een audit met betrekking tot de gesloten centra en andere beleidsmaatregelen te belasten, besproken.

06.06 Minister Patrick Dewael (Frans): Ik vraag me af waarom men zich in eerste instantie tot de pers wendt, terwijl er ook administratieve mogelijkheden openstaan. Persoonlijk kreeg ik geen bevestiging van de aangehaalde vroegere feiten. Ik vraag me af waarom die verpleegster maandenlang heeft gewacht om dat verhaal in de pers naar buiten te brengen. Mijn uitnodiging geldt echter nog steeds. Wie iets te vertellen heeft, wordt morgen om 11 uur in mijn kantoor verwacht.

Ik heb me gisteren in de commissie akkoord verklaard met een bijkomend onderzoek van de toestand door de ombudsmannen.

06.07 Mohammed Boukourna (PS): Alvorens men overweegt zich tot de pers te richten, dient men uiteraard eerst een beroep te doen op de met de controles belaste organen. Hier bespreken wij punten waarvoor een verduidelijking vereist is. Dit dossier bevestigt het nut van de opdracht van de federale ombudsdiensten.

06.08 Benoît Drèze (cdH): De bewakers die vorig jaar getuigenis aflegden, zijn uit de anonimiteit getreden en hadden een ontmoeting met mevrouw Genot en met mezelf. De verpleegster van haar kant schreef verschillende brieven, waarin ze uitdrukking gaf aan haar malaise. Ze voelt zich het slachtoffer van pesterijen en vervolgens van onrechtmatig ontslag. Het gaat om objectieve feiten, die u tot een andere kijk op de zaken zouden moeten aanzetten.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Daniel Bacquelaine aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de hervorming van de cardiologie" (nr. P1804)

07.01 Daniel Bacquelaine (MR): Een van beide koninklijke besluiten met betrekking tot de cardiale zorg werd door de Raad van State opgeschort. De Raad van State heeft vooral kritiek op het nadeel voor de centra die geen afdeling voor hartpatiënten meer zouden kunnen openhouden. Zal u die KB's enkel aanpassen in het licht van de opmerkingen van de Raad van State, of zal u van de gelegenheid gebruik maken om de besluiten grondig te herwerken rekening houdend met de onderhandelingen tussen de ziekenhuizen?

07.02 Minister Rudy Demotte (Frans): Ik blijf bij mijn huidige beleidslijn. De techniek B1 wordt als verouderd beschouwd, en men zal zich toespitsen op de technieken B2 en B3. Daar bestaat een consensus over. Ten eerste wil ik het probleem van de koppeling van die twee niveaus behandelen. Daarnaast moet er een bepaalde minimumactiviteit zijn om problemen te voorkomen: 400 voor B2, 250 voor B3.

Naar aanleiding van het schorsingsarrest van 21 februari zal ik mijn besluit intrekken en het vervolgens terug indienen, nadat ik het heb aangepast aan bepaalde opmerkingen van de Raad van State, waaronder die over de formulering van de hoogdringendheid, die eerder in tijd dan in kilometer moet worden berekend.

Tot slot, door te wijzen op het feit dat de cardiologen misschien niet meer onder dezelfde arbeidsvoorwaarden zullen werken, sluit de Raad van State zich bij mijn argument van een overaanbod aan.

07.03 Daniel Bacquelaine (MR): Ik merk duidelijk dat u niet op uw beslissing wil terugkomen. Ik neem het woord koppigheid niet in de mond.

De B1-centra alleen hebben zeker geen zin en moeten gesloten worden. Anderzijds ben ik niet zo zeker dat de koppeling tussen de coronarografie, chirurgische angioplastie en hartchirurgie noodzakelijk is. Integendeel, de hartchirurgie zal steeds meer aan belang inboeten.

De onderhandelingen tussen de ziekenhuisinstellingen na de publicatie van de koninklijke besluiten worden ingegeven door financiële overwegingen en de kwaliteit van de gezondheidszorg wordt daarbij uit het oog verloren. In Luik zijn er bijvoorbeeld twee diensten voor hartchirurgie. Dat komt de kwaliteit van de gezondheidszorg uiteraard niet ten goede!

Ik vraag dat sommige punten opnieuw zouden worden verduidelijkt in het koninklijk besluit betreffende de organisatie van de cardiologische zorgverstrekking.

Tevens moeten de ziekenhuiscentra, die ter zake gepokt en gemazeld zijn, kunnen voortwerken en moeten de centra voor hartchirurgie worden gereorganiseerd. Daarbij moet meer rekening worden gehouden met de kwaliteit van de zorgverstrekking dan met specifieke belangen.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Luc Goutry aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de uitgekochte kiwi" (nr. P1805)

08.01 Luc Goutry (CD&V): Het verhaal over het kiwimodel wordt alsmaar droeviger. Nog geen twee weken geleden zei mevrouw De Block dat het ten dode is opgeschreven, omdat het niet blijkt te lukken om met deze methode de kosten voor de terugbetaling van geneesmiddelen te beheersen. CD&V is van oordeel dat we de geneesmiddelen moeten laten concurreren en de goedkoopste kiezen, als we de prijzen willen beheersen.

Het lijkt er sterk op dat de minister gewicht is voor de druk van de farmaceutische industrie. Al twee maal wijzigde hij de procedure in het voordeel van de merkgeneesmiddelen. De minister zegt nu dat de ernstige prijsverlaging van de cholesterolverlager Zocor, dat als enige werd aangeboden door Merck Sharpe & Dohme (MSD), aantoont dat het model toch werkt.

Senator Vankrunkelsven zegt echter dat de gevolgde procedure onbehoorlijk is, omdat dezelfde firma die Zocor produceert, ook de nieuwe cholesterolremmer Inergy op de markt brengt tegen een veel hogere prijs. Ook Inergy zal worden terugbetaald. Zoals dat altijd gaat op de farmaceutische markt, zal binnenkort enkel nog het duurdere middel worden verkocht, waardoor de kosten voor de ziekteverzekering nog zullen oplopen.

Wat vindt de minister van deze procedure en van de koppeling van de terugbetaling van twee producten van dezelfde firma? Zal hij het advies van de commissie voor de terugbetaling van geneesmiddelen (CTG) volgen? Hoe zal er op deze manier bespaard worden?

08.02 Minister Rudy Demotte (Nederlands): Als ik de twee adviezen van de CTG zou volgen en enerzijds het goedkope product Zocor niet zou terugbetalen en het duurdere product Inergy wel, dan zou dat absurd zijn. Dat zou duurder uitvallen voor de maatschappij. Ik wens echter een vermindering van de prijs van cholesterolverlagers, door Zocor als enige simvastatine terug te betalen. Ik vraag mij af waarom de andere firma's niet reageerden. De prijzen van simvastatines zijn sinds mijn aantreden wel fors gedaald.

Wat vandaag in de krant stond, is overdreven. Het nieuwe geneesmiddel Inergy is een combinatie van twee andere producten, waarvoor de CTG een positief advies heeft gegeven. Dit is trouwens geen

eerstelijngeneesmiddel en kan simvastatine niet vervangen. Ik ben verbaasd dat de heer Goutry de argumentatie uit de pers gewoon herhaalt. Volgens het artikel zou een verlaging van de prijs van een geneesmiddel ervoor kunnen zorgen dat het middel zou verdwijnen van onze markt, maar dat is onzin. Er zijn ook generische middelen beschikbaar.

08.03 Luc Goutry (CD&V): Ik heb mijn argumenten natuurlijk gecontroleerd bij deskundigen. Zij zeggen allemaal hetzelfde. De marketing rond een nieuw product verdringt bijna altijd het goedkopere en oudere product voor dezelfde indicatie.

We zullen niet enkel het goedkope product verliezen, we zijn ook het laatste greintje geloof verloren in de openbare aanbesteding als middel om de kosten voor de terugbetaling van geneesmiddelen te beheersen.

Ik blijf het dus merkwaardig vinden dat de terugbetaling van twee producten van dezelfde firma gekoppeld wordt, ook al ontkent de minister dat. De minister is diegene die de beslissing neemt, want de CTG geeft enkel een advies.

08.04 Minister Rudy Demotte (Nederlands): Als ik het advies volg, dan zou ik een duurder geneesmiddel erkennen en terugbetalen en een goedkoper geneesmiddel weigeren.

08.05 Luc Goutry (CD&V): De minister zou de winnaar van de kiwiprocedure, het goedkope Zocor, moeten terugbetalen en moeten wachten met de erkenning van Inergy tot er bewezen is dat het doeltreffender is. Nu steekt hij zich weg achter de adviezen van de CTG, die niet unaniem zijn. Ik vraag mij af of de socialisten zich niet in de maling hebben laten nemen door de farmaceutische industrie.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Ludo Van Campenhout aan de staatssecretaris voor Overheidsbedrijven, toegevoegd aan de minister van Begroting en Consumentenzaken, over "de gebrekkige communicatie van Infrabel aan de treinreizigers in Antwerpen" (nr. P1806)

09.01 Ludo Van Campenhout (VLD): De volgende vier weekends is de Kennedypoortunnel buiten gebruik, wat grote gevolgen heeft voor de reizigers. De informatie is bijzonder schaars: pas deze week werden in de stations brochures verspreid, maar daarmee zijn de weekendreizigers nog niet geïnformeerd. In Nederland publiceert ProRail dergelijke informatie uitgebreid in de kranten en op tv.

Erkent de staatssecretaris de gebrekkige informatie aan doelgroep, de weekendreizigers? Beloofd hij voor de toekomst een betere communicatie?

09.02 Staatssecretaris Bruno Tuybens (Nederlands): Ik kan de heer Van Campenhout geen ongelijk geven. Infrabel heeft pas deze week brochures uitgedeeld, affiches verspreid en de informatie op de webstek geplaatst. Infrabel oordeelde dat het best was de reizigers zo laat mogelijk te informeren, maar deelde mij vandaag mee dat het misschien beter is te werken in twee fasen en een campagne te voeren twee weken voor en net voor de werken. Er moet ook een goede informatiedoorstroming zijn tussen Infrabel en de NMBS-vervoersmaatschappij, zodat de informatie ook in de routeplanner wordt opgenomen. Dit is voor de toekomst inderdaad een belangrijk aandachtspunt.

09.03 Ludo Van Campenhout (VLD): Ik dank de staatssecretaris voor zijn kordaat ingrijpen. Wat de communicatie betreft, moet zeker een onderscheid worden gemaakt tussen de week- en de weekendreizigers.

Het incident is gesloten.

09.04 Pieter De Crem (CD&V): Het vragenuurtje haperde door de afwezigheid van enkele ministers. In het bijzonder valt de afwezigheid op van minister Flahaut. De minister was niet aangekondigd als 'verhinderd'. Pas toen er een politiek probleem rees, moest hij plotseling naar het buitenland, naar Wiesbaden. Als ministers verhinderd zijn door buitenlandse verplichtingen, dan moet dat worden aangekondigd.

Deze namiddag staan ook enkele ontwerpen over consumentenzaken op de agenda. Zal minister Van den Bossche aanwezig zijn?

De **voorzitter**: Ja, zij komt. Ook ik was overigens verrast dat de reis van minister Flahaut naar Wiesbaden zo laat werd aangekondigd.

09.05 Pieter De Crem (CD&V): Internationale verplichtingen zijn doorgaans langer bekend en ik weet niet of hij effectief naar Wiesbaden ging, maar zijn aanwezigheid in de Kamer was wel degelijk aangekondigd.

De **voorzitter**: Het zou mij toch bijzonder verwonderen indien de minister niet in Wiesbaden zou zijn, als hij mij dit heeft gemeld.

10 Agenda

De **voorzitter**: Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 28 februari 2007, stel ik u voor het wetsontwerp tot wijziging van de procedure tot vaststelling van de maximale referentierentevoet voor verzekeringsverrichtingen van lange duur (nrs 2844/1 tot 3) te verdagen en op de agenda van de plenaire vergadering van deze namiddag volgende punten in te schrijven:

- het wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, enerzijds, en de Republiek Uganda, anderzijds, inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Kampala op 1 februari 2005 (overgezonden door de Senaat) (nr. 2904/1);

- het wetsontwerp houdende instemming met de volgende Internationale Akten:

- 1° Amendementsoorkonde bij de Stichtingsakte van de Internationale Telecommunicatie Unie (Genève, 1992);

- 2° Amendementsoorkonde bij de Overeenkomst van de Internationale Telecommunicatie Unie (Genève, 1992),

gedaan te Marrakech op 18 oktober 2002 (overgezonden door de Senaat) (nr. 2905/1);

- het wetsontwerp houdende instemming met het Akkoord, gesloten bij uitwisseling van brieven op 23 mei 2005, tussen de Regering van het Koninkrijk België met het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap, de Regering van de Bondsrepubliek Duitsland, de Regering van de Republiek Frankrijk en de Regering van het Groothertogdom Luxemburg inzake de samenwerking in de grensgebieden (overgezonden door de Senaat) (nr. 2906/1);

- het wetsontwerp houdende instemming met de Akte van herziening van het Verdrag inzake de verlening van Europese octrooien (Verdrag inzake het Europees octrooi) van 5 oktober 1973, laatst gewijzigd op 17 december 1991, gedaan te München op 29 november 2000 (overgezonden door de Senaat) (nr. 2907/1);

- het wetsontwerp houdende instemming met het Akkoord betreffende wederzijdse administratieve bijstand inzake douane tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Turkije, ondertekend te Ankara op 3 november 2003 (overgezonden door de Senaat) (nr. 2908/1);

- het wetsontwerp houdende instemming met de Bilaterale Overeenkomst inzake wederzijdse administratieve bijstand tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk Marokko met het oog op het voorkomen, opsporen en bestraffen van inbreuken op de douanewetten, en met de Bijlage, ondertekend te Brussel op 4 oktober 2002 (overgezonden door de Senaat) (nr. 2909/1);

- het wetsontwerp houdende instemming met het Bilateraal Akkoord over wederzijdse administratieve bijstand op het gebied van de douane tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Azerbeidzjan, ondertekend te Brussel op 18 mei 2004 (overgezonden door de Senaat) (nr. 2910/1);

- het wetsontwerp houdende instemming met het Bilateraal Akkoord over wederzijdse administratieve bijstand op het gebied van de douane tussen de Regering van het Koninkrijk België en het Kabinet van Ministers van Oekraïne, ondertekend te Brussel op 1 juli 2002 (overgezonden door de Senaat) (nr. 2911/1);

- het wetsontwerp houdende instemming met de Algemene Ontwikkelingssamenwerkingsovereenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Rwanda, ondertekend te Kigali op 18 mei 2004 (overgezonden door de Senaat) (nr. 2912/1);

- het wetsontwerp houdende instemming met de Algemene Overeenkomst inzake directe bilaterale samenwerking tussen het Koninkrijk België en de Republiek Oeganda, ondertekend te Kampala op 1 februari 2005 (overgezonden door de Senaat) (nr. 2913/1);

- het wetsontwerp houdende instemming met het Akkoord over wederzijdse administratieve bijstand in douanezaken tussen het Koninkrijk België en Burkina Faso, ondertekend te Brussel op 24 november 2003 (overgezonden door de Senaat) (nr. 2914/1);
- het wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Albanië inzake politiesamenwerking, ondertekend te Brussel op 22 maart 2005 (overgezonden door de Senaat) (nr. 2915/1);
- het wetsontwerp inzake het verbod op de financiering van de productie, gebruik en bezit van antipersoonsmijnen en submunitie (overgezonden door de Senaat) (nr. 2833/1);
- het wetsontwerp betreffende de bijdrage van België aan het HIPC Initiatief ("Heavily Indebted Poor Countries' Initiative") in het kader van de veertiende wedersamenstelling van de werkmiddelen van de Internationale Ontwikkelingsassociatie (IOA) (nr. 2876/1).

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus zal geschieden.

Ontwerpen en voorstellen

11 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, betreffende de stilzwijgende verlenging van overeenkomsten van bepaalde duur (2790/1-5)

- Wetsvoorstel ter bevordering van de bescherming van de consument bij de stilzwijgende verlenging van overeenkomsten van bepaalde duur (1803/1-2)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

11.01 Magda De Meyer, rapporteur: De commissie besprak dit wetsontwerp op 23 januari en 6 februari 2007. In haar inleidende uiteenzetting wees de minister erop dat een bijzondere bescherming van de consument dient te worden ingevoerd betreffende de stilzwijgende verlenging van dienstenovereenkomsten van bepaalde duur. Het probleem met deze stilzwijgende verlenging is nu dat wanneer de consument niet tijdig reageert, hij opnieuw voor langere tijd gebonden is. Het aantal dienstencontracten met een beding van stilzwijgende verlenging, meestal in kleine lettertjes, neemt constant toe en de verantwoordelijkheid voor de verlenging ligt volledig bij de consument.

Het wetsontwerp bevat twee elementen: de consument kan te allen tijde het contract opzeggen mits een opzegtermijn van hoogstens één maand en de clausule van stilzwijgende verlenging moet op de eerste bladzijde van het contract in vetjes en in een kader worden vermeld.

In de algemene bespreking wees de heer T'Sijen op zijn eigen wetsvoorstel om het onevenwicht tussen de consument en de verkoper te verhelpen. Dat wetsvoorstel heeft hetzelfde uitgangspunt, maar een andere filosofie. Het ontwerp wil immers de verkoper verplichten de consument aan de opzegdatum van zijn contract te herinneren.

Op basis van dat wetsvoorstel werd een aantal hoorzittingen gehouden waarmee toch een aantal pijnpunten duidelijk werden. De verzekeringen zouden van de nieuwe verplichting moeten worden uitgesloten en de administratieve last voor verkopers zou aanzienlijk stijgen.

De heer T'Sijen kon zich akkoord verklaren met het alternatief in het huidige ontwerp, maar diende wel een amendement in om het toepassingsgebied van het ontwerp uit te breiden tot producten en een minder verregaand dat de bevoegdheid tot uitbreiding naar producten aan de Koning geeft.

Twee andere amendementen werden na uitleg van de minister ingetrokken.

Mevrouw Creyf verklaarde zich akkoord met de doelstellingen van het ontwerp, maar had wel bedenkingen. Ze wees op de vrees voor extra kosten die de distributiesector en de middenstand in de Raad voor het

Verbruik uitten. Die sectoren vonden ook de opzeggingstermijn te kort en de verkopers zouden volgens hen wel eens kunnen reageren door de duurtijd van contracten langer te maken.

De heer Lano vond het te ver gaan dat consumenten een contract op gelijk welk moment kunnen opzeggen.

In naam van de PS verklaarde mevrouw Ghenne zich akkoord met het ontwerp.

De heer Tant vroeg meer duidelijkheid over de bevoegdheidsdelegatie aan de Koning over producten en productcategorieën.

In de discussie antwoordde de minister dat het ontwerp enkel van toepassing is op dienstenovereenkomsten. Ze verklaarde zich echter akkoord om in dit ontwerp in te voegen dat ook producten of categorieën van producten onder het toepassingsgebied van het wetsontwerp zouden kunnen vallen via een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit. De facto werd dan ook het tweede amendement van collega T'Sijen aangenomen in de commissie.

Er werden twee amendementen aangenomen, de commissie keurde het ontwerp goed met acht stemmen voor en drie onthoudingen.

11.02 **Simonne Creyf** (CD&V): Dit ontwerp voorziet in twee bepalingen. Ten eerste is er de vormvereiste dat het beding vet gedrukt en in een kader los van de andere tekst op de eerste pagina moet worden afgedrukt. Ten tweede wordt bepaald dat een dergelijk contract na de verlenging kan worden opgezegd op elk moment met een opzegtermijn van maximum een maand.

Wij erkennen het probleem. Dergelijk contracten kunnen maar in afgebakende periodes worden opgezegd en de consument weet dat niet of verliest het uit het oog. Het aantal bindende contracten is vandaag de dag schier eindeloos.

CD&V heeft het wetsvoorstel van de heer T'Sijen mee ondertekend. Volgens dat voorstel moet de verkoper de klant signaleren dat hij het contract kan stopzetten. Het ontwerp maakt een andere keuze. Elk contract kan na de verlenging worden opgezegd mits een opzegtermijn van maximum één maand wordt gerespecteerd. Dat gegeven heeft in de Raad voor het Verbruik tot verdeelde reacties geleid; de middenstand en de distributiesector wijzen erop dat consumenten voortaan zonder vergoeding en vrijwel meteen hun contracten kunnen opzeggen en vinden dat te verregaand.

We zullen niet alle punten van kritiek herhalen. Eén belangrijke kritiek is echter dat ondernemingen geneigd zullen zijn de duur van hun contracten te verlengen. Het ontwerp kan dan contraproductief zijn.

Onze fractie heeft het ook erg moeilijk met de ruime bevoegdheidsdelegatie aan de Koning. Hij kan diensten uitsluiten en hij kan, door de goedkeuring van een amendement, nu ook bepaalde producten toevoegen. Waarover stemmen we dan eigenlijk. Het is onduidelijk welke diensten en producten zullen worden uitgesloten of toegevoegd. Het gevolg daarvan is rechtsonzekerheid voor de bedrijven, die niet langer in een stabiel wettelijk kader werken.

Daarom zullen wij ons over dit ontwerp onthouden.

Tot slot nog een praktische vraag. Geldt de verplichting om het beding van stilzwijgende verlenging in vet en in een kader te vermelden ook voor overeenkomsten van vastgoedmakelaars? Het KB van 13 januari 2007 voorziet namelijk ook voor die overeenkomsten in verkorte opzegtermijnen. De verhouding tussen beide nieuwe regelingen is niet duidelijk.

11.03 **Dominique Van Roy** (MR): Momenteel bevatten veel contracten van bepaalde duur een beding tot stilzwijgende verlenging, waarvan de consument vaak geen weet heeft omdat die bepaling in de algemene voorwaarden vermeld staat. Bovendien verschilt dat beding van contract tot contract en laat de consument de termijn vaak verstrijken zonder dat hij iets heeft kunnen ondernemen, waardoor hij opnieuw gebonden is, met alle financiële gevolgen van dien. Doordat het een plotse onderbreking van de diensten voorkomt, is het beding tot stilzwijgende verlenging echter ook een vorm van bescherming voor onoplettende of nalatige consumenten.

Daarom verheugt het me dat dit ontwerp voor evenwicht zorgt, waardoor de consument zijn contract gelijk wanneer kan opzeggen, met inachtneming van een vooropzeg van een maand. En doordat het contract duidelijk het beding tot stilzwijgende verlenging moet vermelden, hoeven de verkopers geen bijkomende administratieve lasten te dragen.

Onze fractie onderschrijft de voorliggende wettekst dan ook, omdat hij een meerwaarde biedt voor de consumentenbescherming zonder dat hij evenwel bijkomende kosten voor de bedrijven meebrengt.

De **voorzitter**: Ik wil u feliciteren met uw maidenspeech op dit spreekgestoelte. (*Applaus op alle banken*)

11.04 Koen T'Sijen (sp.a-spirit): Ik ben tevreden dat we vandaag al een oplossing bereikt hebben voor deze problematiek. Onder de huidige regeling bestaat er immers een onevenwicht tussen consument en verkoper. Vaak wordt in de kleine lettertjes vermeld dat een contract stilzwijgend verlengd wordt, tenzij de klant voor een bepaalde datum het contract opzegt. De verantwoordelijkheid wordt zo volledig bij de consument gelegd, die het natuurlijk moeilijk heeft om dat allemaal bij te houden en vaak vergeet tijdig op te zeggen.

De techniek van de stilzwijgende verlenging wordt gebruikt voor allerlei abonnementen. Dit is vooral nadelig voor de administratief zwakkere consument. Uit een enquête van het consumentenprogramma *Kassa* blijkt dat 54 procent van de ondervraagden de stilzwijgende verlenging onhandig vindt en dat 83 procent het een goede zaak zou vinden als er een duidelijke waarschuwing op de overeenkomst zou moeten staan. Het is inderdaad heel vervelend te moeten betalen voor diensten die men niet meer wil.

Dergelijke bedingen van stilzwijgende verlenging bemoeilijken ook de markttoegang voor nieuwe, innovatieve ondernemingen. Ook economisch is het dus een goede zaak dat er een einde wordt gemaakt aan deze concurrentiebeperking.

Dit ontwerp, dat er kwam als gevolg van mijn wetsvoorstel, bepaalt dat dienstenovereenkomsten van bepaalde duur na stilzwijgende verlenging opzegbaar zijn met een opzegtermijn van één maand en dat de clause van stilzwijgende verlenging duidelijk in vet en in een kader op de overeenkomst vermeld moet worden. Ik ben blij dat mijn amendement is aanvaard. Het laat de Koning toe het toepassingsgebied uit te breiden naar bepaalde categorieën van producten. Er was hier veel kritiek op, maar ik denk dat het beter is om dit bij KB te laten regelen dan het helemaal niet te regelen. De Koning zal ook uitzonderingen kunnen bepalen, bijvoorbeeld voor termijnrekeningen. Ik heb er vertrouwen in dat het KB snel zal komen.

De ontwerp biedt een antwoord op de verzuchtingen van de consumentenorganisaties en past in de groeiende aandacht voor het consumentenrecht. Het komt ook tegemoet aan de vrees van de Raad voor het Verbruik voor groeiende administratieve overlast. Ik hoop dat het straks met een ruime meerderheid goedgekeurd wordt.

11.05 Minister Freya Van den Bossche (*Nederlands*): In de Wet op de Handelspraktijken wordt vaak gebruik gemaakt van delegaties aan de Koning. Op die manier kan de regelgeving gemakkelijker mee evolueren met de veranderende context.

De vrees dat deze wetswijziging zal leiden tot steeds langere contracten van bepaalde duur, lijkt mij ongegrond, omdat de prijs gedurende de hele duur van het contract gelijk moet blijven en het voor de verkoper dus heel moeilijk is om concurrerende prijzen aan te bieden voor langlopende contracten.

Binnen de Raad voor het Verbruik stonden de consumenten en de beroepsfederaties lijnrecht tegenover elkaar. Het gaat hier inderdaad om een vrij verregaande maatregel om de consument te beschermen. Het is immers de bedoeling dat de consumenten ook de voordelen van de vrije markt kunnen genieten en niet enkel de nadelen moeten ondergaan.

De regeling in het ontwerp is eigenlijk geïnspireerd op wat al bestaat voor de vastgoedsector. Uiteraard geldt de verplichting om het beding op pagina één te vermelden ook voor de vastgoedmakelaars.

Ik dank de leden van de commissie voor de constructieve discussie die we gehad hebben en ook de heer T'Sijen die met zijn wetsvoorstel onze aandacht op deze problematiek gevestigd heeft.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2790/5)

Het wetsontwerp telt 3 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

11.06 **Simonne Creyf** (CD&V): Bij artikel 1 wil ik de minister nog even van repliek dienen. Het is inderdaad gebruikelijk om in de Wet op de Handelspraktijken te werken met KB's, maar hier wordt het hele toepassingsgebied verwezen naar het KB. Dit is bijzonder kwalijk voor de rechtszekerheid.

De stilzwijgende verlenging is niet louter negatief, want ze zorgt mee voor een blijvende dienstverlening. De consument moest inderdaad beter beschermd worden, maar men kan zich nu toch afvragen of de balans niet helemaal naar de andere kant overheelt. De koper kan op elk moment zonder betaling het verlengde contract opzeggen. Wij zullen ons bij de stemming daarom onthouden.

Het is mij ontgaan hoe het zit met de vastgoedmakelaars en het KB.

11.07 Minister **Freya Van den Bossche** (*Nederlands*): De wetgeving is een beetje gebaseerd op het KB betreffende de vastgoedsector. Daar is afgesproken dat als een contract stilzwijgend is verlengd, de consument het contract kan opzeggen met een opzegtermijn van één maand. Hierin verschilt de wet niet van het KB. De vastgoedsector moet wel een vermelding aanbrengen op pagina 1 van die contracten. De opzegmogelijkheden blijven voor de rest onveranderd.

11.08 **Simonne Creyf** (CD&V): De vormvereisten moeten dus wel overgenomen worden ?

11.09 Minister **Freya Van den Bossche** (*Nederlands*): Ja, dat geldt voor elke sector.

De artikelen 1 tot 3 worden artikel per artikel aangenomen.

De **voorzitter**: De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

12 **Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument (2843/1-3)**

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De **voorzitter**: Mevrouw Magda De Meyer, die rapporteur is, verwijst naar het schriftelijk verslag.

12.01 **Trees Pieters** (CD&V): Dit ontwerp beoogt de omzetting in Belgisch recht van verordening 2006/2004. Een verordening is rechtstreeks toepasbaar. Een omzetting hoeft enkel als de verordening het - zoals hier - expliciet voorschrijft. Deze verordening wil vooral de samenwerking inzake consumentenbescherming tussen de bevoegde instanties in de verschillende lidstaten coördineren en beter stroomlijnen. Het is duidelijk dat men de strijd voor consumentenbescherming steeds meer op Europees niveau moet voeren. De verordening heeft een belangrijke praktische weerslag.

Tijdens de bespreking heb ik de minister geconfronteerd met een aantal bemerkingen van de Raad van State. De minister heeft er toen op gewezen dat een verordening in principe niet hoeft te worden omgezet in het intern recht en dat de richtlijn in bijlage reeds is omgezet in de interne rechtsorde. Bij de artikelsgewijze bespreking heb ik van de minister alle verduidelijkingen gekregen waar ik om had gevraagd. Omdat de antwoorden afdoend waren en omdat het ontwerp de conformiteit van de wetgeving inzake consumentenbescherming binnen de Europese Economische Ruimte verzekert, zal mijn fractie straks - zoals in de commissie - het ontwerp goedkeuren. (*Applaus*)

12.02 Minister **Freya Van den Bossche** (*Nederlands*): Ik wil de commissieleden bedanken voor hun constructieve houding.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie verbeterde tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2843/1)

Het wetsontwerp telt 4 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 4 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

13 **Wetsontwerp tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's (2799/1-5)**
- **Wetsvoorstel tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakings- en beveiligingscamera's in niet-besloten plaatsen (2038/1-3)**
- **Wetsvoorstel om het gebruik van bewakingscamera's te regelen (2187/1-3)**

Overgezonden door de Senaat

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

13.01 **Corinne De Permentier**, rapporteur: Het voorliggende ontwerp beantwoordt zowel aan een maatschappelijke als aan een grondwettelijke noodzaak. Toch leidde het tot discussie, omdat een afweging moest worden gemaakt tussen het recht op privacy en het recht op veiligheid. De wet van 1992 bood niet voldoende waarborgen voor de naleving van het recht op privacy van gefilmde personen.

Het voorliggende ontwerp legt de verplichting op om de aanwezigheid van videocamera's te signaleren. De bekeken beelden zullen maximaal na een maand vernietigd moeten worden en de toegang tot de beelden wordt beperkt. Het is verboden om beelden te schieten die de intimiteit van de burgers zouden schenden of informatie bevatten over hun ideologische, religieuze of politieke overtuiging.

De plaatsing van de bewakingscamera's moet aangemeld worden bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Tot slot, indien de camera's in een openbare ruimte worden aangebracht, moet de gemeenteraad de plaatsing van de bewakingscamera goedkeuren.

Deze wet biedt een goed evenwicht tussen de diverse vereisten waaraan een democratische maatschappij moet beantwoorden. Ze biedt de burgers tevens de zekerheid dat de openbare en private instellingen zich

niet kunnen inmengen in hun privéleven en de samenleving dat ze voldoende beveiligd wordt (*Applaus op alle banken*).

13.02 Katrien Schryvers (CD&V): Terecht wordt vandaag een wetsontwerp besproken dat het gebruik en de plaatsing van bewakingscamera's regelt, want de nood aan zo'n regeling is groot. Een hele tijd geleden diende CD&V - als eerste - een wetsvoorstel in. We waren blij dat de minister ons leek te volgen en het initiatief aan het Parlement overliet, maar helaas bleek de bespreking in de commissie nauwelijks iets om het lijf te hebben. Meermaals werd duidelijk dat de minister onze visie inzake bewakingscamera's op diverse vlakken deelt, maar blijkbaar lezen wij sommige artikelen anders dan hij. Aangezien er in de commissie door de tijdsdruk geen ruimte was voor discussie en bijstellingen, is het resultaat een onvolkomen tekst die tal van onzekerheden bevat en te veel ruimte laat voor interpretatie. Ook de Privacycommissie en de Liga voor de Rechten van de Mens hebben dat vastgesteld. Het huidige ontwerp zal leiden tot betwistingen en rechtszaken.

Het ontwerp bepaalt dat er in niet-besloten plaatsen camera's kunnen komen na een positief advies van de betrokken gemeenteraad en de korpschef van de betrokken politiezone. Maar wat als een van de adviezen negatief is of als er geen advies wordt gegeven? In de praktijk is een bindend negatief advies niets anders dan een vetorecht. De minister zegt wel dat er in goedwerkende zones overlegd zal worden, maar dat neemt niet weg dat er bij betwistingen duidelijke regels nodig zijn. Wij stellen voor dat de korpschef na een veiligheids- en doelmatigheidsanalyse een advies geeft aan de gemeenteraad. Die laatste kan dan op zijn beurt de plaatsing van de camera goedkeuren. Het gaat om een tijdelijke goedkeuring, want uit nieuwe analyses zou kunnen blijken dat de camerabewaking niet langer nodig is. Na drie jaar moet een nieuwe toelating worden aangevraagd. Wij zullen een amendement in die zin indienen.

In het ontwerp staat een maximale bewaartijd van de opnames van een maand, zoals de Privacycommissie meermaals had geadviseerd. Een minimale bewaartijd ontbreekt echter, wat maakt dat beelden mogelijk al vernietigd zullen zijn wanneer de politie ze opvraagt in het kader van de vaststelling van een misdrijf. De minister zegt dat wie de camera plaatst beelden nooit zal vernietigen als ze een misdrijf kunnen bewijzen, maar hij vergeet dat camera's ook de misdrijven registreren van wie de beelden opslaat en bewaart. Wij pleiten daarom voor een minimale bewaartijd van de beelden van camera's in besloten én niet-besloten ruimtes. Ook hiervoor hebben we een amendement.

Ik heb vandaag slechts enkele van onze bezwaren vermeld. Voorts hoop ik dat evaluatie en bijsturing mogelijk blijven en dat wie de wet moet toepassen ook de parlementaire stukken zal inkijken. Gezien de vele interpretatiemogelijkheden zal dat nodig zijn.

13.03 Jean-Claude Maene (PS): Steeds meer gemeenten en bedrijven installeren camerabewakingssystemen. Men krijgt de indruk dat er sprake is van een ongebreidelde wildgroei, zonder enige regulering. De onderhavige bepalingen zullen voor duidelijkheid zorgen, en meer juridische waarborgen bieden.

De Senaat heeft puik werk verricht met betrekking tot het wetsontwerp.

Camerabewakingssystemen vallen onder de bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levensfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. Toch was een specifiekere wet nodig, om rechtsonzekerheid te voorkomen.

Mevrouw De Permentier, die rapporteur is voor dit ontwerp, is uitvoerig ingegaan op het Europees Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden. Er moet een evenwicht

gevonden worden tussen het respect voor de privacy - het is immers niet de bedoeling een samenleving te creëren waarin big brother alles in het oog houdt - en de preventieve werking van camerabewaking.

Doel is het gebruik van bewakingscamera's in een duidelijker kader in te bedden.

Overeenkomstig de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer moeten gebruikers van camerasystemen hiervan aangifte doen bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Te weinig camera's worden onder de vooropgestelde voorwaarden gebruikt, wat regelgeving noodzakelijk maakt.

De vijf basisprincipes van de voorgestelde regelgeving zijn ons inziens belangrijk: het principe van het legitieme doeleinde volgens hetwelk de camerabewaking moet stroken met de wet; het principe van de proportionaliteit dat een evenwicht vereist tussen de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de handhaving van de openbare orde; het principe van de transparantie dat bepaalt dat de burger dient te worden verwittigd dat hij wordt geobserveerd; het principe van de beeldkwaliteit dat een verplichting inhoudt om de vervalsing te kwader trouw te voorkomen; en ten slotte het subsidiariteitsprincipe op grond waarvan moet worden bewezen dat er geen andere maatregel voorhanden is die de persoonlijke levenssfeer minder aantast.

De wet van 1992 kent de burger belangrijke rechten toe. De bepalingen van voorliggend ontwerp vormen een aanvulling op die waarborgen.

Met betrekking tot de camera's op openbare plaatsen, die door de gemeenten en de politiezones worden geplaatst, zal een debat plaatsvinden in de gemeenteraad, die het laatste woord heeft. De preventie- en veiligheidsmaatregelen moeten ook worden opgenomen in het zonaal veiligheidsplan, dat in de raad wordt besproken, wat de samenhang met de andere prioriteiten en maatregelen van de politie moet verzekeren. De beelden moeten onder het gezag van de politie worden genomen en de Koning zal de machtigingsvoorwaarden om deze te bekijken, verduidelijken.

Ik vestig voorts uw aandacht op de verduidelijking van de verplichtingen die rusten op particuliere gebruikers van bewakingscamera's op privéplaatsen die al dan niet toegankelijk zijn voor het publiek en op het algemeen verbod om afbreuk te doen aan de intimiteit en aan politieke, syndicale en andere overtuigingen.

Mijn fractie zal dus voor deze tekst stemmen, die volgens ons voldoende waarborgen biedt. (*Applaus*)

13.04 Willy Cortois (VLD): Dit wetsontwerp werd grondig besproken in de commissie Binnenlandse Zaken. Er werden hoorzittingen georganiseerd met vertegenwoordigers van de Liga voor de Mensenrechten, de Privacycommissie en de lokale en federale politie. De Liga pleitte voor een omgekeerde wettelijke aanpak en voor een algemeen verbod op het plaatsen van bewakingscamera's, waarop dan enkele welomschreven uitzonderingen mogelijk zijn. Ik voel wel enige sympathie voor die benadering, maar ze houdt geen rekening met wat er inzake veiligheid leeft in de samenleving. De vertegenwoordigers van de Privacycommissie en de politie hadden wel enkele kritische bedenkingen bij de tekst van de Senaat, maar gingen er ten gronde wel mee akkoord.

De voorbije tien jaar was er een explosieve groei van het aantal bewakingscamera's dat geplaatst werd door de overheid, bedrijven, handelszaken en particulieren. Het probleem daarbij is dat dit niet ten koste dreigde te gaan van het recht op privacy. We mogen niet terechtkomen in een Big-Brother-samenleving. De privacywet van 8 december 1992 kon deze technologische evolutie niet voorspellen en heeft bijgevolg geen afdoende antwoord op het fenomeen van de bewakingscamera's. Momenteel zijn er nog vele bewakingscamera's zonder vergunning.

Dit ontwerp streeft naar een evenwicht tussen het recht op privacy en de strijd tegen criminaliteit. De VLD aanvaardt de plaatsing van bewakingscamera's, als ze tenminste deel uitmaken van een integraal

veiligheidsbeleid dat democratisch wordt beslist en gecontroleerd.

Artikel 5 van dit ontwerp bepaalt dat er voor de plaatsing van bewakingscamera's op de openbare weg een positief advies nodig is van de gemeenteraad en van de korpschef. Zo ontstaat de indruk dat het advies van een democratisch verkozen orgaan niet meer waard is dan het advies van een mandaathouder. Dat blijft voor mij een van de pijnpunten van dit ontwerp.

Dit ontwerp bepaalt ook wat we moeten verstaan onder bewakingscamera's. Over de plaatsing van andere camera's, zoals bijvoorbeeld de snelheidscamera's, bestaat andere wetgeving.

Het is goed dat dit ontwerp werd toevertrouwd aan de Senaat, die zijn reflectieopdracht goed heeft volbracht en een evenwichtige tekst heeft opgesteld. De tekst is echter niet volmaakt. Enkele amendementen, onder meer van CD&V, kunnen de tekst verbeteren en verduidelijken, maar er is te weinig tijd om dit ontwerp nu opnieuw naar de Senaat te sturen. Gelet op de wildgroei aan bewakingscamera's, is er immers dringend wetgeving ter zake nodig. In de commissie waren er trouwens tien stemmen voor en twee onthoudingen.

13.05 Dirk Claes (CD&V): Wij hebben enkele constructieve amendementen ingediend, maar die worden dus blijkbaar omwille van de tijdsdruk niet aangenomen. Wij zijn echter bereid om onze collega's in de Senaat aan te sporen om het ontwerp snel te behandelen. Wij willen in de eerste plaats een goed wetsontwerp, dit om juridische betwistingen achteraf te vermijden.

13.06 Willy Cortois (VLD): Ik begrijp uw bezorgdheid, maar de geschiedenis leert ons dat dergelijke operaties meestal niet slagen. Het risico dat het gepresteerde werk uiteindelijk nog sneuvelt, is groot. In de politiek moeten keuzes worden gemaakt. Indien het ideale niet kan worden bereikt, moet men met minder tevreden zijn.

Dit wetsontwerp is alleszins een stap in de goede richting, met een goed evenwicht tussen de zorg voor de privacy en voor een veiliger samenleving.

13.07 Dirk Claes (CD&V): Er werd geen advies van de Raad van State gevraagd over de in de Senaat gewijzigde tekst. Wij betreuren dat. CD&V is voorstander van een wet op de camerabewaking, maar vreest dat spoedig weer een reparatiewet nodig zal zijn.

13.08 Willy Cortois (VLD): Wij delen dezelfde bezorgdheid. Er is ter zake wetgeving nodig. Het huidige wetsontwerp is ongetwijfeld voor verbetering vatbaar, maar dat is dan werk voor de volgende legislatuur. *(Applaus van VLD)*

13.09 Stijn Bex (sp.a-spirit): Waarom is deze wetgeving nodig? Er heerst een wildgroei in het plaatsen van bewakingscamera's, zodat we afstevenen op de Londense situatie waarbij iedereen voortdurend wordt gefilmd. En er bestaat onduidelijkheid over de vigerende wetgeving, onder meer door de uitspraak op 25 oktober 2006 door een rechter te Dendermonde. Een eigenaar van verschillende woningen in dezelfde straat in Sint-Niklaas plaatste daar een camera die de hele straat controleerde. De burens verzetten zich hiertegen, maar de rechter oordeelde dat dit geen inbreuk vormde op hun privacy. Er is dus duidelijk een aangepast en beter wetgevend kader nodig. Wij menen dat wie voor privéaangelegenheden camerabewaking installeert, die enkel mag richten op de eigen woning en niet op de publieke ruimte.

Spirit heeft een wetsvoorstel ingediend om de wildgroei aan bewakingscamera's tegen te gaan. De heer Cortois heeft al verwezen naar de vraag van de Franstalige Commissie voor de Rechten van de Mens, die meende dat de Privacycommissie om advies kon worden gevraagd over het al dan niet plaatsen van iedere camera. Dit zou echter een enorme werklast meebrengen en dit is niet precies haar taak. Wij menen dat die bevoegdheid terecht aan de gemeenteraad wordt toevertrouwd.

Wij willen vermijden dat we in een samenleving terechtkomen waarin iedereen voortdurend wordt gefilmd. Het recht op privacy is voor ons even belangrijk als het recht op veiligheid. Dit zijn overigens geen tegenstrijdige zaken en dit wetsontwerp zoekt een evenwicht tussen beide. Camera's kunnen de veiligheid

wel verhogen, maar ze niet garanderen. Het afschrikkend effect is vrij beperkt, tenzij op bepaalde plaatsen zoals in parkeergarages, maar in dat geval verplaatst de criminaliteit zich gewoon naar plaatsen zonder camerabewaking. De mogelijkheid om de daders op te pakken vergroot inderdaad wanneer men over camerabeelden beschikt. De kostprijs van camerabewaking op publiek domein is echter heel hoog. Men moet dus op lokaal vlak steeds goed afwegen of men politiemensen inzet of gebruik maakt van camerabewaking.

Vroeger viel alles wat camerabewaking aanging onder de privacywetgeving, maar de algemene principes van die wetgeving - de finaliteit, de doelmatigheid, de proportionaliteit en de subsidiariteit - zijn daarop heel moeilijk toe te passen. Dit ontwerp vereist daarom dat het advies van de korpschef van de lokale politiezone wordt ingewonnen. Hij moet duidelijk motiveren dat er een veiligheidsrisico bestaat dat op een effectieve manier met camerabewaking kan worden bestreden, op een manier die bovendien efficiënter zou kunnen zijn dan met het inzetten van politiemensen alleen.

13.10 Dirk Claes (CD&V): Dat er een aangepaste wetgeving komt, is een verbetering. Maar dat er niet in een evaluatie wordt voorzien, is toch een hiaat. Er moet kunnen worden nagegaan of de doelstellingen wel worden bereikt?

13.11 Stijn Bex (sp.a-spirit): Tijdens de commissiebesprekingen wees ook ik erop dat regelmatige evaluaties nodig zijn. De minister verduidelijkte artikel 5 als volgt: er kunnen geen camera's geïnstalleerd worden zonder het voorafgaandelijk advies van de korpschef. De gemeenteraad moet daarvan eerst kennis kunnen nemen om vervolgens een advies te geven. Bij gebreke aan positief advies, kunnen de camera's niet worden geplaatst. Wanneer er camerabewaking is, moet men de situatie zeker evalueren vooraleer men ze eventueel uitbreidt. Ik geef het voorbeeld van de camera's op de Oude Markt en een aanpalende straat in Leuven. Vooraleer men de camerabewaking uitbreidt tot andere straten, moet eerst de huidige bewaking worden geëvalueerd. Een sterke gemeenteraad en een burgemeester die een kritisch benadering toelaat, beschikken zeker over voldoende middelen om zo een evaluatie effectief te vragen.

13.12 Katrien Schryvers (CD&V): Heeft de heer Bex artikel 5 wel gelezen? De minister gaf wel zijn interpretatie, maar dat artikel bepaalt niet dat het advies van de korpschef verplicht moet worden voorgelegd aan de gemeenteraad. De minister is wel van oordeel dat in een goedwerkende zone de twee aan elkaar zijn gelinkt. Dat hopen wij ook. Voor ons moet het wetgevende werk echter ook rekening houden met het geval er eventuele betwistingen zouden zijn. Die garantie is er echter niet. De heer Bex beweert dat een goedwerkende gemeenteraad pas tot uitbreiding van de camerabewaking zal beslissen na een evaluatie. Hij spreekt terecht over uitbreiding, niet over verlenging, want in dit wetsontwerp wordt een toelating voor onbepaalde termijn gegeven.

13.13 Stijn Bex (sp.a-spirit): Ik heb artikel 5 wel grondig gelezen en heb zelfs uw amendementen op het artikel grondig gelezen. U beweert dat in de wet niet werd opgenomen dat er een advies van de korpschef moet zijn vooraleer de gemeenteraad kan beslissen. Als dat het geval mocht zijn, dan nodig ik elk gemeenteraadslid uit om de parlementaire stukken te lezen waarin zowel de minister als de commissarissen verklaarden dat het advies van de korpschef er moet zijn voor de gemeenteraad zich kan uitspreken. Indien dat niet zo is, moeten zij de beslissing maar bij de bevoegde instanties aanvechten.

Het is een goede zaak dat de indeling in plaatsen voor de camera's nu erg duidelijk is. De categorie 'niet besloten plaatsen', waarvoor de strengste regelgeving geldt, moet heel ruim worden geïnterpreteerd. Dat geldt ook voor de categorie 'besloten plaatsen' waarvoor bepalingen gelden die niet voor de slotcategorie gelden. Onder die categorie 'besloten plaatsen die niet voor het publiek toegankelijk zijn' vallen enkel de privéruimten.

Ik was verbaasd dat de heer Cortois het niet heeft gedaan en daarom wil ik een bloemetje werpen naar VLD-senator Noreilde die zich in dit dossier erg verdienstelijk heeft gemaakt.

13.14 Willy Cortois (VLD): Ik heb de heer Noreilde nadrukkelijk vermeld.

13.15 Stijn Bex (sp.a-spirit): Dat is me dan ontgaan, mijn excuses daarvoor. Wij zullen dit ontwerp steunen.

(Applaus van de meerderheid)

13.16 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Dit ontwerp is ontsproten uit een parlementair initiatief over een fundamentele materie, namelijk de bescherming van de privacy. Het siert het Parlement dat het na zoveel inspraak ook tot een uitspraak is gekomen.

Het is niet uit tijddruk dat we de tekst niet meer wijzigen en hem niet meer terugsturen naar de Senaat. Het is omdat de amendementen van mevrouw Schryvers geen fundamentele meerwaarde bieden aan de tekst.

Er zijn twee discussiepunten. Het eerste is de bevoegdheidsverdeling tussen de korpschef en de gemeenteraad. Ze moeten beiden een uitspraak doen. In de praktijk signaleert de korpschef een behoefte en spreekt de gemeenteraad zich daarover politiek uit. Ze moeten elkaar dus 'zoeken' tot ze elkaar gevonden hebben. Zo moet artikel 5 gelezen worden.

Het andere discussiepunt is de bewaartijd van de beelden. Nu is die maximum één maand, tenzij de beelden kunnen bijdragen aan de oplossing van een misdrijf. Is dat te lang of is het net te kort? Een te korte bewaartijd houdt het risico in dat de beelden al vernietigd zijn voor men beseft dat ze relevant kunnen zijn om een misdrijf op te helderen.

De voorgestelde wettelijke regeling is niet perfect, maar is wel een eerste grote stap vooruit. De laatste jaren rezen camera's als paddenstoelen uit de grond, buiten enig regelgevend kader. Terecht heeft de heer Bex erop gewezen dat de privacywetgeving niet het juiste legistieke kader is om het geheel van deze problematiek te vatten. Dit ontwerp is een werkbaar instrument voor onze bestuurders om een beter veiligheidsbeleid te kunnen voeren. Ik verheug me erover dat dit parlementair initiatief vandaag wet kan worden. *(Applaus)*

13.17 **Dirk Claes** (CD&V): De maximale bewaartijd bedraagt één maand. Men mag dus eigenlijk beslissen om de beelden al na een dag te vernietigen. En wat als de beelden dan later nuttig zouden blijken bij het oplossen van een misdrijf?

13.18 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Naast een maximumtermijn zou er volgens de heer Claes dus ook een minimumtermijn moeten zijn. Men zou dan continu moeten filmen en alle beelden bewaren. Dat is op praktisch vlak onhaalbaar, zowel voor videobeelden als voor digitale beelden. Daar komen nog de risico's qua bescherming van de privacy bij. Burgers hebben recht op veiligheid én op privacy. Dit ontwerp bewaart daartussen een mooi evenwicht.

13.19 **Dirk Claes** (CD&V): Er zullen dus verschillende systemen naast elkaar blijven bestaan: de een bewaart een dag, de ander een week of een maand. Men had beter voor een uniform systeem geopteerd.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2799/1)

Het wetsontwerp telt 14 artikelen.

Ingediende amendementen:

Art. 5

- 4 *Dirk Claes cs (2799/3)*
- 7 *Dirk Claes cs (2799/3)*
- 8 *Dirk Claes cs (2799/3)*

Art. 6

- 9 *Dirk Claes cs (2799/2)*

Art. 7

- 10 *Dirk Claes cs* (2799/3)

De andere artikelen zijn aangenomen, artikel per artikel, zonder opmerkingen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over de aangehouden amendementen en artikelen en over het geheel zal later plaatsvinden.

14 Opmerkingen over een wetsontwerp

Bij brief van 26 februari 2007 zendt de voorzitter van de Verenigde Advies- en Onderzoekscommissie van de Hoge Raad voor de Justitie een advies over het wetsontwerp betreffende de internering van personen die lijden aan een geestesstoornis (nr. 2841/1).

Bij de Kamer ter tafel gelegd.

- 15 Wetsontwerp betreffende de internering van personen die lijden aan een geestesstoornis (2841/1-5)**
- Wetsvoorstel betreffende de internering van delinquenten met een geestesstoornis (899/1-2)
 - Wetsvoorstel betreffende de internering van delinquenten met een geestesstoornis (1402/1-2)
 - Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 19ter van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen, gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde seksuele strafbare feiten, wat de wijze betreft waarop cassatieberoep wordt ingesteld (2046/1-2)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

15.01 Walter Muls, rapporteur: De commissie heeft zeven zittingen aan dit onderwerp gewijd, waarvan twee zittingen *extra muros*. De vice-premier heeft een inleiding gegeven over de talrijke hervormingen die na de affaire Dutroux zijn doorgevoerd. De structuur van de strafuitvoering werd grondig gewijzigd met de hervorming van de wet-Lejeune en de commissies voor de Invrijheidstelling, die nu uitmonden in de strafuitvoeringsrechtbanken.

De ophefmakende zaken die ons land in het verleden gekend heeft, hebben uiteraard ook een impact gehad op het sociaal verweer. De wet van 1964 was zelf in feite slechts een actualisering van de wet van 1930. Het huidige wetsontwerp houdt rekening met talrijke aanbevelingen van de zogenaamde commissie-Delva, die zich uitgebreid over de interneringsproblematiek gebogen heeft.

De regering beoogt met dit ontwerp een dubbele doelstelling: enerzijds de maatschappij beschermen en anderzijds een aangepaste therapeutische begeleiding verzekeren voor geestesgestoorde personen die een misdrijf hebben gepleegd.

De regering heeft ervoor gekozen de opvolging van de geïnterneerden toe te vertrouwen aan de strafuitvoeringsrechtbanken en dus niet langer aan de commissies voor de Bescherming van de Maatschappij.

Wat zijn nu de krachtlijnen van dit ontwerp? Het ontwerp bevat een nieuwe definitie van de geesteszieke. De termen die in de huidige wet gebruikt worden, zoals 'krankzinnigheid' of 'zwakzinnigheid', zijn immers niet meer van deze tijd. De internering van een geestesgestoorde dader zal voortaan onderworpen zijn aan drie voorwaarden: de hem tenlastegelegde feiten moeten bewezen zijn, zijn geestesstoornis moet aanhoudend zijn en hij moet een gevaar vormen voor de maatschappij.

De psychiatrische expertise zal voortaan wettelijk verplicht zijn. De expertise zal moeten beantwoorden aan een aantal kwalitatieve criteria en de expert zelf zal geaccrediteerd moeten zijn. De expertise zal ook multidisciplinair kunnen zijn.

De bevoegde rechtbank zal voortaan een onmiddellijke opsluiting kunnen bevelen en bovendien ook een aantal beroepsverboden kunnen uitspreken.

Ook de slachtoffers van een dader die geïnterneerd wordt krijgen nu het recht om geïnformeerd te worden over de strafuitvoeringsmodaliteiten. Er zal wat dat betreft geen onderscheid meer zijn tussen geïnterneerde of veroordeelde daders.

Als uitvoeringsmodaliteiten voorziet de huidige wet alleen in de invrijheidsstelling op proef, de definitieve invrijheidsstelling en de beperkte vrijheid. De commissies voor de Bescherming van de Maatschappij hebben nog andere modaliteiten ontwikkeld, die echter geen wettelijke basis hadden. De regering wil nu deze verschillende modaliteiten omkaderen door een procedure en toekenningvoorwaarden te bepalen. De duur van de proefperiode voor de vrijlatingen op proef bedraagt minimum twee jaar, maar is hernieuwbaar.

De strafuitvoeringsrechtbanken zullen voortaan bevoegd zijn voor alle beslissingen in verband met de uitvoering van de internering. Het is dus de strafuitvoeringsrechtbank die beslist in welke instelling de geïnterneerde geplaatst wordt. De strafuitvoeringsrechtbank zal ook nauw samenwerken met de coördinatoren die in elk rechtsgebied van een hof van beroep zullen aangesteld worden. De begeleiding van personen die op proef zijn vrijgelaten zal gebeuren door het parket.

De definitieve vrijlating zal alleen kunnen toegekend worden na een vrijlating op proef van minstens twee jaar en op voorwaarde dat de geestesstoornis voldoende verbeterd is om niet meer te moeten vrezen dat de geïnterneerde nieuwe strafbare feiten pleegt.

Het wetsvoorstel laat de strafuitvoeringsrechtbanken toe om veroordeelden te interneren die tijdens hun detentie getroffen worden door een geestesstoornis. Logischerwijze kan zo een geïnterneerde veroordeelde niet geïnterneerd kunnen blijven na het einde van de straf waartoe hij veroordeeld werd. Hij zal dan onder de wet op de bescherming van de persoon van de geesteszieke vallen, zodat de vrederechter hem kan laten opnemen in een instelling.

De regering concludeert dat de internering een nieuwe etappe betekent bij de uitbouw van een coherent strafuitvoeringssysteem. Maar deze hervorming zou niets zijn zonder een gelijklopende uitbouw van een echt zorgnetwerk. Het beleid moet er daarom op gericht zijn de capaciteit van de instellingen voor geïnterneerden te verhogen en rond deze instellingen structuren op te richten voor een adequate opvang, dit alles gericht op de herintegratie van de geïnterneerde in de maatschappij.

Er komen twee nieuwe instellingen in Gent en Antwerpen. Bovendien kunnen de proefprojecten voortaan op een structurele financiering rekenen. Er komen 120 bijkomende plaatsen bij in Rekem, Bierbeek en Zelzate, plus nog eens twintig bijkomende bedden in het instituut Tyteca in Brussel. 180 PVT-bedden worden omgezet in PVT-bedden voor geïnterneerden en er komen ook 90 beschermde woongelegenheden bij. In Paifve zullen er in 2007 45 nieuwe plaatsen komen voor 'mid-' en 'high'-security geïnterneerden en in Doornik komen er ook nog eens 40 externe plaatsen.

Na de toelichting door de regering hebben de heren Verherstraeten, Giet en Muls hun eigen wetsvoorstellen toegelicht.

De algemene bespreking werd geopend door de heer Schoofs, die opmerkte dat Vlaanderen inzake internering van delinquenten een andere aanpak hanteert dan Wallonië. Hij zou het jammer vinden indien er alleen juristen zouden zetelen in de strafuitvoeringsrechtbanken wanneer die beslissingen nemen over interneringen. Hij vroeg ook naar de budgettaire weerslag van de wetswijzigingen.

Voor de heer Wathélet is het vooral belangrijk dat er voldoende materiële middelen en personeel wordt ter beschikking gesteld om deze wet uit te voeren. Hij merkte ook op dat elke spreker die tijdens de hoorzittingen aan het woord kwam, de strafuitvoeringsrechtbanken ter discussie stelde. Het begrip 'belang van het slachtoffer' zou volgens hem tot uitleggingsproblemen kunnen leiden.

De heer Malmendier vroeg zich af waarom de vrederechter, en niet de strafuitvoeringsrechtbanken, moet beslissen over de plaatsing van geïnterneerde veroordeelden die aan het einde van hun straf komen. Hij kwam ook terug op de kwestie van het belang van het slachtoffer. De slachtoffers moeten goed geïnformeerd worden. Als een geïnterneerde zich onttrekt aan de overeengekomen zorg bij een vrijlating op proef, staat niet alleen het belang van het slachtoffer op het spel, maar dat van de hele maatschappij.

Mevrouw Lalieux hoopt dat er voldoende middelen worden vrijgemaakt om de instellingen ertoe aan te zetten dat soort mensen op te nemen. De wetsontwerp streeft naar coherentie met de hervorming van de externe rechtspositie van de gedetineerden. Het voorziet in een meer professionele aanpak van de behandeling en resocialisatie van de betrokkene, in samenwerking met de gezondheidszorg.

De heer Muls herinnerde eraan dat de commissies voor de Bescherming van de Maatschappij het tot dusver met karige middelen hebben moeten stellen. Hij was blij dat veel collega's zijn bezorgdheid deelden en erkende dat er tijdens de vier jaar van deze zittingsperiode toch veel is verwezenlijkt.

De heer Verherstraeten wees erop dat de coördinatoren in elk rechtsgebied een band vormen tussen de instelling en de strafuitvoeringsrechtbank. Dit leidt tot een conflict tussen Justitie en Volksgezondheid. De directeurs van de instellingen moeten nu advies geven over het toestaan van elektronisch toezicht, over de beperkte internering of over de verloven, maar zij klagen nu al over overmatige werklast. Hij nodigde de commissieleden ook uit om het artikel te lezen dat in het tijdschrift *Orde van de Dag* is verschenen over de bezoldiging van deskundigen. Hij betreurde tenslotte dat het ontwerp niet gepaard gaat met een financieel plan.

De heer Courtois stelde vast dat er een consensus is over de noodzaak om maatregelen te nemen voor de zwaksten. De heer Borginon was verheugd dat in deze zittingsperiode al een aantal belangrijke hervormingen werden gerealiseerd, zoals de wet-Dupont, de oprichting van de strafuitvoeringsrechtbanken, de wet op de externe rechtspositie van de gedetineerden en nu dus ook deze wet. Hij was van mening dat een deskundigenverslag op tegenspraak even goede garanties biedt als de aanwezigheid van een psychiater in de beslissende instantie.

De heer Casaer heeft met eigen ogen de erbarmelijke omstandigheden in de psychiatrische afdelingen van onze gevangenissen kunnen vaststellen en gelooft dat het wetsontwerp zeker als hefboom zal kunnen dienen om budgettaire middelen vrij te maken. Omdat de strafuitvoeringsrechtbanken nog maar pas van start zijn gegaan, zal men zich moeten beraden over het meest geschikte tijdstip om deze wet in werking te laten treden.

De heer Van Parys schetste de historiek van het wetsontwerp, haalde de niet-opgevolgde aanbevelingen van de commissie-Delva aan en spreekt onder meer over de inobservatiestelling, het Penitentiair Onderzoeks- en Klinisch Observatiecentrum (POKO), de samenstelling van de commissie Strafwetvoeringsrechtbanken en het al dan niet aanwezig zijn van een psychiater. Hij had het ook over de beroepsmogelijkheden, waarbij men een stap terugzet tegenover de wet van 10 februari 1998. Hij betreurt ook dat het advies van het College van procureurs-generaal ontbreekt. Hij zei dat het wetsontwerp ook te weinig het onderscheid maakt tussen de beveiligingsmaatregelen ten aanzien van geïnterneerden en de straf. Hij wees erop dat het zorgcircuit dat in Vlaanderen is uitgebouwd niet compatibel is met de stroeve procedures in het wetsontwerp, dat volgens hem geënt is op de situatie in het Franstalige landsgedeelte. Hij vond dat men een advies had moeten vragen aan de kamercommissie Volksgezondheid en de Hoge Raad voor de Justitie en dat de commissie Justitie zich had moeten laten bijstaan door experts. Hij vraagt ook dat men het B.P.R. (Business Process Re-engineering) over de justitiehuisen zou meedelen.

De minister heeft geantwoord op de verschillende vragen en bemerkingen. Bij de stemming over het geheel werd het wetsontwerp goedgekeurd met negen stemmen voor en vijf onthoudingen. (*Applaus*)

15.02 Tony Van Parys (CD&V): In mei 1999 heeft de commissie-Delva haar aanbevelingen gepubliceerd met betrekking tot een nieuwe wet op de geïnterneerden. Voormalig minister van Justitie De Clerck had deze commissie opgericht. De regering heeft er liefst acht jaar over gedaan om een wetsontwerp in te dienen. En vervolgens werd dit heel belangrijke wetsontwerp - 156 artikelen! - op minder dan een week door de commissie Justitie gejaagd: op 1 februari vroeg men in de plenaire vergadering de urgentie voor de behandeling van het wetsontwerp en de bespreking in de commissie was al afgerond op 6 februari. Die overhaaste behandeling heeft natuurlijk jammerlijke gevolgen. Zo heeft men geen rekening gehouden met een aantal uiterst belangrijke aanbevelingen van de commissie-Delva en met de fundamentele opmerkingen van de actoren van de hoorzittingen en evenmin met de standpunten van de Hoge Raad voor de Justitie en de Liga voor de Mensenrechten.

De belangrijkste aanbeveling van de commissie-Delva die men niet heeft willen volgen, is deze over de inobservatiestelling van de zwaarste risicodossiers in een gespecialiseerd centrum. Er werd tijdens de hoorzittingen op gewezen dat de problematiek van de geïnterneerden bijzonder acuut is bij de ongeveer 10 procent van de geïnterneerden die een zwaar risico opleveren voor de samenleving. In deze categorie zitten de dossiers die veel mediatieke en publieke belangstelling kregen. Ik verwijs naar onder meer het dossier-Derochette en het dossier-Ait Oud. De commissie-Delva had uitdrukkelijk aanbevolen dat er voor deze categorie van geïnterneerden een observatieperiode zou moeten komen in het kader van het psychiatrisch onderzoek vooraleer men een beslissing zou nemen over internering, vrijlating of vrijlating op proef. Hiervoor zou men dan een gesloten residentieel centrum, een gespecialiseerd residentieel observatiecentrum dus, moeten oprichten. Op die manier zou men daarna een beslissing kunnen nemen met kennis van zaken. Via observatie door gespecialiseerde mensen zou men ook de aangepaste behandelingsmethode kunnen uitwerken. De zorg in de psychiatrische annexen van de gevangenissen volstaat immers niet. Bovendien kan men niet tegelijk behandelen en beoordelen.

Het wetsontwerp neemt deze aanbeveling niet over. Men had nochtans enkel moeten aanknopen bij het KB van 19 april 1999 dat het kader creëerde voor een dergelijk centrum. Ondanks alle aanbevelingen is zo een instelling er nooit gekomen en het komt er ook niet met dit wetsontwerp. In Nederland heeft men het Pieter Baan-Centrum. Door zo een centrum niet op te richten, zal ons land niet kunnen beschikken over de nodige instrumenten om ten aanzien van geïnterneerden de beslissingen te nemen die de maximale beveiliging van de samenleving zouden kunnen waarborgen.

We hebben acht jaar de tijd gehad en we hebben het niet gedaan. Als we na acht jaar geen tijd en geen middelen vinden, dan zal wie deze wet goedkeurt, de verantwoordelijkheid dragen voor deze gemiste kans.

Waarom diende de commissie-Delva, als haar voornaamste adviezen worden genegeerd?

Ook de evidente aanbeveling om in de commissie die oordeelt over de internering, nu de strafuitvoeringsrechtbank, een psychiater op te nemen, is niet overgenomen. Nochtans zou dat niet veel hebben gekost. Het wetsontwerp voorziet bovendien enkel in een cassatieberoep tegen beslissingen inzake internering, alhoewel de wet van 10 februari 1998 al bepaalde dat de advocaat beroep kon aantekenen tegen een beslissing inzake de invrijheidstelling. Dat fundamentele recht wordt nu teruggeschroefd.

Tijdens de algemene bespreking in de commissie hebben we grondig gediscussieerd over deze kwestie, maar bij de artikelsgewijze bespreking was er noch de tijd, noch de intentie. Hoe kan het dat wij slechts acht dagen tijd hadden voor de bespreking, terwijl de regering er acht jaar over deed om de aanbevelingen van de commissie-Delva in wetgeving om te zetten? In deze en de vorige regeerperiode waren overigens al wetsvoorstellen ingediend. De regering heeft echter gewacht tot het einde van de regeerperiode om dit ontwerp door te drukken.

Het wetsontwerp komt niet tegemoet aan de bezwaren die tijdens de hoorzitting werden geuit. Zo wezen alle actoren erop dat de internering een beveiligingsmaatregel is, geen strafmaatregel. Het wetsontwerp zit volgens hen te veel in de sfeer van de strafuitvoering. De heren Casselman en Van Peteghem zeiden dat het flexibele Vlaamse zorgcircuit niet compatibel is met de statische procedures van het ontwerp. Het geïntegreerde zorgcircuit houdt rekening met de situatie van elke geïnterneerde afzonderlijk. Door de procedure in dit wetsontwerp te enten op de procedure die bestaat voor de strafuitvoeringsrechtbanken, zal de geïnterneerde helemaal niet de op maat gemaakte behandeling krijgen die hij nodig heeft. Tijdens de hoorzitting wees de heer Heimans erop dat het traject van de voorwaardelijke invrijheidsstelling anders is dan dat van de internering. Er wordt te weinig rekening gehouden met de therapeutische realiteit. Dat blijkt ook uit het feit dat de strafuitvoeringsrechtbanken in een ongewijzigde samenstelling bevoegd zullen zijn, zonder de aanwezigheid van een psychiater.

Ook inzake timing en de koppeling aan de strafuitvoeringsrechtbanken was er tijdens de hoorzitting fundamentele kritiek te horen. De heer Heimans wees op de verwachte moeilijkheden bij het opstarten van de nieuwe rechtbanken. De complexe sector van de geïnterneerden daar nog eens aan toevoegen, vond hij geen goed idee. De heer Casselman wees op de onverantwoord snelle inwerkingtreding van het ontwerp. Hij vond dat de werking van de strafuitvoeringsrechtbanken eerst had moeten worden geëvalueerd.

We hadden niet eens de tijd om amendementen in te dienen die tegemoet komen aan deze kritieken.

Ik hekel de omstandigheden waarin de commissie moest werken, zonder de nodige documenten en adviezen. Het advies van de commissie Volksgezondheid had moeten worden gevraagd of hadden we op zijn minst in gemengde commissie moeten vergaderen.

Toen de vertegenwoordiger van het College van procureurs-generaal tijdens de hoorzitting vroeg of het College om een advies werd gevraagd, antwoordde de minister: antwoordde de minister: "Et alors?" Dat antwoord is veelzeggend. Blijkbaar komt het erop aan dat er een wet wordt goedgekeurd. Wat in de wet staat, doet er niet zo toe. De minister heeft de commissie Justitie gebruikt en misbruikt.

Ook het advies van de Hoge Raad voor Justitie vond de minister niet nodig. Toen de Hoge Raad vaststelde dat dit wetsontwerp geagendeerd werd, heeft hij ons een brief gestuurd. Hij deelt ons mee dat hij geen tijd heeft gehad om het ontwerp grondig te bestuderen, maar wijst ons wel op een aantal fundamentele problemen. De Hoge Raad vindt dat het beter zou zijn om de juridische bevoegdheid over de geïnterneerden toe te kennen aan een specifiek orgaan en dat daartoe in de strafuitvoeringsrechtbanken een assessor gespecialiseerd in de psychiatrie zitting zou moeten hebben in plaats van een specialist in penitentiaire aangelegenheden. De strafuitvoeringsrechtbanken zouden volgens de Hoge Raad ook omgedoopt moeten worden tot rechtbanken voor straffen en maatregelen als ze ook moeten oordelen over geïnterneerden. In de algemene bespreking was iedereen het daar trouwens mee eens. De minister zegt echter 'neen'.

De Hoge Raad voor de Justitie wijst op de hoge werklast van de huidige commissies tot Bescherming van de Maatschappij en stelt zich de vraag of de oprichting van vier bijkomende strafuitvoeringsrechtbanken zal volstaan om de werklast te absorberen en of de kwaliteit van de behandeling van geïnterneerden wel gewaarborgd kan worden. De minister schuift echter die verantwoordelijkheid door naar de volgende regering. Ook de Liga voor de Mensenrechten schreef een brief met opmerkingen aan de commissie voor de Justitie.

Het is bijzonder jammer dat er geen rekening wordt gehouden met de principiële, fundamentele en eenduidige bezwaren van al wie met deze materie omgaat. De leden van de meerderheid hadden ook niet de mogelijkheid om in de commissie hun verantwoordelijkheid op te nemen, want de minister van Justitie wilde het ontwerp in acht dagen door de commissie jagen. De leden van de meerderheid dragen echter wel een grote verantwoordelijkheid als zij hier een wet goedkeuren die niet conform is en waarmee alle bestaande risico's behouden blijven. Zij zouden de moed moeten hebben om deze werkwijze niet te aanvaarden en zouden een uitstel van de bespreking moeten vragen. Als ze dat niet doen, dan is het in de toekomst ook niet meer nodig om hoorzittingen in de commissie te organiseren, want er wordt toch geen rekening mee gehouden.

In ieder geval zal de CD&V haar verantwoordelijkheid wel opnemen. (*Applaus bij CD&V en N-VA*)

15.03 Jean-Pierre Malmendier (MR): Het is niet eenvoudig om het woord te nemen nadat we alle tegenargumenten van de heer Van Parys gehoord hebben.

Tijdens deze zittingsperiode werd een rechtsstelsel van vrijheidsstraffen ingevoerd.

De meerderheid heeft de basiswet inzake het bestuur der strafinrichtingen en de rechtspositie van de gedetineerden, de wet over de externe rechtspositie van de personen die tot een vrijheidsstraf werden veroordeeld, de wet inzake de rechten van het slachtoffer in het kader van de modaliteiten van de strafuitvoering en tot slot de wet tot oprichting van de strafuitvoeringsrechtbanken aangenomen. De wet op de bescherming van de maatschappij diende nog hervormd te worden.

De tekst van het huidige project omschrijft het begrip geestesziekte en vervangt het door 'geestesstoornis', een term die meer in de lijn ligt van de huidige psychiatrische opvattingen.

Wie een wanbedrijf of een misdrijf begaan heeft dat strafbaar is gesteld met een gevangenisstraf, kan geïnterneerd worden, indien hij op het ogenblik van de uitspraak aan een geestesstoornis lijdt die zijn mogelijkheid om zijn daden te controleren heeft aangetast en er gevaar bestaat dat hij wegens zijn geestesstoornis opnieuw misdrijven begaat.

Een andere nieuwigheid is dat elke internering moet worden voorafgegaan door een psychiatrisch expertise die moet beantwoorden aan bepaalde kwalitatieve criteria en moet worden uitgevoerd door een door de FOD Volksgezondheid erkende expert. De vorm van dat deskundigenverslag zal bij koninklijk besluit worden

vastgelegd. Deze handelwijze is even relevant als wat door de heer Van Parys wordt voorgesteld.

In bepaalde gevallen zullen de gerechtelijke instanties daders van zedenfeiten ten aanzien van minderjarigen onmiddellijk kunnen laten opsluiten of hen een beroepsverbod opleggen.

De tekst bevat ten slotte een wettelijke grondslag voor de concrete uitvoeringsmodaliteiten van de internering en voorziet in maatregelen zoals elektronisch toezicht en beperkte opsluiting.

De voorwaarden van de wet op het sociaal verweer met betrekking tot de vrijlating op proef, het elektronisch toezicht en de beperkte opsluiting werden aangevuld.

De definitieve vrijlating van de geïnterneerde kan pas worden toegestaan na een vrijlating op proef van minstens twee jaar en op voorwaarde dat de geestesstoornis zodanig is verbeterd dat er geen gevaar voor nieuwe feiten bestaat.

Om de werking en het personeel van de commissies voor Sociaal Verweer op een professionele manier te organiseren, zullen de strafuitvoeringsrechtbanken de beslissingen nemen in verband met de uitvoering van de internering.

Laatste essentiële punt: de plaats van het slachtoffer bij de uitvoering van de internering.

Overeenkomstig de wetten van 1998 en 2006 hebben de slachtoffers het recht om geïnformeerd te worden over de modaliteiten van de uitvoering van de straf en gehoord te worden over de uitvoeringsmodaliteiten die hen zelf aanbelangen ingeval de dader tot een gevangenisstraf veroordeeld is, maar niet als de dader geïnterneerd wordt. In dat laatste geval wist het slachtoffer geheel nergens van. Het is een goede zaak dat de regering nu voorstelt dezelfde bepalingen toe te passen, ongeacht of de dader een gevangenisstraf moet uitzitten of geïnterneerd wordt.

Het slachtoffer zal voortaan dus altijd ingelicht worden over de uitvoering en de uitvoeringsmodaliteiten, en krijgt de mogelijkheid om gehoord te worden, maar een goede begeleiding van het slachtoffer is nodig gedurende het hele proces, vanaf de opvang op het politiekantoor tot de beslissing om de dader te interneren.

Dit ontwerp betekent dus ontegensprekelijk een stap voorwaarts, al is het slechts een eerste stap. Wetgevende initiatieven als deze kunnen niet zonder de nodige financiële middelen met het oog op hun uitvoering.

De nodige financiële middelen werden al uitgetrokken om het aantal plaatsen in de inrichtingen tot bescherming van de maatschappij en in het externe zorgcircuit op te trekken. Er zullen echter ook bijkomende begrotingsmiddelen moeten worden vrijgemaakt voor de follow-up van de geïnterneerden en om ervoor te zorgen dat de slachtoffers hun rechten in het kader van dit ontwerp kunnen uitoefenen. (*Applaus*)

15.04 **Walter Muls** (sp.a-spirit): Ik wil de situatie schetsen waarin de commissies tot Bescherming van de Maatschappij nu moeten werken. Die commissies bestaan uit een voorzitter-magistraat, een psychiater en een advocaat. Ik maakte gedurende zes jaar deel uit van de commissie tot Bescherming van de Maatschappij van Vorst, die bevoegd is voor alle geïnterneerden in het arrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde en Nijvel. De commissies moeten tot op de laatste cent uitrekenen wat hun werking kost. Voor mijn commissie betekende dat dat zij zich verplaatste in plaats van de geïnterneerden te laten komen. Soms staan ze voor onnoemlijk moeilijke beslissingen. Zij worden geconfronteerd met geïnterneerden die mits de nodige therapie zouden kunnen genezen en terugkeren in de maatschappij, maar die bij gebrek aan oplossingen, behandelingen, instellingen geïnterneerd blijven. De geïnterneerden worden stiefmoederlijk behandeld, en dat is geen verwijt aan deze of vorige minister van Justitie, maar aan onze hele samenleving. De graad van ontwikkeling van een samenleving wordt gemeten aan de manier waarop zij de zwaksten behandelt.

Ik heb tijdens deze zittingsperiode ongeveer 25 vragen gesteld aan de minister over de geïnterneerden. Ik stelde vast dat collega's van meerderheid en oppositie, en zelfs de minister, toch aandacht hadden voor het lot van de geïnterneerden. De regering stelde voor eerst te zorgen voor middelen en instellingen, daarna voor een statuut. Toen heb ik samen met de heer Borginon een wetsvoorstel ingediend op basis van vroeger commissiewerk.

In de loop van de jaren kwam er een substantiële wijziging van de middelen, maar het statuut van 1964, gebaseerd op een wet uit 1930, bleef bestaan. Toen legde een incident in Luik een belangrijk hiaat in de wetgeving bloot, namelijk dat een raadkamer of een rechtbank ten gronde kan beslissen om iemand die niet toerekeningsvatbaar is te interneren, waarna een commissie tot Bescherming van de Maatschappij kan beslissen dat de betrokkene genezen is, waardoor die ondanks de ernstige feiten vrij komt.

Het wetsontwerp heeft verschillende krachtlijnen. De leemtes in de wetgeving worden opgevuld en er wordt een rechtsbasis gecreëerd voor verschillende praktijken die al langer werden uitgevoerd, doch zonder wetgevend kader. Bovendien wordt er geprofessionaliseerd, waarmee ik geenszins wil insinueren dat men vroeger amateuristisch te werk ging, wel integendeel. Ik breng hier hulde aan alle magistraten, psychiaters en advocaten die zich voor de geïnterneerden hebben ingezet.

Een aantal punten van kritiek van de Hoge Raad voor de Justitie en de Liga voor Mensenrechten zijn bij mij niet in dovemansoren gevallen. Ze zijn echter niet van die aard dat we vandaag de bespreking moeten opschorten. Wel zal een grondige evaluatie moeten volgen, waarbij moet worden nagegaan of er aan de strafuitvoeringsrechtbanken iets moet veranderen wat de samenstelling of de naam betreft.

Inzake de inobservatiestelling moeten we nagaan of de maatregelen die we vandaag nemen al dan niet voldoen.

De hoorzittingen waren bijzonder interessant en ze waren ook kritisch. Toch beschouwden de kritische sprekers het wetsontwerp als een positief gegeven en dat is iets wat sommigen door alle kritiek heen niet meer zien. Die kritiek is leerzaam en zorgt er net voor dat hoorzittingen zinvol zijn.

Ook de Liga voor de Mensenrechten vindt het ontwerp positief, al zijn er een paar punten waar ze het niet mee eens is.

Zelf sta ik kritisch tegenover de samenstelling van de strafuitvoeringsrechtbanken, omdat er geen plaats is voor een psychiater, die wat mij betreft niet per se beslissingsrecht hoeft te hebben.

Toch ben ik hier gelukkig mee. Er is heel wat gebeurd. De tekst had verder kunnen gaan, maar als hij ertoe leidt dat de publieke opinie beseft dat er geïnterneerden zijn die niet in gevangenissen thuishoren, dan hebben we een belangrijke stap gezet en kunnen we het wetsontwerp met een gerust gemoed goedkeuren. *(Applaus bij de meerderheid)*

15.05 Melchior Wathelet (cdH): De tekst werd vrij snel aangenomen. Misschien hadden we bepaalde organisaties die op dat gebied actief zijn wat meer tijd moeten laten om ons meer gedetailleerde adviezen te verstrekken. Hoorzittingen moeten niet enkel dienen om in zijn mening gesterkt te worden, maar ook om die mening bij te stellen, vooral wanneer alle betrokkenen het met elkaar eens zijn, en bijvoorbeeld vragen dat een psychiater bij het nemen van de beslissing wordt betrokken.

De indiening van een ontwerp is op zich positief. Tevens moet men ook zijn goedkeuring hechten aan het onderdeel 'professionalisering', ook al is die term misschien niet helemaal goed gekozen, en aan de oprichting van een instelling die instaat voor de beslissingen en de follow-up ervan inzake internering.

Een van de minpunten is de benaming. De term 'straf' is niet op zijn plaats. Bovendien vereist dat beleid een consistente begroting om het huidige probleem van de onredelijk lange termijnen aan te pakken. Het personeel moet erg beschikbaar zijn, een menselijke aanpak voorstaan én bekwaam zijn.

De voorzitters van de commissies voor Sociaal Verweer hebben er meermaals aan herinnerd dat men over voldoende personeel moet kunnen beschikken om de medische follow-up bij de aanvang van, tijdens en na de internering te verzekeren.

Bovendien werden er een aantal strafuitvoeringsrechtbanken opgericht die onder andere bijkomende dossiers betreffende het sociaal verweer zullen moeten behandelen. Het aantal desbetreffende dossiers vertegenwoordigt een aanzienlijke werklust.

Om dat alles tot een goed einde te brengen, moeten in elk geval enorm veel middelen worden ingezet.

We kunnen het ons echter niet veroorloven om de vooropgestelde doelen niet te halen. Daartoe zijn echter middelen nodig, ja zelfs onontbeerlijk.

De rol van de psychiaters is van essentieel belang.

De psychiaters hebben ons gezegd dat ze vanuit budgettaire oogpunt 'therapeutische filantropie' bedreven. Die uitlating heeft ons sterk getroffen. Hoe kan u verwachten dat we over de beste psychiaters beschikken, als ze vergoedingen krijgen die onder het gebruikelijke barema liggen en die dan ook nog laattijdig worden gestort?

Eens te meer is het een probleem van middelen.

Bovendien voeren de psychiaters hun expertise niet op een eenvormige manier uit. De subjectiviteit en de rechtsonzekerheid die daaruit voortvloeien, doen huiveren. De lijst is ontegensprekelijk een vooruitgang, maar we moeten toch verder werken in de richting van een doorgedreven uniformering van de expertisepraktijken.

De hoorzittingen moeten het positieve gedeelte van de tekst niet in zijn geheel teniet doen, maar we mogen ze ook niet negeren.

Alle gehoorde personen hebben benadrukt hoe belangrijk de rol van de psychiater is.

15.06 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Doe niet alsof u gelooft dat de psychiaters niet langer een stem in het kapittel zullen hebben. De strafuitvoeringsrechtbank zal met de bijdrage van de psychiaters rekening houden om haar beslissing te schragen!

15.07 **Melchior Wathelet** (*cdH*): Dat is maar goed ook. Zowel de veldwerkers die in commissie werden gehoord als de Hoge Raad voor de Justitie en de Liga voor mensenrechten echter – wetend dat de psychiater aanwezig zou zijn – dringen er hoe dan ook op aan dat hij bij de besluitvorming zou worden betrokken, zoals het geval is in het kader van de commissie tot Bescherming van de Maatschappij.

Naast de positieve elementen van deze tekst heb ik er ook een aantal negatievere aangestipt die in de toekomst wellicht moeten worden geëvalueerd.

Al had ik gehoopt dat we meer in detail zouden kunnen treden, ik vind het uiterst positief dat we over het sociaal verweer van gedachten hebben kunnen wisselen.

Laat ons de instellingen voor sociaal verweer niet vergeten, die op verbeteringen wachten en die haast bezwijken onder de aanvragen. (*Applaus bij het cdH*)

15.08 **Dylan Casaer** (*sp.a-spirit*): Alle commissieleden en alle betrokkenen beseften dat er dringend iets gedaan moest worden aan de problematiek van de geïnterneerden. Ik heb in een aantal gevangenissen zelf kunnen vaststellen dat de geïnterneerden daar in de vergeetputten van de samenleving zitten.

Dit wetsontwerp is een stap in de goede richting. Er worden middelen vrijgemaakt voor een aantal bijkomende gespecialiseerde centra en ik geloof dat het nieuwe statuut een hefboom kan zijn om ook in de volgende maanden en jaren op dat elan voort te gaan. Eer we een adequate en volledige structuur hebben, zal er nog wat water naar de zee vloeien, maar ik denk dat er toch al een belangrijke vooruitgang is geboekt.

Verschillende sprekers hebben al aangegeven dat er positieve en minder positieve punten in dit wetsontwerp zitten. Maar naar aanleiding van de zaak-Ait Oud klonk het her en der dat er dringend nood was aan een degelijk statuut met de nodige rechtswaarborgen. Welnu, over dat statuut gaan we vandaag stemmen. Ik heb het er moeilijk mee als leden van de oppositie zeggen dat de leden van de meerderheid zich dit wetsontwerp door de strot hebben laten duwen door de minister van Justitie. Ik geef toe dat de behandeling van het ontwerp beperkt was, maar het klopt niet dat wij tijdens de bespreking niet voluit onze mening hebben kunnen zeggen. We hebben rekening gehouden met de opmerkingen die tijdens de hoorzittingen werden

geformuleerd door het ontwerp op een aantal punten te amenderen. Zowel ikzelf als de heren Muls, Giet en Borginon hebben hun inbreng gedaan in het debat.

15.09 Melchior Wathelet (cdH): Ik wil bevestigen dat we de gelegenheid hebben gehad om ons standpunt kenbaar te maken.

15.10 Minister Laurette Onkelinx (*Frans*): Er werden standpunten en bezwaren naar voren gebracht waarmee rekening werd gehouden. Er werd kwalitatief hoogstaand parlementair werk geleverd.

15.11 Dylan Casaer (sp.a-spirit): De twee bevoegde mensen van de FOD Justitie hebben met kennis van zaken meegewerkt aan het voorbereiden van de tekst. Het is niet zo dat we ons daar hebben laten doen. Op vrijdag was er tussen 16 en 19 uur niemand van de oppositie aanwezig. Zaterdagvoormiddag was er slechts één oppositiedlid.

15.12 Tony Van Parys (CD&V): Het is bijzonder sterk wat de heer Casaer hier durft te zeggen! Er was een afspraak gemaakt dat we tussen 18.00 en 18.30 uur zouden stoppen met de werkzaamheden. De minister was daar niet bij. Ik ben in Grobbendonk weggegaan om 17.45 uur, de heer Verherstraeten om 18 uur. Zodra wij weg waren, is de PS-fractievoorzitter aan de overige commissieleden gaan zeggen dat men zou doorwerken.

15.13 Minister Laurette Onkelinx (*Frans*): Dat is niet waar.

15.14 Dylan Casaer (sp.a-spirit): Hij heeft mij dat in elk geval niet gevraagd.

15.15 Tony Van Parys (CD&V): En als de heer Casaer het debat hier toch neerhaalt naar zo'n bedenkelijk niveau, zal ik ook iets vertellen over die vergadering *extra muros*: wat de heer Casaer die zaterdagmorgen aan de fractiemedewerkster van CD&V heeft gezegd, grenst aan het ongelooflijke en was schaamteloos.

15.16 Bert Schoofs (Vlaams Belang): De heer Casaer heeft een selectief geheugen over de feiten van vrijdagmiddag. Na het vertrek van de heer Verherstraeten ben ik nog een half uur gebleven om te zien wat de meerderheid zou doen. Er was mij verteld dat men rond 18.30 uur zou stoppen. Ik meldde dit aan de commissievoorzitter. Toen zei men dat men tot 19 uur zou doorgaan. Dan heb ik de rondgang van de heer Giet gezien, zonder te weten waarover de gesprekken gingen. Ik vond het een schertsvertoning. Omstreeks 18.40 uur heb ik nog enkele vragen gesteld en vijf minuten later ben ik vertrokken, want ik wenste niet deel te nemen aan besprekingen waarbij de meerderheid gewoon haar zin doet.

15.17 Walter Muls (sp.a-spirit): Op een bepaald moment zei de commissievoorzitter dat we om zeven uur moesten stoppen als we om acht uur wilden eten. Als men dit niet gelooft, moet men de geluidsbanden maar eens opvragen.

Wat de medewerkster van de heer Van Parys betreft, moet hij maar eens aan de onafhankelijke aanwezigen vragen wie daar onheus is geweest.

15.18 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Dit krijgt men nu met informele vergaderingen in restaurants en hotels. Voor mij niet gelaten dat men denkt dat men daar voorbereidend parlementair werk kan doen. Het is echter onaanvaardbaar om in de plenaire vergadering beschouwingen te geven over dit soort vergaderingen. Ofwel vergaderen we enkel nog in het Parlement, ofwel levert men geen commentaren op die informele vergaderingen. Indien dit laatste niet mogelijk blijkt, moet de voorzitter erop toezien dat dergelijke informele vergaderingen worden afgeschaft. Er zijn zowel voor de meerderheid als de oppositie meer gevaren dan voordelen aan verbonden.

15.19 Dylan Casaer (sp.a-spirit): Als men hier zegt dat onze commissie niet ernstig gewerkt heeft, vind ik die bewering evenmin ernstig. We hebben op een serieuze en onderbouwde manier gedurende anderhalve dag gedebatteerd over deze materie. Wie aanwezig was, had de kans om amendementen in te dienen, en verschillende leden van de meerderheid hebben dat ook gedaan.

15.20 Karine Lalieux (PS): Het is belangrijk dat we vandaag over dit ontwerp stemmen. Het verheugt me

dat we tijdens dat weekend in het groen ernstig hebben kunnen samenwerken.

In dit ontwerp wordt eindelijk rekening gehouden met een kwetsbare bevolkingsgroep. Het past bovendien in een coherent model voor de uitvoering van straffen en maatregelen. Vandaag leggen we de laatste hand aan vier jaar parlementair en regeringswerk betreffende het intern statuut van de veroordeelden, het extern statuut van de gedetineerden, de strafuitvoeringsrechtbanken, enz. Tijdens deze zittingsperiode hebben we getracht een evenwicht te behouden tussen de bescherming van de samenleving enerzijds en de re-integratie en de menselijke behandeling van veroordeelde personen anderzijds.

Mijnheer Wathelet, ik hoop dat u het werk zal erkennen dat we samen hebben verricht.

15.21 Melchior Wathelet (cdH): Ik waardeer het. Zoals ik daarnet heb gezegd, was ik blij dat dit in inoverweging werd genomen. Beweren dat er tot vandaag niets anders bestond, zou echter overdreven zijn. De commissies voor sociaal verweer leveren puik werk.

15.22 Karine Lalieux (PS): Ik had het over de wetten, niet over de mensen op het veld. De geïnterneerden zullen niet meer in een gevangenis of een gesloten centrum zitten, maar opgenomen worden in een zorgnetwerk dat zal worden uitgebouwd onder de coördinatie van Volksgezondheid.

Het slachtoffer zal eindelijk worden ingelicht, gehoord, en zal zijn advies kunnen geven over de uitvoeringswijzen van de maatregel.

Wat de overdracht van de bevoegdheden van de commissies ter Bescherming van de Maatschappij aan de strafuitvoeringsrechtbanken betreft, indien men twijfelt tussen de benamingen 'strafuitvoeringsrechtbank' of 'voor straffen en maatregelen', kan de wet altijd worden aangepast om beter overeen te stemmen met het werk dat door de genoemde magistraten wordt geleverd.

Ieders rol en verantwoordelijkheden worden uitgeklaard vermits de advocaat opnieuw de rol van begeleiding van zijn cliënt opneemt terwijl de psychiater aanwezig kan zijn hetzij schriftelijk, hetzij in de hoedanigheid van expert. De verwarring tussen de petjes van psychiatrisch deskundige, psychiater-verzorger en psychiater-beslissingsbevoegd persoon dreigde de psychiater iedere verantwoordelijkheid te ontnemen.

De geestelijke en sociale gezondheidsnetwerken voor rechtzoekenden wensten niet langer de rol van beslissingsbevoegd persoon op zich te nemen. De magistraten zullen worden opgeleid en bijgestaan hetzij door psychologen, hetzij door criminologen.

Mijnheer Wathelet, op het ogenblik van de internering is het de rechter die de beslissing neemt en niet de psychiater. Voor de vrijlating zal het opnieuw de magistraat zijn die de beslissing zal nemen. Dit zal het vertrouwen tussen de persoon en zijn psychiater weer herstellen.

15.23 Melchior Wathelet (cdH): In tegenstelling tot u denk ik dat een echte responsabilisering mogelijk zou zijn wanneer de psychiater bij de beslissing wordt betrokken. De hoorzittingen hebben mijn mening bevestigd.

Ik ben zo vrij geweest deze andere benadering te verdedigen omdat zij door alle personen die wij hebben gehoord, werd gestaafd.

15.24 Karine Lalieux (PS): Wij zullen dus met twee uiteenlopende benaderingen geconfronteerd blijven. Wij willen deze hervorming snel goedkeuren.

15.25 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Vandaag hebben we allemaal een brief gekregen waarin de Hoge Raad voor de Justitie onomwonden zegt dat er te weinig tijd aan dit ontwerp werd besteed. De Raad zelf kreeg niet eens de tijd om opmerkingen te formuleren. Op de inhoudelijke opmerkingen die uit diverse hoeken werden gemaakt, werd door de commissie Justitie niet ingegaan bij wijze van amendement. Ook ik heb het aanvoelen dat de tekst onvoldoende kon bezinken, waardoor we nu over een onrijpe tekst gaan stemmen.

De inhoudelijke kritiek van de Hoge Raad is evenmin mals. De strafuitvoeringsrechtbanken, die nog maar pas in werking zijn getreden, krijgen er al meteen een zware taak bij. Het is te betreuren dat de geïnterneerden voortaan alleen nog door rechters beoordeeld zullen worden en niet meer door psychiaters en medici. Men stapt ten onrechte af van de vruchtbare multidisciplinaire aanpak, waardoor het oordeel voortaan heel eenzijdig strafrechtelijk geveld zal worden.

Het werkveld is hier helemaal niet mee opgezet, wat mevrouw Lalieux ook moge beweren. Misschien kent zij enkel de praktijk aan Franstalige kant. In Vlaanderen vreest men wel degelijk dat de allocatie van geïnterneerden naar de juiste instelling met deze nieuwe aanpak in het gedrang komt.

De in Vlaanderen moeizaam opgebouwde expertise zal mogelijk verloren gaan. De tekst bevat gelukkig ook goede aanzetten om iets te doen aan de schrijnende toestanden waarin geïnterneerden soms terechtkomen.

Ook in dit wetsontwerp is geen beroepsmogelijkheid opgenomen, wat wel een trend lijkt te worden. Ik vraag me af of dat de juiste weg is. Mijns inziens zal de gerechtelijke achterstand er niet door verkleinen.

In de commissie stelde ik vragen inzake de budgettaire gevolgen van het ontwerp, maar de antwoorden van de minister namen mijn scepsis niet weg. Ik wacht af wat in de praktijk met het ontwerp zal gebeuren. De Hoge Raad voor de Justitie waarschuwt alvast dat er te weinig opvangplaatsen en middelen zullen zijn. Mocht blijken dat de wet in de praktijk inderdaad disfunctioneel is, dan zal allereerst aan het document van de Hoge Raad worden herinnerd.

Ook Vlaams Belang is bekommerd om de situatie van geïnterneerden, maar we vrezen dat dit wetsontwerp niet de juiste weg is naar een betere en meer menselijke behandeling. De geïnterneerden moeten in instellingen terechtkomen waarin zij niet enkel als misdadigers worden beschouwd, maar als mensen die kunnen genezen en de weg naar de maatschappij kunnen terugvinden. Omdat onze scepsis te groot is, zullen we ons onthouden. (*Applaus Vlaams Belang*)

15.26 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Ik dank iedereen die begaan is met het lot van de geïnterneerden en zich veel gelegen laat liggen aan de bescherming van de maatschappij. Ik dank ook de heer Muls die zijn ervaring in het veld met ons gedeeld heeft. Wij wijzigen de wet, maar brengen daarbij hulde aan de mensen die in de sector dit moeilijke werk verrichten.

Sinds de affaire-Dutroux is het hele strafuitvoeringssysteem gewijzigd. De wet-Lejeune werd herschreven, de commissies voor de Voorwaardelijke Invrijheidstelling werden vervangen door de strafuitvoeringsrechtbanken, maar naast die wijzigingen die veeleer de veroordeelden aangaan, was er ook werk aan de winkel op het stuk van de bescherming van de maatschappij. Tegelijk moeten delinquenten met een geestesstoornis een aangepaste behandeling krijgen.

Wij hebben rekening willen houden met de evolutie van de samenleving en hebben het beheer van de internering van geestesgestoorden op een professionele leest willen schoeien. We wilden deze materie aan de strafuitvoeringsrechtbanken toevertrouwen, veel degelijker expertises verplicht maken, een externe rechtspositie voor de geïnterneerden invoeren, de slachtoffers rechten toekennen en het recidiverisico nog meer beperken.

De definitieve invrijheidstelling van psychiatrisch geïnterneerden is afhankelijk van een invrijheidstelling op proef gedurende twee jaar.

Er was tevens nood aan een geïntegreerd zorgcircuit voor de psychiatrisch geïnterneerden.

Van bij het begin van deze regeerperiode hebben we belangstelling aan de dag gelegd voor de toestand van die om en bij duizend onbekwame personen, die niet verantwoordelijk zijn voor hun daden en die onze gevangenissen bevolken, waar ze niet de passende begeleiding kunnen krijgen.

We hebben dus het idee opgevat om rond de wet een extern zorgcircuit uit te bouwen, dat beter rekening kan houden met de eigenheid van de geïnterneerden, ze beter op hun re-integratie in de maatschappij kan voorbereiden en de kans op herhaling kan voorkomen.

Enkele gegevens met betrekking tot de ontwikkeling van dat zorgcircuit: tegen 2010 zullen twee specifieke inrichtingen tot bescherming van de maatschappij worden geopend in de Vlaamse Gemeenschap (Gent en Antwerpen). In Wallonië zal het aantal beschikbare plaatsen worden opgetrokken, onder meer in Templeuve. In Merksplas komen er zestig dergelijke plaatsen.

In 2007 zal per rechtsgebied van een arbeidshof een coördinator in dienst worden genomen om de samenwerking tussen justitie en de psychiatrische sector te vergemakkelijken. We kennen de zorginstellingen die geïnterneerden die een laag risico inhouden, opvangen, ook een dubbele financiële impuls toe.

De proefprojecten in Rekkem, Bierbeek en Zelzate worden structureel gefinancierd. Er komt een bijzondere begeleidingsnorm voor mediumriskgeïnterneerden in psychiatrische ziekenhuizen.

Tweehonderd PVT-bedden (in psychiatrische verzorgingstehuizen) zullen toegewezen worden aan geïnterneerden. Er zullen ook 90 plaatsen in beschermde woongelegenheden worden gecreëerd. De externe zorgcircuits rond de instellingen van Rekkem en Doornik krijgen een betere financiering.

In elke psychiatrische afdeling van het land wordt er momenteel een multidisciplinair team op poten gezet. Dit is een inspanning zonder weerga in de geschiedenis van het sociaal verweer in ons land.

Met het oog op de toepassing van de wet zullen wij de nodige middelen uittrekken voor de zorgcircuits: vier nieuwe kamers voor de strafuitvoeringsrechtbanken, twaalf psychologen voor het deskundigenonderzoek bij de geïnterneerden. In bepaalde gevangenissen zullen er ook multidisciplinaire teams worden samengesteld. Ten slotte zullen we coördinatoren in dienst nemen die als *trait-d'union* zullen optreden tussen de strafuitvoeringsrechtbank en de instelling.

Deze wet ligt mij na aan het hart. Er is hard aan gewerkt, en ze kwam tot stand in samenwerking met de mensen uit het vak.

Het voorliggend ontwerp dat het resultaat is van die jarenlange expertise stelt een totaal nieuwe structuur van sociaal verweer voor. Het biedt de zwaksten en zij die aan hun lot worden overgelaten de mogelijkheid een eenduidige juridische omkadering en een circuit van aangepaste zorgverlening te genieten. Ook wordt er beter rekening gehouden met de slachtoffers. Bovendien zal het onze samenleving extra beschermen tegen recidive. *(Applaus bij de meerderheid)*

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

De **voorzitter**: Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2841/5)

Het wetsontwerp telt 157 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 157 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

De zitting wordt gesloten om 19.56 uur. Volgende vergadering donderdag 1 maart 2007 om 20.45 uur.